

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# *Bulletin officiel*

*Juillet 2013*

Directeur de la publication : Jean-François Collin  
Rédactrice en chef : Pascale Compagnie  
Secrétaire de rédaction : Éric Rouard  
Contact : Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère des Finances

Ministère de la Culture et de la Communication  
Secrétariat général  
Service des affaires financières et générales  
Sous-direction des affaires immobilières et générales  
Mission de la politique documentaire  
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670 (version imprimée)  
ISSN : 2105-2441 (version en ligne)

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Administration générale**

- Page 7 Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2013 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2010 portant nomination des membres au comité technique ministériel.
- Page 7 Arrêté du 9 juillet 2013 portant nomination à la Commission nationale des centres culturels de rencontre.

### **Éducation artistique – Enseignement - Recherche - Formation**

- Page 7 Arrêté du 2 juillet 2013 portant habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Centre de formation Danse désoblique).
- Page 8 Arrêté du 2 juillet 2013 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Espace Pléiade Ballet Jazz de Paris).
- Page 8 Arrêté du 2 juillet 2013 portant habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Le LACET).
- Page 8 Arrêté du 2 juillet 2013 portant habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Scène formations).
- Page 9 Décision du 3 juillet 2013 relative au règlement des études du Conservatoire national supérieur d'art dramatique,
- Page 19 Décision du 8 juillet 2013 portant nomination des représentants de la ministre de la Culture et de la Communication au conseil d'administration de l'Institut national d'histoire de l'art.
- Page 20 Décision du 11 juillet 2013 portant délégation de signature à l'École du Louvre.
- Page 21 Arrêté du 16 juillet 2013 portant nomination de la secrétaire générale de l'Institut national du patrimoine (Mme Sophie Seyer).

### **Médias et Industries culturelles – Audiovisuel, cinématographie**

- Page 21 Décision du 26 juillet 2013 portant nomination des personnalités qualifiées de la commission de sélection de l'œuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère.

## **Médias et Industries culturelles – Livre et Lecture**

- Page 21 Décision du 12 juillet 2013 relative à l'intérim des fonctions de président du Centre national du livre.

## **Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture**

- Page 22 Décision n° 2013-69 du 1<sup>er</sup> juillet 2013 portant délégation de signature à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.
- Page 25 Décision n° 2013-76 du 22 juillet 2013 portant délégation de signature à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.

## **Patrimoine - Architecture**

- Page 25 Circulaire n° 2013/004 du 10 juillet 2013 relative à la politique culturelle de l'architecture et du cadre de vie en région.

## **Patrimoine – Monuments historiques**

- Page 34 Avenant du 1<sup>er</sup> mars 2013 à la convention n° 2009/001 R de mécénat passée pour le château de Montigny-sur-Aube et ses abords entre la Demeure historique et Mme Marie-France Ménage-Small, propriétaire.
- Page 34 Convention n° R de mécénat du 1<sup>er</sup> mars 2013 passée pour la villa Leihorra entre la Demeure historique et la société civile immobilière Leihorra (et ses associés) propriétaire.
- Page 38 Convention du 3 juillet 2013 pour deux immeubles inscrits au titre des monuments historiques sis Abbaye de Bithaine, lieudit "Le village", 70200 Adelans-et-le-Val-de-Bithaine, passée entre la Fondation du patrimoine et M. et M<sup>me</sup> Jean Berthet propriétaire.
- Page 40 Convention de mécénat n° 2013-064 R du 6 juillet 2013 passée pour le château de Rosières entre la Demeure historique et M. Bertrand Bergerot, propriétaire.
- Page 44 Convention de mécénat n°2013-067 R du 22 juillet 2013 passée pour le château de Vaux-le-Vicomte entre la Demeure historique et la société civile immobilière Valterre.
- Page 48 Décision n° DS 2013-07 S du 24 juillet 2013 pourtant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 48 Décision n° 2013-09 A du 30 juillet 2013 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

## **Patrimoine - Musées**

- Page 49 Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2013 relative à l'intérim des fonctions de président de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet.
- Page 50 Décision n° 2013-1 du 1<sup>er</sup> juillet 2013 portant délégation de signature à l'Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles.

## **Propriété intellectuelle**

- Page 50 Décision n° 2013-02 du 27 juin 2013 de la commission des droits d'auteur des journalistes, relative aux *Dernières Nouvelles d'Alsace*.

## Mesures d'information

Page 53    **Relevé de textes parus au *Journal officiel***

Page 63    **Réponses aux questions écrites**  
(Assemblée nationale et Sénat)

### **Divers**

Page 67    Modification au 15 juillet 2013 de la composition de la Commission supérieure et de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels pour la période triennale courant à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012.

Page 68    Rectificatif de la liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (lot 13H), parue au *Bulletin officiel n° 221* (avril 2013).

Page 68    Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 13N).

Page 74    Liste des architectes diplômés d'État ayant obtenu l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en leur nom propre (Lot 13O).

Page 78    Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (FPC)(Lot 13P).

Page 78    Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 13Q).

Page 83    Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (FPC)(Lot 13R).

Page 83    Liste des architectes diplômés d'État ayant obtenu l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en leur nom propre (Lot 13S).

Page 84    Annexe de l'arrêté MCCC1316660A du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) : Auxerre (p. 84) - Département des Vosges/Épinal (p. 89) - Gray (p. 97) - Menton (p. 98) - Morlaix (p. 98) - Mulhouse (p. 99) - Nérac (p. 99) - Nice (p. 101) - Quimper (p. 107) - Saint-Brieuc (p. 111).



# Mesures de publication et de signalisation

## ADMINISTRATION GÉNÉRALE

### **Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2013 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2010 portant nomination des membres au comité technique ministériel.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 15 septembre 2010 portant nomination des membres au comité technique ministériel,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - À l'article 3 de l'arrêté du 15 septembre 2010 susvisé, les mots : « M. Christophe Pomez » sont remplacés par les mots : « M<sup>me</sup> Cécilia Rapine ».

**Art. 2.** - À l'article 4 de l'arrêté du 15 septembre 2010 susvisé, les mots : « M<sup>me</sup> Véronique Fabre » sont remplacés par les mots : « M. Hervé Degand » ; les mots « M<sup>me</sup> Bailla Aissou » sont remplacés par les mots « M<sup>me</sup> Solange Lauzanne ».

**Art. 3.** - Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le secrétaire général,  
Jean-François Collin

### **Arrêté du 9 juillet 2013 portant nomination à la Commission nationale des centres culturels de rencontre.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu l'arrêté du 5 juillet 1996 modifié portant création

d'une Commission nationale des centres culturels de rencontre,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres de la Commission nationale des centres culturels de rencontre, pour la durée du mandat restant à courir :

1) En tant que membre titulaire d'un mandat électif territorial ou national :

- M<sup>me</sup> Catherine Morin-Desailly, en remplacement de M<sup>me</sup> Muriel Marland-Militello.

2) En tant que directrices régionales des affaires culturelles :

- M<sup>me</sup> Marie-Christiane de La Conte, en remplacement de M. Jean-Claude Van Dam ;

- M<sup>me</sup> Véronique Chatenay-Dolto, en remplacement de M. Didier Deschamps.

3) En tant que personnalité choisie en raison de ses compétences :

- M<sup>me</sup> Alexia Fabre, en remplacement de M. Jacques Rigaud.

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Auréliе Filippetti

## ÉDUCATION ARTISTIQUE - ENSEIGNEMENT - RECHERCHE - FORMATION

### **Arrêté du 2 juillet 2013 portant habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Centre de formation Danse désoblique).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu l'article L. 362.1 du Code de l'éducation ;

Vu l'arrêté du 11 avril 1995 modifié pris en application de l'article L. 362.1 susvisé, portant composition de la

commission nationale prévue au dit article et relatif aux modalités de délivrance du diplôme d'État de professeur de danse ;

Vu la demande d'habilitation présentée par la directrice de l'association concernée,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'habilitation à assurer la formation au diplôme d'État de professeur de danse de l'établissement ci-dessous désigné est accordée pour une période de 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> juin 2013 :

Intitulé -Adresse	Options
Centre de formation Danse désoblique (CFDd) 162, Grande rue 69600 Oullins	Classique Contemporain

**Art. 2.** - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Pour le directeur général de la création artistique :  
Le sous-directeur de l'emploi et de la formation,  
Philippe Garo

**Arrêté du 2 juillet 2013 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Espace Pléiade Ballet Jazz de Paris).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu l'article L. 362.1 du Code de l'éducation ;

Vu l'arrêté du 11 avril 1995 modifié pris en application de l'article L. 362.1 susvisé, portant composition de la commission nationale prévue au dit article et relatif aux modalités de délivrance du diplôme d'État de professeur de danse ;

Vu la demande de renouvellement d'habilitation présentée par le directeur de l'établissement concerné,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'habilitation à assurer la formation au diplôme d'État de professeur de danse de l'établissement ci-dessous désigné est renouvelée pour une période de 4 ans à compter du 8 janvier 2013 :

Intitulé - Adresse	Options
Espace Pléiade Ballet Jazz de Paris 5-7, rue du Moulin-Vert 75014 Paris	Jazz

**Art. 2.** - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Pour le directeur général de la création artistique :  
Le sous-directeur de l'emploi et de la formation,  
Philippe Garo

**Arrêté du 2 juillet 2013 portant habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Le LACET).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu l'article L. 362.1 du Code de l'éducation ;

Vu l'arrêté du 11 avril 1995 modifié pris en application de l'article L. 362.1 susvisé, portant composition de la commission nationale prévue au dit article et relatif aux modalités de délivrance du diplôme d'État de professeur de danse ;

Vu la demande d'habilitation présentée par la directrice de l'association concernée,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'habilitation à assurer la formation au diplôme d'État de professeur de danse de l'établissement ci-dessous désigné est accordée pour une période de 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> juin 2013 :

Intitulé -Adresse	Options
Le LACET - Lieu d'art chorégraphique d'enseignement et de transmission Centre de danse « Le Moulin de Tartary » Pont d'Aubenas 07200 Aubenas	Classique Jazz Contemporain

**Art. 2.** - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Pour le directeur général de la création artistique :  
Le sous-directeur de l'emploi et de la formation,  
Philippe Garo

**Arrêté du 2 juillet 2013 portant habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Scène formations).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu l'article L. 362.1 du Code de l'éducation ;



Vu l'arrêté du 11 avril 1995 modifié pris en application de l'article L. 362.1 susvisé, portant composition de la commission nationale prévue au dit article et relatif aux modalités de délivrance du diplôme d'État de professeur de danse ;

Vu la demande d'habilitation présentée par la directrice de l'association concernée,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'habilitation à assurer la formation au diplôme d'État de professeur de danse de l'établissement ci-dessous désigné est accordée pour une période de 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> juin 2013 :

Intitulé - Adresse	Options
Scène formations 58, rue Magenta 69100 Villeurbanne	Jazz

**Art. 2.** - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Pour le directeur général de la création artistique :  
Le sous-directeur de l'emploi et de la formation,  
Philippe Garo

### **Décision du 3 juillet 2013 relative au règlement des études du Conservatoire national supérieur d'art dramatique,**

Vu le décret n° 2011-557 du 20 mai 2011 portant statut du Conservatoire national supérieur d'art dramatique ;

Vu l'avis du conseil des études du Conservatoire national supérieur d'art dramatique en date du 11 juin 2013 ;

Vu l'avis du conseil d'administration du Conservatoire national supérieur d'art dramatique en date du 26 juin 2013 ;

Le directeur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le règlement des études du Conservatoire national supérieur d'art dramatique est fixé en annexe à la présente décision.

**Art. 2.** - La présente décision entre en vigueur le 3 juillet 2013.

**Art. 3.** - Est abrogé le règlement des études approuvé par la décision du 26 novembre 2012.

**Art. 4.** - Le directeur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le directeur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique,  
Daniel Mesguich

### **Règlement des études du Conservatoire national supérieur d'art dramatique**

#### **Préambule : missions du Conservatoire national supérieur d'art dramatique (conservatoire)**

Le conservatoire est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministre chargé de la culture.

Le conservatoire est un établissement d'enseignement supérieur, au sens de l'article L. 759-1 du Code de l'éducation. Il est chargé de dispenser un enseignement supérieur spécialisé dans le domaine de l'art dramatique sous toutes ses formes, au titre de la formation initiale ou de la formation continue. Cet enseignement a pour objet l'acquisition des connaissances théoriques et la maîtrise pratique nécessaires à l'exercice de l'art dramatique, ainsi qu'à son enseignement, le cas échéant.

#### **Titre I : Formation supérieure professionnelle du comédien - Admission au premier cycle**

##### **Section I : Inscription au concours d'entrée**

##### **Art. 1<sup>er</sup>. - Conditions d'admission**

L'admission des élèves au conservatoire s'effectue sur concours.

Les candidats ne peuvent se présenter plus de cinq fois au concours.

Ils doivent avoir plus de 18 ans et moins de 26 ans au 1<sup>er</sup> octobre de l'année du concours, et justifier d'une formation théâtrale suivie avec assiduité pendant une année scolaire, ou d'une pratique professionnelle du métier d'acteur d'une durée d'un an.

La formation doit avoir été suivie soit :

- dans un établissement d'enseignement artistique spécialisé (conservatoire à rayonnement régional, départemental, communal ou intercommunal) ;
- sous la responsabilité d'un professionnel, dans le cadre d'un cours d'art dramatique sous statut privé ;
- dans le cadre des études théâtrales universitaires.

Ils doivent être titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme français ou étranger admis en dispense ou en équivalence. Sur demande motivée du candidat, une dispense peut être accordée à titre dérogatoire.

Une commission présidée par le directeur du conservatoire (ou son représentant) et comprenant le directeur général de la création artistique (ou son représentant), l'adjoint du directeur chargé des enseignements et de la communication, le directeur des études chargé de la scolarité et des partenariats pédagogiques et le secrétaire général examine la recevabilité des attestations de formation ou de pratique théâtrale professionnelle et statue sur toute demande de dérogation aux conditions d'admission.

## **Art. 2. - Modalités d'inscription au concours**

Les inscriptions se font par correspondance. Les candidats pouvant justifier des conditions énoncées à l'article 1 du présent règlement doivent adresser leur dossier d'inscription régulièrement constitué au conservatoire dans les délais prescrits. Les dates d'inscription sont fixées chaque année par décision du directeur.

## **Art. 3. - Dossier d'inscription au concours d'entrée**

Les candidats doivent s'inscrire sous leur nom patronymique, auquel il leur est loisible d'ajouter un pseudonyme. Le dossier d'inscription doit notamment comporter les pièces suivantes :

- 1) la demande manuscrite d'inscription complétée sur le formulaire prévu à cet effet, mentionnant, le cas échéant, le nombre de concours auquel le candidat s'est présenté antérieurement ;
  - 2) un curriculum vitae ;
  - 3) une attestation du baccalauréat ou d'un diplôme français ou étranger admis en dispense ou en équivalence. S'il y a lieu, une photocopie des diplômes obtenus ou un certificat de la scolarité en cours ou précédemment suivie ;
  - 4) une photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport, en cours de validité ;
  - 5) l'attestation d'une formation théâtrale régulière, dûment complétée par le responsable de l'établissement fréquenté par le candidat, et comportant le cachet de l'établissement,
- ou un dossier attestant d'une pratique théâtrale professionnelle ;
- 6) un certificat médical datant de moins de trois mois attestant que la pratique de l'art dramatique et des autres disciplines enseignées au sein de l'établissement ne lui sont pas contre-indiquées ;

7) pour les candidats de nationalité française non bacheliers, une attestation de recensement ou un certificat individuel de participation à la journée de préparation à la défense ;

8) pour les candidats étrangers n'appartenant pas à l'Union européenne, une copie de l'autorisation de séjour ou du visa.

Les pièces fournies ne sont pas restituées. Elles ne sauraient être utilisées pour un concours ultérieur.

Aucun des renseignements contenus dans le dossier du candidat ne sera communiqué à une personne étrangère au conservatoire, à l'exception des membres du jury d'admission.

Tout dossier incomplet sera rejeté.

Toute fausse déclaration, ou fourniture de pièce falsifiée ou n'appartenant pas au candidat, entraînerait le rejet de son inscription, son élimination des épreuves d'admission et l'interdiction de se représenter ultérieurement, et, s'il est déjà inscrit en qualité d'élève, sa radiation du conservatoire.

## **Art. 4. - Droits d'inscription**

Les droits d'inscription au concours d'entrée doivent être acquittés au moment des inscriptions. Leur montant est fixé par arrêté du ministre chargé de la culture.

## **Section II : Organisation et déroulement du concours d'entrée**

### **Art. 5. - Épreuves du concours**

Un concours d'entrée est organisé chaque année par le conservatoire.

Il comporte :

- des épreuves d'admissibilité, dites « premier tour » et « deuxième tour » ;
- une épreuve d'admission, dite « troisième tour ».

Les candidats ayant accédé à l'épreuve d'admission du troisième tour à un précédent concours au cours de deux dernières années sont dispensés de l'épreuve d'admissibilité du premier tour.

Les candidats inscrits sur la liste complémentaire mentionnée à l'article 9 à l'issue du concours de l'année précédente accèdent directement au troisième tour.

### **Art. 6. - « Scènes » à préparer par les candidats**

Les candidats doivent préparer quatre « scènes » au moins pour l'ensemble du concours. Une seule d'entre elles peut être un monologue :

- l'une de ces quatre scènes doit être écrite en alexandrins ;
- une autre doit être choisie dans l'œuvre de l'un des auteurs dont la liste est fixée chaque année par le directeur du conservatoire, après consultation des professeurs d'interprétation ;
- une troisième scène est librement choisie dans l'ensemble du répertoire théâtral ;
- la quatrième scène peut également être librement choisie dans l'ensemble du répertoire théâtral mais peut aussi être l'expression d'un autre art de la scène (danse, musique, chant, théâtre gestuel, etc.).

L'une au moins de ces scènes doit appartenir au répertoire contemporain (œuvres écrites après 1960).

La durée de chacune de ces scènes ne doit pas excéder cinq minutes.

#### **Art. 7. - Premier tour du concours**

La sélection à l'épreuve du premier tour est assurée par des jurys présidés par le directeur du conservatoire ou son représentant. La composition des jurys est établie chaque année par le directeur du conservatoire. Chaque jury comprend cinq membres dont son président.

Pour composer les jurys du premier tour, le directeur du conservatoire fait appel exclusivement :

- à des professeurs du conservatoire ;
- à des personnalités du théâtre et des arts du spectacle, dont au moins une par jury impliquée dans la pédagogie, choisies sur une liste d'au moins vingt noms, proposée par le directeur du conservatoire et agréée par le ministre chargé de la culture. Sur cette liste, figurent principalement des artistes en activité, comédiens ou metteurs en scène, et au moins un directeur de théâtre privé.

Aucun agent artistique connu comme tel ne peut être membre de ce jury.

Le jury choisit d'examiner une ou deux des quatre propositions du candidat. S'il l'estime utile, le jury peut conduire un entretien avec le candidat ou lui demander de lire un texte à voix haute.

Le candidat doit être accompagné exclusivement de ses partenaires.

La durée de l'audition de chaque candidat n'excédera pas dix minutes.

Les jurys du premier tour retiennent, selon les modalités fixées par le directeur du conservatoire, les candidats autorisés à se présenter au deuxième tour.

Les résultats du premier tour sont communiqués aux candidats à l'issue de l'ensemble des auditions du premier tour.

#### **Art. 8. - Deuxième tour du concours**

Tout candidat déclaré admissible à l'issue du premier tour reçoit une convocation aux épreuves du deuxième tour, organisées en deux séances distinctes d'auditions. Le candidat doit alors présenter deux des quatre scènes qu'il a préparées, à raison d'une scène par séance :

- l'une, choisie dans l'œuvre de l'un des auteurs dont la liste est fixée chaque année par le directeur du conservatoire,
- l'autre, librement choisie dans l'ensemble du répertoire théâtral.

Ces scènes peuvent avoir été présentées au premier tour.

La durée de l'audition de chaque scène n'excédera pas trois minutes.

Le candidat doit être accompagné exclusivement de ses partenaires.

S'il l'estime utile, le jury peut conduire un entretien avec le candidat.

La sélection est assurée par un jury unique présidé par le directeur du conservatoire ou son représentant. La composition de ce jury est établie chaque année par décision du directeur du conservatoire et est agréée par le ministre chargé de la culture.

Pour composer le jury du deuxième tour, le directeur du conservatoire fait appel exclusivement :

- à des personnalités du théâtre et des arts du spectacle choisies sur la liste mentionnée à l'article 7 ;
- à l'administrateur général de la Comédie-Française, ou son représentant choisi par lui au sein de la Société des Comédiens-Français ;
- à un membre de la Société des Comédiens-Français, désigné par l'administrateur général de la Comédie-Française ;
- à un directeur de théâtre national désigné par le ministre chargé de la culture ;
- à un directeur de centre dramatique national désigné par le ministre chargé de la culture, sur proposition du directeur du conservatoire ;
- à des professeurs du conservatoire.

Une au moins des personnalités extérieures au conservatoire doit être impliquée dans la pédagogie.

Aucun agent artistique connu comme tel ne peut être membre de ce jury.

Le jury comprend au moins douze membres dont au moins quatre professeurs du conservatoire et au moins trois personnalités du théâtre et des arts du spectacle choisies sur la liste mentionnée à l'article 7.

Pour choisir les candidats admissibles au troisième tour, le jury procédera à autant de tours de scrutins que nécessaire. Un candidat qui obtiendrait la majorité simple des voix dont celle du président de jury, pourrait bénéficier d'une deuxième voix de ce dernier et obtenir ainsi la majorité absolue.

Les résultats du deuxième tour sont communiqués aux candidats à l'issue de l'ensemble des auditions du deuxième tour.

### **Art. 9. - Troisième tour du concours**

Chaque candidat déclaré admissible à l'issue du deuxième tour est convoqué pour les deux épreuves du troisième tour qui se déroulent lors d'une même séance ou de deux séances distinctes.

- Pour la première épreuve, il doit présenter une scène de son choix parmi les quatre scènes qu'il a préparées ou une scène nouvelle de son choix. Cette scène ne peut pas avoir été présentée au deuxième tour. Le jury se réserve le droit d'auditionner le candidat dans une deuxième scène.

La durée de l'audition n'excédera pas cinq minutes.

Le candidat doit être accompagné exclusivement de ses partenaires.

- La deuxième épreuve consiste en un entretien qui permettra au jury d'apprécier la personnalité et les motivations du candidat.

La durée de l'entretien n'excédera pas dix minutes.

La sélection est assurée par un jury unique présidé par le directeur du conservatoire ou son représentant. La composition de ce jury est établie chaque année par décision du directeur du conservatoire.

Pour composer le jury du troisième tour, il sera fait appel exclusivement à des professeurs du conservatoire désignés par le directeur. Ce jury, agréé par le ministre chargé de la culture, comprendra au moins six membres, dont les professeurs ayant participé au jury du deuxième tour.

Pour choisir les candidats définitivement admis à l'issue du troisième tour, le jury procédera à autant de tours de scrutins que nécessaire. Un candidat qui obtiendrait la majorité simple des voix dont celle du président de jury, pourrait bénéficier d'une deuxième

voix de ce dernier et obtenir ainsi la majorité absolue.

Le jury peut inscrire le nom d'un ou de deux candidats classés par ordre de préférence sur une liste complémentaire. En cas de défection d'un candidat admis et en suivant cet ordre de préférence, le directeur du conservatoire pourra décider de l'admission d'un candidat inscrit sur la liste complémentaire.

Les résultats du troisième tour sont communiqués aux candidats à l'issue de l'ensemble des auditions du troisième tour.

Chaque candidat déclaré non reçu à l'issue du troisième tour du concours peut obtenir à sa demande une information portant sur les motivations de la décision du jury.

### **Art. 10. - Effectif des promotions**

L'effectif de chaque promotion est fixé à trente élèves, dans le respect de la parité homme-femme.

## **Section III : Inscription dans l'établissement**

### **Art. 11. - Droits de scolarité**

Les élèves doivent avoir acquitté les droits de scolarité et d'affiliation à la sécurité sociale des étudiants avant le 15 décembre de l'année en cours, sous peine de radiation des effectifs.

Le montant des droits de scolarité est fixé par arrêté du ministre chargé de la culture.

Les droits de scolarité ne sont en aucun cas remboursables.

### **Art. 12. - Examen médical**

Les élèves inscrits en deuxième année doivent obligatoirement se présenter à l'examen médical du service universitaire de médecine préventive.

### **Art. 13. - Représentation des élèves**

Au début de chaque année scolaire, l'établissement procède à l'élection de délégués des élèves, à raison de deux délégués par promotion soit six délégués par an. Ces délégués siègent au conseil des professeurs mentionné à l'article 19 et à la commission d'attribution des aides financières et des aides aux études à l'étranger mentionnée à l'article 33.

L'établissement procède par ailleurs, conformément aux dispositions des articles 8 et 15 du décret du 20 mai 2011 portant statut du Conservatoire national supérieur d'art dramatique, aux élections des représentants des élèves au conseil d'administration et au conseil des études.



## **Titre II : Formation supérieure professionnelle du comédien - Enseignement du premier cycle**

### **Section I - Durée et organisation des études**

#### **Art. 14. - Durée des études**

Les études durent trois années et conduisent à la délivrance du diplôme national supérieur professionnel de comédien. Chaque année se compose de deux semestres.

#### **Art. 15. - Organisation des études**

Le directeur du conservatoire, assisté de son adjoint chargé des enseignements et de la communication et du directeur des études chargé de la scolarité et des partenariats pédagogiques, conçoit, organise et met en œuvre le programme des enseignements.

Il détermine les jours et heures des cours de chaque professeur.

Le cursus comprend des cours hebdomadaires permanents répartis en quatre principaux domaines d'enseignements :

- l'interprétation ;
- les enseignements techniques ;
- la culture générale et théâtrale ;
- la préparation au métier de comédien.

Le cursus comprend également la participation à divers travaux dont certains font l'objet de présentations publiques. Ces travaux sont dirigés soit par un professeur du conservatoire, soit par un artiste ou une personnalité extérieure, invités à titre individuel ou sous la responsabilité d'une école, d'une compagnie ou d'une institution avec laquelle le conservatoire entretient des liens de collaboration.

Le directeur du conservatoire décide, en concertation avec les professeurs concernés, de la répartition des élèves dans les différents cours et travaux.

Sauf dans certains cas particuliers, tous les enseignements ont lieu dans les locaux de l'établissement.

#### **Art. 16. - Caractère obligatoire des enseignements**

Les enseignements sont obligatoires.

Les élèves qui, sans excuse légitime, ne se présenteraient pas à la rentrée des classes seraient radiés des effectifs.

L'intégration au conservatoire s'accompagne pour l'élève de la signature d'un contrat par lequel il s'engage à suivre assidûment l'ensemble des enseignements qui lui sont proposés et à renoncer à

toute proposition d'engagement professionnel qui entraînerait son absence aux cours.

La présence des élèves fait l'objet d'un contrôle de l'établissement, comme mentionné aux articles 40 et 41 du présent règlement.

#### **Art. 17. - Année d'étude dans un établissement d'enseignement supérieur d'art dramatique étranger**

Conformément aux accords de Bologne, le directeur du conservatoire peut, à titre exceptionnel et après avis du conseil des professeurs mentionné à l'article 19, autoriser certains élèves à suivre une année d'enseignement dans un établissement d'enseignement supérieur d'art dramatique étranger, dans le cadre de la signature d'une convention de partenariat. Cette année peut constituer l'équivalent d'une année accomplie au conservatoire, sous réserve de la validation par les deux établissements du travail de l'étudiant.

### **Section II : Évaluation - Diplôme**

#### **Art. 18. - Diplôme national supérieur professionnel de comédien (DNSPC)**

Le directeur du conservatoire, assisté de son adjoint chargé des enseignements et de la communication et du directeur des études chargé de la scolarité et des partenariats pédagogiques, organise et coordonne l'évaluation des élèves.

En adéquation avec les accords de Bologne et l'arrêté relatif au DNSPC, les enseignements du conservatoire permettent d'acquérir 60 ECTS (European Credits Transfer System) par année scolaire, soit 180 ECTS pour les trois années d'études. La répartition semestrielle de ces ECTS, organisée selon les quatre grands domaines d'enseignements, est précisée dans un tableau annexé au présent règlement.

#### **Art. 19. - Évaluation des élèves - Conseil des professeurs**

L'évaluation des élèves, conduisant à la délivrance du DNSPC, est assurée collégialement par les professeurs de l'établissement, sous la forme d'un contrôle continu. Le conseil des professeurs est réuni à cet effet chaque semestre par le directeur.

L'évaluation de chaque élève vise à apprécier son investissement personnel, l'acquisition des contenus des enseignements et des aptitudes que ceux-ci requièrent aux différents stades de sa progression.

Le conseil des professeurs donne son avis sur toutes les questions relatives aux méthodes pédagogiques et d'évaluation des élèves, à la discipline de

l'établissement, à l'organisation et à l'évaluation individuelle du travail des élèves et, plus largement, au fonctionnement de l'établissement. Les avis du conseil des professeurs sont transmis au conseil des études mentionné à l'article 15 du décret du 20 mai 2011 portant statut du Conservatoire national supérieur d'art dramatique, pour les questions rentrant dans le champ de compétence de ce dernier.

Le conseil des professeurs débute par un échange avec les délégués des élèves sur les questions d'ordre général. Les délégués n'assistent pas à l'évaluation individuelle des élèves.

Les élèves ont accès chaque semestre à une synthèse écrite de leur évaluation.

#### **Art. 20. - Modalités de délivrance du DNSPC**

À la fin de chaque année scolaire, l'équipe pédagogique décide collégialement du nombre d'ECTS obtenus par chaque élève. 60 ECTS sont nécessaires pour la validation d'une année scolaire entière. Chaque professeur s'exprime pour son domaine d'enseignement. L'équipe pédagogique peut demander à l'élève d'acquérir les crédits manquants au cours de l'année suivante. En deçà de 30 crédits obtenus, le passage dans l'année supérieure sera refusé.

Au terme du cursus, l'ensemble de l'équipe pédagogique, constituée en jury, établit la liste des élèves proposés pour l'obtention du diplôme, accompagnée d'une appréciation globale, après validation de l'ensemble des résultats obtenus dans les différents domaines d'enseignement. Sur la base de cette liste, le directeur de l'établissement, président du jury, délivre le DNSPC.

#### **Art. 21. - Licence mention « Arts du spectacle théâtral » de l'université de Paris VIII Vincennes Saint-Denis**

Un élève auquel a été délivré le DNSPC peut obtenir la licence mention « Arts du spectacle théâtral » de l'université de Paris VIII conformément à la convention signée entre cette université et le conservatoire.

Pour obtenir cette licence, les élèves du conservatoire doivent s'être inscrits à l'université au début de leur troisième année d'études et écrire un mémoire dont le sujet et la rédaction sont supervisés par un ou plusieurs membres de l'équipe pédagogique du conservatoire.

Ce mémoire fait l'objet d'une double notation : d'une part, celle des professeurs de l'université de Paris VIII et, d'autre part, celle d'une commission composée du directeur du conservatoire, de l'adjoint du directeur

chargé des enseignements et de la communication, du directeur des études chargé de la scolarité et des partenariats pédagogiques et d'un enseignant.

Les modalités de délivrance de la licence sont définies par un avenant à la convention signée entre l'université de Paris VIII et le conservatoire.

Un élève qui n'obtiendrait pas la licence pourrait se représenter à la session de rattrapage ou l'année universitaire suivante.

#### **Art. 22. - Validation des acquis de l'expérience**

Le diplôme national supérieur professionnel délivré par le conservatoire peut être obtenu par la voie de la validation des acquis de l'expérience en application du décret n° 2004-607 du 21 juin 2004 étendant au ministère chargé de la culture les dispositions du décret n° 2002-615 du 26 avril 2002.

La demande de validation est adressée par le candidat au directeur du conservatoire qui fixe chaque année le calendrier d'ouverture des inscriptions. Un jury est désigné par le directeur, après consultation du conseil des études. Le jury est composé du directeur, président, de deux professeurs du conservatoire et de deux personnalités qualifiées.

Les candidats sont évalués par le jury qui vérifie les compétences, aptitudes et connaissances du candidat au regard du référentiel du diplôme national supérieur professionnel de comédien et à partir du dossier de demande de validation des acquis de l'expérience, d'une présentation d'un travail théâtral et d'un entretien. Le jury décide de l'attribution du diplôme ou du refus de validation.

Les montant des droits d'inscription à la validation des acquis de l'expérience est fixé chaque année scolaire par arrêté conjoint du ministère chargé de la culture et du ministère chargé du budget. Un tarif réduit peut être appliqué, sur décision du directeur du conservatoire, s'il est avéré que le candidat ne bénéficie pas d'un financement par un tiers (organisme, entreprise, collectivité territoriale).

### **Titre III : Préfiguration d'un deuxième cycle**

#### **Préambule**

À compter de la rentrée 2012, le conservatoire national supérieur d'art dramatique ouvre une 4<sup>e</sup> année d'études en préfiguration d'un deuxième cycle de deux ans aboutissant à un nouveau diplôme d'établissement ayant vocation à être évalué au grade de master. Le calendrier, le programme, ainsi que les modalités de sélection des candidats sont fixés par le directeur du conservatoire.

**Art. 23. - Conditions d'entrée en 4<sup>e</sup> année**

L'accès à la quatrième année d'études du conservatoire s'effectue sur concours ouvert aux candidats détenteurs d'un diplôme national supérieur professionnel de comédien ou, sur dérogation exceptionnelle accordée par la commission de dérogation mentionnée à l'article 1, aux candidats pouvant justifier d'une formation supérieure professionnelle de niveau équivalent.

**Art. 24. - Dossier d'inscription**

Les candidats adressent un dossier d'inscription au conservatoire comprenant notamment une description détaillée de leur projet personnel.

**Art. 25. - Droits d'inscription au concours d'entrée**

Les droits d'inscription au concours d'entrée doivent être acquittés au moment des inscriptions. Leur montant est le même que celui mentionné à l'article 4 du présent règlement.

**Art. 26. - Concours**

Les épreuves du concours consistent en l'examen du projet personnel du candidat, un entretien et une audition, selon un ordre et des modalités fixées par le directeur du conservatoire.

Le jury établit la liste définitive des candidats admis selon des modalités fixées par le directeur du conservatoire, président de jury.

**Art. 27. - Composition du jury de sélection**

Le jury est présidé par le directeur du conservatoire avec voix prépondérante. Il est en outre composé de neuf membres dont :

- l'adjoint du directeur chargé des enseignements ;
- trois professeurs artistes ;
- trois enseignants chercheurs ;
- deux personnalités qualifiées issues du monde du théâtre et des arts du spectacle.

La composition du jury est agréée par le ministre chargé de la culture.

**Art. 28. - Effectif**

Pour la rentrée 2012, l'effectif de la 4<sup>e</sup> année est fixé à douze, dans le respect de la parité homme femme.

**Art. 29. - Droits de scolarité**

Les élèves doivent avoir acquitté les droits de scolarité et d'affiliation à la sécurité sociale des étudiants avant

le 15 décembre de l'année en cours, sous peine de radiation des effectifs.

Le montant est le même que celui fixé à l'article 11 du présent règlement.

Les droits de scolarité ne sont en aucun cas remboursables.

**Art. 30. - Évaluation - Diplôme**

Le directeur du conservatoire, assisté de son adjoint chargé des enseignements et de la communication et du directeur des études chargé de la scolarité et des partenariats pédagogiques, organise et coordonne l'évaluation des élèves de 2<sup>e</sup> cycle.

L'évaluation des élèves de 2<sup>e</sup> cycle – conduisant, à la fin de la cinquième année, à la délivrance d'un diplôme d'établissement - est assurée collégialement par les professeurs de l'établissement, sous la forme d'un contrôle continu. Le conseil des professeurs est réuni à cet effet chaque semestre par le directeur.

Les élèves de 2<sup>e</sup> cycle ont accès chaque semestre à une synthèse écrite de leur évaluation.

**Art. 31. - Dispositions particulières**

Les élèves inscrits en 2<sup>e</sup> cycle peuvent bénéficier des dispositions mentionnées au titre IV du présent règlement des études. Ils sont soumis aux règles de fonctionnement des différents établissements partenaires qu'ils fréquentent au cours de leur formation.

**Titre IV : Bourses - Aides financières - Aides aux études à l'étranger - Aides aux repas - Secours - Discipline****Section I : Bourses, aides et secours****Art. 32. - Bourses**

Conformément au décret n° 2009-337 du 26 mars 2009 relatif aux bourses et aides attribuées aux élèves des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de la culture, des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux et des aides spécifiques peuvent être accordées aux élèves du conservatoire.

Ceux-ci doivent effectuer leurs démarches de demande de bourses et d'aides spécifiques auprès du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) dans les délais impartis.

Les élèves boursiers du CROUS sont exonérés des droits de scolarité.

### **Art. 33. - Aides financières et aides aux études à l'étranger du conservatoire**

Dans la limite des crédits ouverts à cet effet et sur décision d'une commission d'attribution, le directeur du conservatoire peut octroyer aux élèves :

- des aides financières payables par mois ;
- des aides aux études à l'étranger payables par mois, pour des élèves qui effectuent une année d'équivalence dans un établissement d'enseignement supérieur d'art dramatique étranger.

Ces aides peuvent être attribuées à des élèves boursiers du CROUS ou non.

La commission d'attribution des aides financières et des aides aux études à l'étranger se réunit au début de chaque année scolaire, puis, autant que de besoin au cours de l'année.

La commission d'attribution des aides financières et des aides aux études à l'étranger est composée :

- du directeur du conservatoire, ou son représentant, président ;
- du secrétaire général du conservatoire ;
- du directeur des études chargé de la scolarité et des partenariats pédagogiques du conservatoire ;
- des délégués des élèves des trois promotions.

Le directeur invite à participer à la commission toute personne dont il juge la présence utile.

Pour fixer le montant des aides financières et des aides aux études à l'étranger, la commission d'attribution se base sur le croisement de critères tels que les revenus familiaux, les points de charge de la famille, les ressources de l'élève (pensions, salaires...) et le montant du loyer de l'élève, ainsi que sur tout autre élément porté à sa connaissance qui justifie le versement d'une aide à un élève.

Les aides financières accordées par la commission sont liées à la durée réelle de la formation suivie par chaque élève. La commission se prononce sur le nombre de mensualités des aides financières et des aides aux études à l'étranger, et sur le versement de mensualités supplémentaires aux élèves participant, pendant les congés scolaires, à des travaux organisés par le Conservatoire ou placés sous sa responsabilité, dans la limite de 10,5 mois par année scolaire.

Les dossiers de demandes d'aides financières et d'aides aux études à l'étranger accompagnés des pièces justificatives demandées doivent être présentés par les élèves au service de la scolarité dans les délais impartis.

### **Art. 34. - Aide forfaitaire aux repas**

Il peut être alloué aux élèves boursiers du CROUS, aux élèves bénéficiant d'une aide mensuelle en provenance du fonds national d'aide d'urgence du ministère chargé de la culture (FNAU) ou d'une aide financière du conservatoire, une aide forfaitaire mensuelle au repas dont le montant est fixé par le conseil d'administration. Le nombre des versements de l'aide forfaitaire au repas est lié à la durée réelle de la formation suivie par chaque élève, dans la limite maximale de 10,5 mois par année scolaire.

### **Art. 35. - Secours**

Le directeur du conservatoire peut également, dans le cadre du budget de l'établissement, octroyer des secours ponctuels aux élèves, confrontés à des difficultés particulières.

### **Art. 36. - Exonération des droits de scolarité**

Des exonérations des droits de scolarité peuvent être consenties, sur justificatifs, par la commission d'attribution des aides financières et des aides aux études à l'étranger, aux élèves qui en font la demande.

### **Art. 37. - Suspension du versement des aides financières et des aides aux études à l'étranger**

En cours d'année, les élèves doivent informer le conservatoire de tout changement de domicile ou d'état-civil et, pour les élèves bénéficiant d'une aide financière ou d'une aide aux études à l'étranger, déclarer à l'administration toute modification de leur situation et de leurs ressources.

Le directeur du conservatoire peut réexaminer la situation des élèves bénéficiant d'un engagement professionnel et, au vu de leur rémunération, peut suspendre le versement de tout ou partie de leurs aides.

Une exclusion temporaire peut entraîner la suspension du versement des aides pour la durée de l'exclusion.

Une exclusion définitive entraîne la suppression des aides, à la date d'exécution de la décision.

## **Section II : Discipline et sanctions applicables**

### **Art. 38. - Sanctions applicables en cas de non respect des règles de fonctionnement**

Les élèves sont placés sous l'autorité du directeur du conservatoire et de ses représentants.

Ils s'engagent à respecter les règles de fonctionnement de l'établissement qui leur sont indiquées par le personnel administratif, technique et enseignant.



La non observation de ces indications entraîne des sanctions.

Les sanctions applicables aux élèves sont, outre celles prévues à l'article L. 811-6 du Code de l'éducation :

- l'avertissement ;
- l'exclusion définitive du cursus ;
- l'exclusion temporaire ou définitive d'une partie de l'établissement ;
- l'exclusion temporaire ou définitive de l'établissement.

Aucune sanction ne peut être prononcée sans que l'intéressé n'ait été invité à présenter ses observations. Sauf pour l'avertissement, le directeur du conservatoire prononce les sanctions après avis de la commission de discipline, dans les formes prévues à l'article 39.

La détérioration volontaire de locaux ou de matériel, le détournement de matériel ou de documents, les injures, les menaces et voies de fait à l'égard du personnel administratif, enseignant ou technique ou des autres élèves peuvent, dans l'attente de la tenue d'une commission de discipline, entraîner immédiatement une exclusion provisoire prononcée par le directeur du conservatoire.

#### **Art. 39. - Commission de discipline**

La commission de discipline est composée du directeur du Conservatoire, de l'adjoint du directeur chargé des enseignements et de la communication, du directeur des études chargé de la scolarité et des partenariats pédagogiques, du secrétaire général, des quatre professeurs et des trois élèves titulaires élus pour siéger au conseil des études de l'établissement et, avec voix consultative, d'un ou plusieurs professeurs de l'élève. La commission de discipline se déroule en présence d'un observateur représentant du ministère chargé de la culture.

Lors de cette commission, l'élève doit être entendu et peut se faire assister.

### **Section III : Contrôle des absences et suivi de l'assiduité**

#### **Art. 40. - Absences et demandes de congés**

Les absences pour raison de santé doivent être justifiées par un certificat médical.

Les absences pour toute autre raison doivent faire l'objet d'une demande écrite au directeur du conservatoire. À titre très exceptionnel, un congé pour convenances personnelles pourra être accordé par le

directeur du conservatoire, après avis des professeurs de l'élève.

Un congé pourra être accordé à un élève qui souhaite effectuer une année d'étude dans un établissement d'enseignement supérieur français ou étranger ayant un objet complémentaire à celui du conservatoire dans le cadre de la signature d'une convention de partenariat.

Un élève ne peut, sous peine d'exclusion, contracter un engagement professionnel qui nécessiterait son absence des cours du conservatoire sans autorisation préalable écrite du directeur.

Les absences pour d'autres motifs que ceux énoncés ci-dessus, doivent faire l'objet d'une justification écrite de l'élève dans les trois jours suivant son absence et ne sauraient dépasser le nombre de trois dans l'année scolaire. Sans explication recevable ou au-delà de ce nombre, les absences sont considérées comme injustifiées.

#### **Art. 41. - Absences injustifiées et sanctions applicables**

Les absences injustifiées sont comptabilisées quotidiennement par le conservatoire et entraînent l'envoi d'avertissements aux élèves selon le dispositif suivant :

- une absence au cours d'interprétation entraîne un avertissement ;
- deux absences à tout autre cours entraînent un avertissement ;
- trois absences à un cours optionnel entraînent un avertissement ;
- l'exclusion d'un atelier entraîne cinq avertissements ;
- la défection à un atelier au-delà du septième jour de répétition entraîne sept avertissements.

Les professeurs du conservatoire peuvent demander au directeur qu'un avertissement soit adressé à un élève pour quelque autre motif que ce soit (retard, comportement etc.).

S'il a fait l'objet de trois avertissements, l'élève est convoqué par le directeur des études chargé de la scolarité et des partenariats pédagogiques.

S'il a fait l'objet de cinq avertissements, il est reçu par le directeur, l'adjoint du directeur chargé des enseignements et de la communication, le directeur des études chargé de la scolarité et des partenariats pédagogiques, son professeur d'interprétation et, le cas échéant, les autres professeurs concernés. Il peut alors être assisté d'un délégué.

S'il a fait l'objet de sept avertissements, le conseil des professeurs est réuni par le directeur et peut décider de la non validation du semestre de l'élève, et proposer son exclusion, dans les conditions fixées aux articles 38 et 39 du présent règlement.

#### **Art. 42. - Exclusion**

Le conseil des professeurs peut proposer l'exclusion du conservatoire de tout élève dont les travaux accomplis ou l'assiduité auront été jugés insuffisants, dans les conditions fixées aux articles 38 et 39 du présent règlement.

### **Titre V : Accueil des élèves étrangers**

#### **Art. 43. - Conditions d'admission des élèves étrangers**

Des élèves étrangers, à la condition nécessaire qu'ils soient déjà francophones et qu'ils soient âgés de 20 à 27 ans, peuvent être autorisés par le directeur à suivre les enseignements du conservatoire pour des périodes limitées allant de un à deux semestres.

Les élèves étrangers, au nombre de douze par an au maximum, ne figurent pas dans l'effectif réglementaire de la promotion prévu à l'article 10 du présent règlement.

Les élèves étrangers sont sélectionnés dans le cadre de conventions de partenariat signées avec des établissements d'enseignement supérieur d'art dramatique étrangers qui prévoient des échanges d'élèves. Des avenants à chaque convention précisent les modalités d'accueil des élèves étrangers.

S'ils procèdent d'une démarche individuelle, les élèves étrangers peuvent également être sélectionnés sur dossier par une commission composée de quatre membres au moins dont le directeur du conservatoire, l'adjoint au directeur chargé des enseignements et de la communication, le directeur des études chargé de la scolarité et des partenariats pédagogiques et un professeur d'interprétation.

Le dossier de candidature doit notamment comporter les pièces suivantes :

- 1) une lettre de motivation rédigée en français ;
- 2) un curriculum vitae ;
- 3) au moins un document audiovisuel en français (captation de spectacle, présentation personnelle, lecture d'un texte) ;
- 4) deux photographies d'identité récentes ;
- 5) un dossier de presse ou des photographies de spectacles auxquels le candidat a participé ;

6) une ou plusieurs lettres de recommandation traduites en français ;

7) une photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport, en cours de validité ;

8) un certificat médical datant de moins de trois mois attestant que la pratique de l'art dramatique et des autres disciplines enseignées au sein de l'établissement ne lui sont pas contre-indiquées ;

9) un certificat de la scolarité de l'école d'art dramatique dans laquelle le candidat est inscrit ou une photocopie du diplôme d'art dramatique obtenu ;

10) une copie de l'autorisation de séjour ou du visa, pour les candidats n'appartenant pas à l'Union européenne.

Aucun des renseignements contenus dans le dossier du candidat ne sera communiqué à une personne étrangère au conservatoire.

Sauf dérogation expresse du directeur, les élèves étrangers sont tenus d'acquitter les droits de scolarité et d'immatriculation à la sécurité sociale des étudiants.

#### **Art. 44. - Programme d'enseignements proposés aux étudiants étrangers**

Un parcours personnalisé est proposé aux étudiants étrangers. Il comprend notamment des cours hebdomadaires : 12 heures de cours d'interprétation, 3 heures de cours de danse-théâtre et un travail vocal. À ces cours peuvent s'ajouter divers autres enseignements hebdomadaires choisis spécifiquement par chaque étudiant.

Les étudiants étrangers ne participent pas aux représentations publiques des travaux de l'école. Toutefois, pour les étudiants étrangers qui le souhaiteraient, une audition est organisée à la fin du premier trimestre, à la réussite de laquelle est conditionnée la possibilité de participer à certaines représentations publiques, notamment les Journées de juin (présentation du travail de l'année des classes d'interprétation). Les étudiants étrangers qui ne réussiraient pas cette audition continuent de bénéficier des cours.

Les étudiants doivent préparer pour cette audition une scène dialoguée de trois minutes. Un jury, composé de cinq personnes au moins dont le directeur du conservatoire, un professeur d'interprétation et deux personnalités du théâtre et des arts du spectacle appartenant à la liste mentionnée à l'article 7, choisit, selon les modalités fixées par le directeur du conservatoire, les étudiants étrangers qui pourraient participer à certaines représentations publiques des travaux de l'école.

Après avoir bénéficié du statut d'étudiant étranger du conservatoire, nul ne pourra par la suite se présenter au concours d'entrée.

#### **Art. 45. - Obtention de crédits européens ECTS**

Dans le cadre des accords de Bologne, les élèves étrangers peuvent acquérir des ECTS pendant la durée de leurs études au conservatoire, à raison de 30 ECTS pour six mois d'études et 60 ECTS pour une année d'études. Le cas échéant, un avenant à la convention de partenariat signé avec l'établissement d'origine de l'élève précise la répartition des ECTS dans les différents domaines d'enseignements.

Le conseil des professeurs se prononce à la fin de chaque semestre sur le nombre d'ECTS obtenus par chaque élève étranger. À la fin de leurs études au conservatoire, les élèves étrangers reçoivent une attestation indiquant le nombre de crédits obtenus dans chacun des domaines d'enseignement.

#### **Art. 46. - Obligations des élèves étrangers au regard du règlement des études**

Les élèves étrangers sont soumis au présent règlement des études de l'établissement.

L'exclusion des classes, temporaire ou définitive, que le directeur du conservatoire pourrait être amené à prononcer à l'encontre d'un élève étranger ne confère à celui-ci aucun droit au remboursement des sommes qu'il a versées pour son inscription et son immatriculation à la sécurité sociale des étudiants, ces sommes restant acquises au conservatoire.

#### **Titre VI : Troisième cycle**

#### **Art. 47. - À compter de la rentrée 2012, une formation de troisième cycle est créée au sein du conservatoire.**

Cette formation doctorale, appelée SACRe (Sciences, Arts, Création, Recherche), est le fruit de la coopération entre cinq institutions : quatre grandes écoles nationales supérieures d'art et de création (le Conservatoire national supérieur d'art dramatique, le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, l'École nationale supérieure des arts décoratifs, l'École nationale supérieure des beaux-arts) et l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, elles-mêmes réunies au sein du groupement Paris Sciences et Lettres (PSL) dont elles sont toutes membres.

Les conditions d'admission, le calendrier et le programme pédagogique de la formation doctorale sont fixés par les responsables pédagogiques des établissements concernés. Les étudiants doctorants du conservatoire bénéficient d'une double inscription,

d'une part au conservatoire et, d'autre part, dans l'établissement hébergeant l'école doctorale dont ils relèvent. Ils sont exonérés des droits de scolarité du conservatoire.

#### **Titre VII : Formation continue**

**Art. 48.** - Le conservatoire peut proposer des stages de formation continue à des publics variés. Les dates de ces stages et leurs programmes, ainsi que les modalités de sélection des candidats sont fixés par le directeur du conservatoire.

La commission chargée de la sélection des candidats est composée de cinq personnes au moins dont le directeur du conservatoire ou son représentant, un professeur et deux personnalités du théâtre et des arts du spectacle choisies sur la liste mentionnée à l'article 7.

**Art. 49.** - Les stagiaires sont placés, pendant la durée de la formation, sous l'autorité du directeur du conservatoire et de ses représentants.

Ils s'engagent à respecter les règles de fonctionnement de l'établissement qui leur sont indiquées par le personnel administratif, technique et enseignant.

La non observation de ces indications entraîne l'exclusion immédiate et provisoire prononcée par le directeur du conservatoire.

**Art. 50.** - Les stagiaires qui n'assistent pas à un stage sans excuse légitime sont obligatoirement radiés des effectifs.

#### **Décision du 8 juillet 2013 portant nomination des représentants de la ministre de la Culture et de la Communication au conseil d'administration de l'Institut national d'histoire de l'art.**

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Vu le décret modifié n° 2001-621 du 12 juillet 2001 portant création de l'Institut national d'histoire de l'art ;  
Vu le décret modifié n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont désignés membres du conseil d'administration de l'Institut national d'histoire de l'art en tant que représentants de la ministre de la Culture et de la Communication :

1°) En qualité de membres titulaires :

- M<sup>me</sup> Marie-Christine Labourdette, directrice chargée des musées à la direction générale des patrimoines ;

- M. Nicolas Georges, directeur chargé du livre et de la lecture à la direction générale des médias et des industries culturelles ;

- M<sup>me</sup> Astrid Brandt-Grau, chef du département de l'enseignement supérieur de la recherche et de la technologie au secrétariat général.

2°) En qualité de membres suppléants :

- M. Bruno Saunier, sous-directeur chargé de la politique des musées à la direction générale des patrimoines ;

- M. Florent Palluault, adjoint au chef du département des bibliothèques à la direction générale des médias et des industries culturelles ;

- M<sup>me</sup> Carole Alexandre, adjointe au chef du département de l'enseignement supérieur de la recherche et de la technologie au secrétariat général.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Auréli Filippetti

### **Décision du 11 juillet 2013 portant délégation de signature à l'École du Louvre.**

Le directeur de l'École du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 97-1085 du 25 novembre 1997 relatif à l'École du Louvre, et notamment son article 20 ;

Vu l'arrêté de nomination du 9 mars 2011 de M<sup>me</sup> Soizic Watinne, aux fonctions de secrétaire générale ;

Vu le décret du 26 septembre 2011 portant nomination du directeur de l'École du Louvre ;

Vu l'arrêté de nomination du 27 septembre 2011 de M<sup>me</sup> Sophie Mouquin, aux fonctions de directrice des études ;

Vu la décision du 18 mars 2013 relative à la délégation de signature du directeur ;

Considérant le recrutement de M<sup>me</sup> Bénédicte Voyer, aux fonctions de responsable des affaires financières.

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Sophie Mouquin, directrice des études, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérées à l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, à l'exception du point 1.

**Art. 2.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Soizic Watinne, secrétaire générale, pour tous

actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérées à l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, à l'exception du point 7.

**Art. 3.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M<sup>me</sup> Soizic Watinne, à M. Xavier Mabeka-Luccioni, chef du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés aux points 2 et 5 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Xavier Mabeka-Luccioni, chef du service juridique et financier, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M<sup>me</sup> Bénédicte Voyer, responsable des affaires financières au sein du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 2 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, ainsi que les attestations de services faits et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Xavier Mabeka-Luccioni, chef du service juridique et financier, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa 1 du présent article est donnée à M<sup>me</sup> Charlotte Lannoy-Muyard, responsable des affaires juridiques et des marchés publics au sein du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 5 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, ainsi que les attestations de services faits et les certificats administratifs.

**Art. 4.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M<sup>me</sup> Soizic Watinne, à M<sup>me</sup> Ilana Franco, Chef du service des ressources humaines, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité les actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés aux points 2 et 3 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

**Art. 5.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M<sup>me</sup> Sophie Mouquin, à M<sup>me</sup> Danièle Heller, chef des services documentaires, à M<sup>me</sup> Isabelle Bador, chef du service de la scolarité, à M<sup>me</sup> Clarisse Duclos, chef du service des auditeurs et de la formation continue, à M<sup>me</sup> Stefania Tullio Cataldo, chef du service des relations internationales et à M<sup>me</sup> Françoise Blanc, responsable des éditions et des colloques auprès de la direction des études, à effet de signer, dans le cadre de leurs compétences et dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.



**Art. 6.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M<sup>me</sup> Soizic Wattinne, à M. Camille Houbart, chef du service de l'accueil, de l'assistance technique et de la sécurité, et à M. Sébastien Aubry, chef du service informatique à effet de signer, dans le cadre de leurs compétences et dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

**Art. 7.** - Délégation de signature est donnée à M. Bertrand Meyrat, chargé de mission pour la communication auprès du directeur, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

**Art. 8.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Cette décision prend effet ce jour et annule et remplace la décision en date du 18 mars 2013.

Le directeur de l'École du Louvre,  
Philippe Durey

#### **Arrêté du 16 juillet 2013 portant nomination de la secrétaire générale de l'Institut national du patrimoine (M<sup>me</sup> Sophie Seyer).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 90-406 du 16 mai 1990 modifié portant statut de l'Institut national du patrimoine, notamment ses articles 3 et 5 ;

Sur proposition du directeur de l'Institut national du patrimoine en date du 25 juin 2013,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M<sup>me</sup> Sophie Seyer est nommée secrétaire général de l'Institut national du patrimoine, en renouvellement de son mandat.

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Aurélie Filippetti

---

## **MÉDIAS ET INDUSTRIES CULTURELLES AUDIOVISUEL, CINÉMATOGRAPHIE**

### **Décision du 26 juillet 2013 portant nomination des personnalités qualifiées de la commission de sélection de l'œuvre cinématographique choisie**

### **pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 1993 relatif à la commission de sélection de l'œuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés, pour l'année 2013, au titre des personnalités qualifiées, membres de la commission de sélection de l'œuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère :

- M<sup>me</sup> Isabelle Adjani ;
- M<sup>me</sup> Sylvette Baudrot ;
- M. Laurent Cantet ;
- M<sup>me</sup> Estelle Fialon ;
- M. Alain Terzian.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Aurélie Filippetti

---

## **MÉDIAS ET INDUSTRIES CULTURELLES LIVRE ET LECTURE**

### **Décision du 12 juillet 2013 relative à l'intérim des fonctions de président du Centre national du livre.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 93-987 du 19 mars 1993 modifié relatif au Centre national du livre,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'intérim des fonctions de président du Centre national du livre est confié à M. Xavier Bredin, secrétaire général du Centre national du livre.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Aurélie Filippetti

## **OPÉRATEUR DU PATRIMOINE ET DES PROJETS IMMOBILIERS DE LA CULTURE**

### **Décision n° 2013-69 du 1<sup>er</sup> juillet 2013 portant délégation de signature à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.**

Le président de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture,

Vu le décret n° 98-387 du 19 mai 1998 modifié relatif à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 modifié portant Code des marchés publics ;

Vu le décret du 26 août 2010 portant nomination du président de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture ;

Vu l'arrêté portant nomination du directeur général de l'Établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels en date du 20 janvier 2010 ;

Vu la délibération n° 2009-352 du 7 avril 2009 modifiée portant sur la création de la commission des marchés et la composition des jurys de concours ;

Vu la délibération n° 2010-384 portant délégation de pouvoir au président de l'établissement ;

Vu la délibération n° 2010-394 portant délégation de pouvoir au président de l'établissement,

Décide :

### **Art. 1<sup>er</sup>. - Principes généraux**

Les présentes délégations sont consenties dans le respect des délibérations du conseil d'administration de l'établissement, des procédures internes en vigueur et des conventions et contrats signés par le président au nom de l'établissement.

### **Art. 2.1. - Convention d'études, de mandat, de transfert de maîtrise d'ouvrage et autres conventions**

La délégation de signature suivante est consentie dans la limite des délibérations prises en conseil d'administration de l'établissement.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer toute convention d'études, d'assistance, de mandat et de transfert de maîtrise d'ouvrage.

### **Art. 2.2. - Engagements juridiques imputés sur le budget pour compte de tiers (opérations d'investissement réalisées sous convention d'études, d'assistance, de mandat, de transfert de maîtrise d'ouvrage et autres conventions)**

En cas d'absence ou d'empêchement du président, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, en ce qui concerne l'ensemble des engagements juridiques imputés sur le budget pour compte de tiers (opérations d'investissement réalisées sous convention d'études, d'assistance, de mandat de transfert de maîtrise d'ouvrage et autres conventions).

À ce titre, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer l'ensemble des mesures de mise en concurrence, de passation des marchés et avenants ainsi que l'ensemble des mesures liées à l'exécution et au solde des marchés non mentionnées à l'article 10 de la présente délégation.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané du président et de M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Hélène Orain, secrétaire générale, à l'effet de signer les mêmes documents.

### **Art. 3. - Engagements juridiques imputés sur le budget de fonctionnement et d'investissement de l'établissement**

En cas d'absence ou d'empêchement du président, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, d'une part, et à M<sup>me</sup> Hélène Orain, secrétaire générale, d'autre part, en ce qui concerne les engagements juridiques imputés sur le budget de fonctionnement et d'investissement de l'établissement.

À ce titre, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, d'une part, et M<sup>me</sup> Hélène Orain, secrétaire générale, d'autre part, à l'effet de signer l'ensemble des mesures de mise en concurrence, de passation des marchés et avenants ainsi que l'ensemble des mesures liées à l'exécution et au solde des marchés non mentionnées à l'article 10 de la présente délégation.

### **Art. 4. - Gestion du personnel**

En cas d'absence ou d'empêchement du président, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Hélène Orain, secrétaire générale, à l'effet de signer tous actes juridiques relatifs à la gestion administrative et

financière du personnel de l'établissement à l'exception des contrats de recrutement, des sanctions disciplinaires et des licenciements.

#### **Art. 5. - Ordres de mission des agents - Notes de frais**

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général et à M<sup>me</sup> Hélène Orain, secrétaire générale, à l'effet de signer les ordres de mission des agents de l'établissement.

Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Hélène Orain, secrétaire générale et à M. François Mathieu Robineau, chef du département administratif et financier, à l'effet de signer les notes de frais des agents de l'établissement.

#### **Art. 6. - Congés du personnel**

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général et à M<sup>me</sup> Hélène Orain, secrétaire générale à l'effet de signer les autorisations de congés des personnels relevant de leur autorité, des chefs de départements, des responsables de service de l'établissement, du responsable de la programmation budgétaire, des personnels du département des études préalables et du directeur de projet en charge du relogement de services.

Délégation de signature est donnée aux chefs de département et responsables de service mentionnés en annexe 1-A, à l'effet de signer les autorisations de congés des personnels relevant de leur autorité.

#### **Art. 7. - Engagements comptables et ordonnancement des recettes et des dépenses**

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, et à M<sup>me</sup> Hélène Orain, secrétaire générale, à l'effet de signer les engagements comptables et l'ordonnancement des dépenses et des recettes imputés sur le budget pour compte de tiers (opérations d'investissement réalisées sous convention d'études, d'assistance, de mandat et de transfert de maîtrise d'ouvrage et autres conventions) et sur le budget de fonctionnement et d'investissement de l'établissement.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, et de M<sup>me</sup> Hélène Orain, secrétaire générale, délégation de signature est donnée à M. François Mathieu Robineau, chef du département administratif et financier, à l'effet de signer les mêmes documents.

#### **Art. 8. - Hygiène et sécurité au travail**

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, et à M<sup>me</sup> Hélène Orain,

secrétaire générale, à l'effet de signer les décisions, notes et courriers relevant de l'organisation et du fonctionnement du dispositif hygiène et sécurité du travail au sein de l'établissement.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, et de M<sup>me</sup> Hélène Orain, secrétaire générale, délégation de signature est donnée à M. François Mathieu Robineau, chef du département administratif et financier, à l'effet de signer les mêmes documents.

#### **Art. 9. - Attestation de service fait**

Délégation de signature est donnée aux agents mentionnés en annexe 1-B, à l'effet de certifier le service fait sur les factures ou décomptes et mises en paiement au titre des engagements juridiques relevant de leurs attributions respectives.

#### **Art. 10. - Marchés et procédures de passation**

Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Morwena Rolnin, chef du département des marchés et des affaires juridiques, pour :

- convoquer les membres de la commission des marchés ;
- pour ouvrir et enregistrer le contenu des candidatures et des offres dans le cadre des procédures formalisées prévues à l'article 26-I du Code des marchés publics ;
- pour ouvrir et enregistrer le contenu des candidatures et des offres dans le cadre des procédures adaptées d'un montant supérieur à 15 000 €HT ;
- pour organiser la dématérialisation des procédures de passation des marchés ;
- pour attester de la conformité des copies des pièces administratives avec les pièces originales, délivrées à titre d'exemplaire unique pour être remises à l'établissement de crédit en cas de cession de créance consentie en vertu des articles L. 313-23 à 34 du Code monétaire et financier et des articles 106 et 117 du Code des marchés publics pour les opérations réalisées soit pour le compte de tiers soit dans le cadre du budget d'investissement et de fonctionnement, ainsi que pour signer les certificats de cessibilité délivrés dans le même cadre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Morwena Rolnin, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Audrey Henninger, juriste, M<sup>me</sup> Aurélie Barbois, juriste, et à M<sup>me</sup> Marie Negroni, juriste, à l'effet de signer les mêmes documents.

#### **Art. 11. - Commission des marchés**

Délégation de représentation et de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet

de représenter le président en commission des marchés et à l'effet de signer les avis émis par la commission des marchés.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Dufay, délégation de représentation et de signature est donnée à M<sup>me</sup> Hélène Orain, secrétaire général, à l'effet de représenter le président en commission des marchés et de signer les mêmes documents.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jean-Pierre Dufay et de M<sup>me</sup> Hélène Orain, délégation de représentation et de signature est donnée à M<sup>me</sup> Morwena Rolnin, chef du département des marchés et des affaires juridiques, à l'effet de représenter le président en commission des marchés et de signer les mêmes documents.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jean-Pierre Dufay et de M<sup>mes</sup> Hélène Orain et Morwena Rolnin, délégation de représentation et de signature est donnée à M<sup>mes</sup> Audrey Henninger ou Aurélie Barbois ou Marie Negroni, juristes, à l'effet de représenter le président en commission des marchés et de signer les mêmes documents.

## Art. 12. - Actions en justice

En cas d'absence ou d'empêchement du président, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer tous les actes relevant de la gestion des contentieux en vue de défendre les intérêts de l'établissement.

## Art. 13. - Entrée en vigueur

La présente décision est d'application immédiate dès publication sur le site Internet de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture. Elle sera également publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication. Elle abroge la décision n° 2013-27 en date du 24 janvier 2013.

Les spécimens de signatures sont déposés auprès de l'agent comptable de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.

Le président,  
Christophe Vallet

### Annexe 1 à la décision du président relative aux délégations de signature

#### Annexe 1-A

Champ	Déléataires
Congés du personnel (article 6 alinéa 2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Bernard Imberton, chef du département opérationnel A,</li> <li>- M. Laurent Maunoury, chef du département opérationnel B,</li> <li>- M<sup>me</sup> Marie-Pierre Huguenard, chef du département opérationnel C,</li> <li>- M. Antoine-Marie Préaut, chef du département opérationnel D,</li> <li>- M<sup>me</sup> Semblat Walhain, chef du département RP, et, en son absence, M<sup>me</sup> Clarisse Quider, chef de projets adjoint,</li> <li>- M<sup>me</sup> Morwena Rolnin, chef du département des marchés et des affaires juridiques</li> <li>- M. François Mathieu Robineau, chef du département administratif et financier</li> </ul>

#### Annexe 1-B

Champ	Déléataires
Attestation de service fait (article 9)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Bernard Imberton, chef du département opérationnel A,</li> <li>- M. Laurent Maunoury, chef du département opérationnel B,</li> <li>- M<sup>me</sup> Marie-Pierre Huguenard, chef du département opérationnel C,</li> <li>- M. Antoine-Marie Préaut, chef du département opérationnel D,</li> <li>- M<sup>me</sup> Semblat Walhain, chef du département opérationnel RP, et, en son absence, M<sup>me</sup> Clarisse Quirder, chef de projets adjoint,</li> <li>- M. Patrick Weiser, directeur de projet en charge du relogement de services,</li> <li>- M. François Mathieu Robineau, chef du département administratif et financier,</li> <li>- M<sup>me</sup> Hélène Orain, secrétaire générale.</li> </ul>



## **Décision n° 2013-76 du 22 juillet 2013 portant délégation de signature à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.**

Le président de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture,

Vu le décret n° 98-387 du 19 mai 1998 modifié relatif à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 modifié portant Code des marchés publics ;

Vu le décret du 26 août 2010 portant nomination du président de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture ;

Vu la délibération n° 2009-352 du 7 avril 2009 modifiée portant sur la commission des marchés et la composition des jurys de concours ;

Vu la décision du 19 juillet 2013 portant composition du jury pour l'opération des Archives nationales du monde du travail de Roubaix,

Décide :

Délégation de représentation et de signature est donnée à M<sup>me</sup> Marie-Pierre Huguenard, chef du département opérationnel C, à l'effet de représenter le président lors du jury convoqué le 5 septembre 2013, relatif à l'opération des Archives nationales du monde du travail de Roubaix et à l'effet de signer les avis émis par ledit jury.

La présente décision est publiée sur le site Internet de l'OPPIC et au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président,  
Christophe Vallet

---

## **PATRIMOINES - ARCHITECTURE**

### **Circulaire n° 2013/004 du 10 juillet 2013 relative à la politique culturelle de l'architecture et du cadre de vie en région.**

**NOR : MCCB1321833C.**

M<sup>mes</sup> et MM. les préfets de région

Directions régionales des affaires culturelles,

Directions des affaires culturelles.

#### **Pièces jointes : Fiches méthodologiques :**

- Fiche n° 1 : Promouvoir la qualité architecturale
- Fiche n° 2 : Favoriser la connaissance de l'architecture
- Fiche n° 3 : Assurer la tutelle de la profession

## **1 – Contexte**

**1.1 -** Discipline conceptrice des constructions, mais aussi de l'espace public et de la ville qui constituent ensemble le cadre de vie des citoyens, l'architecture est confrontée à de nouveaux enjeux qui donnent une nouvelle actualité à ma mission de responsable au sein du Gouvernement de la politique de l'architecture en application de la loi de 1977.

La loi sur l'architecture de 1977 n'a pas empêché que les deux tiers des constructions réalisées en France le soient aujourd'hui sans architecte, en toute légalité.

L'architecture du quotidien qui en résulte interroge par son absence de « qualité », terme qui ne renvoie pas seulement à l'élégance d'un « geste », mais à un ensemble de caractéristiques issues d'un minimum d'exigences à chaque étape de la production.

Le paysage urbain, mais aussi les nouveaux habitats périurbains et les campagnes sont banalisés par la pesanteur de formes architecturales uniformisées.

Ce constat révèle un éloignement et une méconnaissance de l'architecture par le citoyen, qui ne la conçoit que comme un geste exceptionnel, ponctuel et finalement assez élitiste, dont la présence est un événement ou une exception, et non pas une « expression de la culture » (selon la loi de 1977) immédiate, régulière et familière qui modèle son cadre de vie quotidien.

**1.2 -** La mission du ministère de la Culture et de la Communication a toujours été de lutter contre cet éloignement. Cet engagement prend un sens renforcé avec deux politiques gouvernementales majeures qui interpellent l'architecture :

- la priorité donnée par le Président de la République à la construction rapide de logements, qui traverse les réformes en cours du droit de l'urbanisme et du logement et pose des enjeux forts en termes de densification du tissu urbain et de réhabilitation du bâti existant ;
- la transition écologique, au cœur de l'ensemble des politiques publiques actuelles, implique en premier lieu le refus de l'étalement urbain, et mobilise l'architecture au service de la performance énergétique des bâtiments, et du développement de sources alternatives d'énergie, dont les installations, souvent de grand gabarit et à l'implantation très diffuse sur le territoire, entraînent des mutations profondes des paysages (éoliennes, champs photovoltaïques par exemple).

## **2 - Objectifs**

L'objectif, pour le ministère en charge de l'architecture, est double :

- promouvoir la qualité architecturale et paysagère du cadre de vie sur l'ensemble du territoire et à toutes les échelles.

L'objectif du ministère, et tout particulièrement de ses services déconcentrés, doit être de veiller à ce que la densification, la production et la réhabilitation massives de logements, la concrétisation de la transition écologique sous ses différentes formes intègrent parmi leurs objectifs la qualité architecturale.

L'histoire, notamment urbaine et périurbaine, a en effet laissé les traces visibles de ce que peut produire une politique exclusivement quantitative.

- démocratiser la connaissance de l'architecture et l'accès à la culture architecturale de l'ensemble des citoyens.

Il s'agit d'agir directement ou indirectement pour accroître le niveau d'exigence des maîtres d'ouvrage privés (habitat individuel notamment) et publics (cadre de vie, équipements, aménagements urbains et périurbains) en créant un climat favorable à la création architecturale dans l'esprit public.

Ces priorités doivent trouver une expression renforcée dans l'action des services déconcentrés dans le cadre des orientations et des moyens ici présentés.

### 3 - Orientations

L'action des services déconcentrés du ministère chargé de la culture doit reposer sur 3 axes complémentaires, développés dans les fiches méthodologiques annexées :

#### 3.1 - Promouvoir la qualité architecturale et paysagère du cadre de vie (fiche méthodologique n° 1)

Cet enjeu est tout particulièrement situé sur les espaces situés en-dehors des périmètres de protection.

Il convient, en amont d'utiliser pleinement les documents d'urbanisme comme vecteurs et leviers d'une meilleure qualité architecturale et paysagère du cadre de vie en proposant aux collectivités, suivant les cas :

- un conseil sur l'élaboration de cahiers des charges pour le recours à un cabinet d'études dans le cadre de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme ;
- le (co)financement d'études urbaines et/ou paysagères ;
- les porter-à-connaissances ;
- un conseil direct sur les projets de rédaction des documents de planification.

Ce soutien peut également être apporté par d'autres structures compétentes, et tout particulièrement les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE).

Dans ce cas, le rôle de la DRAC consiste à assurer une bonne mise en relation des acteurs sur le territoire.

En aval, vous veillerez à garantir l'accès au conseil architectural sur les constructions et aménagements à l'ensemble des maîtres d'ouvrage. Il revient à la DRAC d'établir une cartographie du conseil sous la forme d'une convention avec les CAUE de son ressort territorial.

Enfin, vous poursuivrez et renforcerez la participation des DRAC ( et notamment des STAP ) aux opérations du Plan national de renouvellement urbain (PNRU).

#### 3.2 - Favoriser la connaissance de l'architecture et diffuser la culture architecturale, paysagère et urbaine (fiche méthodologique n° 2)

Vous assurerez la déclinaison des actions du grand projet national pour l'Éducation artistique et culturelle (EAC) en matière d'éducation à l'architecture, où de nombreuses initiatives existent et doivent être développées.

D'une manière générale un aspect essentiel du rôle des DRAC est la coordination des différents partenaires locaux parties prenantes de la diffusion de l'architecture.

Il vous est demandé notamment de coordonner, au moins en termes de calendrier et de communication, les différents prix locaux d'architecture et d'organiser ou de co-organiser un événement (ou une série coordonnée de manifestations), au moins annuel, commun à toutes les parties prenantes de l'architecture de la région, pour valoriser et faire connaître l'offre des différents partenaires.

La politique de l'architecture s'appuie sur la poursuite d'un travail de connaissance de l'architecture récente et contemporaine et de sensibilisation à la qualité architecturale auprès des élus locaux, constructeurs et bailleurs sociaux.

La poursuite de la politique du label " Patrimoine du XX<sup>ème</sup> siècle ", s'inscrit pleinement dans cet objectif.

De nouvelles orientations propres à la refondation de cette politique et à une relance de ce label seront transmises dans les mois à venir, suite à une étude approfondie conduite en 2012.

D'ici là, les DRAC doivent poursuivre la mise en place des actions de sensibilisation et de communication permettant une meilleure identification du label par le public.

Vous serez attentif à la poursuite de la politique liée au label "Villes et Pays d'art et d'histoire" (VPAH), tant en ce qui concerne l'instruction des candidatures nouvelles que le suivi des conventions, ainsi que les renouvellements dont sauf exception la responsabilité vous incombe.

L'année 2013, pour laquelle vous avez reçu des instructions contenues dans la directive nationale d'orientations, est aussi celle d'une évaluation des impacts de cette politique, et de la préparation du décret désormais nécessaire à la pérennité du Conseil national ; l'une et l'autre pourraient donner lieu à des évolutions procédurales ou de fond sur lesquelles vous seriez consultés.

### **3.3 - Participer à l'exercice de la tutelle de la profession d'architecte et en suivre les conditions d'exercice (fiche méthodologique n° 3)**

En votre qualité de commissaire de gouvernement au conseil régional de l'ordre des architectes, une présence systématique aux séances, y compris en chambre de discipline, est indispensable pour veiller au respect du caractère réglementé de la profession.

Je vous demande également de veiller, en liaison avec les instances ordinaires, au respect du droit moral de l'architecte et des œuvres architecturales.

Dès lors que des modifications significatives sont prévues et confiées à un autre architecte que celui d'origine, il doit contacter ce dernier.

La direction régionale des affaires culturelles doit veiller à l'application de ces principes, en premier chef bien sûr pour les projets dont elle assure la maîtrise d'ouvrage ou qu'elle accompagne, rappeler les bonnes pratiques aux élus en la matière et, en cas de besoin, organiser le dialogue entre le propriétaire et l'auteur de l'ouvrage.

Vous aurez également à diffuser les bonnes pratiques en matière de maîtrise d'œuvre et de commande architecturale, sachant qu'en ce domaine, comme dans le précédent, le Ministère de la Culture se doit d'être exemplaire et qu'il convient d'être particulièrement vigilant vis-à-vis des opérations dont vous êtes maître d'ouvrage ou co-financeur.

Concernant la formation initiale des architectes, la DRAC a vocation à entretenir des liens étroits avec les ENSA de la région, et notamment à participer aux conseils d'administration de ces écoles.

## **4 - Moyens**

**4.1 - La mise en œuvre de la politique de l'architecture du ministère de la culture et de la communication** repose en premier lieu sur les services territoriaux de l'architecture et du patrimoine, et d'autre part sur les conseillers et référents pour l'architecture des DRAC.

L'importance des enjeux de l'architecture et la responsabilité du Ministère en la matière impliquent la présence d'un conseiller pour l'architecture dans

chaque DRAC ou la désignation d'un référent pour l'architecture bien identifié.

La situation de chaque DRAC dépourvue à l'heure actuelle de conseiller pour l'architecture dédié, est à examiner de manière conjointe entre le directeur régional et l'administration centrale (Service de l'architecture, sous-direction de l'architecture, et Département de l'action territoriale/SG), notamment pour analyser, les pistes envisageables, en lien avec l'élaboration de la cartographie des emplois en cours.

Les missions des STAP en matière d'architecture s'exercent au sein des espaces protégés à travers les missions des architectes des bâtiments de France, mais aussi en dehors de ces derniers.

Elles consistent notamment à participer à l'élaboration des documents d'urbanisme, à conseiller et à sensibiliser les acteurs de l'aménagement du cadre de vie et les maîtres d'ouvrage et participer à la promotion de l'architecture, de la création et de la culture architecturales.

Le fait que de nombreux services de la DRAC soient concernés ou interviennent plus ou moins directement dans le champ de la politique de l'architecture nécessite une très forte coordination des différentes parties prenantes :

- les STAP ;
- la conservation régionale des monuments historiques (CRMH), sur les champs notamment de la protection du patrimoine récent, des VPAH ou encore du Label Patrimoine du xx<sup>e</sup> siècle (périmètre variable selon les directions régionales) ;
- les conseillers sectoriels Éducation artistique et culturelle, arts plastiques, mais aussi musées, livre et lecture, ou encore spectacle vivant concernant les équipements culturels pour lesquels le ministère est sollicité ;
- le référent Enseignement supérieur.

Le recours aux services d'un architecte conseil de l'État peut être envisagé en tant que de besoin, dans la limite annuelle de 26 jours de vacation, et dans le cadre des orientations fixées par la circulaire n° 2003/008 du 6 juin 2003 relative au rôle et missions des architectes conseil recrutés par les directeurs régionaux des affaires culturelles.

**4.2 - Cette coordination doit se traduire dans chaque DRAC par l'établissement d'une feuille de route pluri-annuelle « Architecture et cadre de vie », actualisée chaque année.**

Ce plan d'action devrait comporter :

- une stratégie territoriale, accompagnée d'une cartographie des territoires, des zones prioritaires et

des interventions de la DRAC et de ses partenaires, au vu des objectifs de la politique nationale de l'architecture et du cadre de vie déclinés dans la présente circulaire et dans la Directive nationale d'orientation (DNO), et des états des lieux propres à la DRAC et à la région ;

- les différentes actions menées ou à mener avec les différents partenaires (par exemple les conventions DRAC/CAUE sur le conseil en architecture, ou DRAC/collectivités territoriales sur la qualité architecturale), accompagnées d'indicateurs d'évaluation.

Ce plan d'action constituera le support du dialogue avec la direction générale des patrimoines sur la mise en œuvre de la politique de l'architecture en région, et permettra d'éclairer les choix stratégiques présentés en conférence de gestion annuelle.

**4.3** - Les écoles nationales supérieures d'architecture doivent être considérées par vous, notamment dans leur région d'implantation, comme les partenaires potentiels de chacune des actions que vous engagerez pour l'application de la présente circulaire. Ce partenariat contribuera naturellement à l'ancrage territorial identifié comme un élément majeur lors de la récente concertation nationale, et pourra prendre plusieurs formes telles que :

- utilisation des locaux de l'ENSA pour des expositions, conférences, stages, etc.
- recours aux enseignants comme intervenants ou référents
- implication des étudiants...

Le service de l'architecture s'appliquera, dans la mise en œuvre des recommandations de la concertation, à préciser davantage les relations ou référents.

**4.4** - Concernant les moyens budgétaires, les crédits mobilisables relèvent essentiellement de l'action 2 (« Architecture ») du programme 175.

Certains projets dans les domaines de la qualité urbaine, architecturale et paysagère peuvent éventuellement, sous certaines conditions, être susceptibles de bénéficier de fonds européens par le biais des thèmes « artificialisation, paysage, patrimoine ».

La DRAC est invitée à s'insérer dans ce processus de partenariat, organisé opérationnellement à l'échelle régionale, afin d'être en mesure de porter selon les opportunités ces sujets et ces préoccupations.

**4.5** - Enfin, toutes les ressources documentaires, juridiques, ainsi que les données afférentes aux différentes actions exemplaires d'ores et déjà menées en région sont disponibles sur l'intranet ministériel dans

l'espace « Architecture » (<http://semaphore.culture.gouv.fr/web/architecture>).

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Aurélien Filippetti

### **Fiche méthodologique n° 1 : Promouvoir la qualité architecturale et paysagère du cadre de vie**

La notion de qualité architecturale et paysagère, qui dépasse la stricte dimension esthétique à laquelle on la limite trop souvent, ne doit pas être définie de manière limitative, mais plutôt selon un faisceau de conditions et de processus nécessaires et propices à une architecture de qualité.

Cet objectif concerne aussi bien les espaces protégés au titre du code du patrimoine que les espaces non protégés.

L'enjeu est néanmoins tout particulier sur les espaces situés en-dehors des périmètres de protection, du fait du caractère peu ou pas contraignant des documents d'urbanisme et d'aménagement en termes de formes architecturales et de l'absence d'avis obligatoire des services de l'État sur les autorisations d'urbanisme.

L'objectif de qualité architecturale et paysagère doit être poursuivi à différents niveaux :

- en amont, au moment de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme ;
- en aval, au stade des réalisations, auprès des différents types de maîtres d'ouvrage (privés et publics).

#### **1 - En amont**

**1.1** - Utiliser pleinement les documents d'urbanisme comme vecteurs et leviers d'une meilleure qualité architecturale et paysagère du cadre de vie.

Il convient que les DRAC, en lien étroit avec les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et les Directions départementales des territoires (DDT/DDTM) veillent à ce que les communes, ou les établissements publics à fiscalité propre (EPCI) ayant la compétence urbanisme, soient sensibilisées à la nécessité de la prise en compte de la qualité architecturale dans leurs documents d'urbanisme et d'aménagement, et puissent bénéficier d'un accompagnement adapté et de qualité lors de l'élaboration et de la révision de ceux-ci.

Ce soutien peut être assuré par les services de la DRAC, notamment les services territoriaux de l'architecture et du patrimoine (STAP), en lien avec les autres services déconcentrés de l'État, *via* :



- un conseil sur l'élaboration de cahiers des charges pour le recours à un cabinet d'études dans le cadre de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme ;

- le (co)financement d'études urbaines et/ou paysagères amont pour mettre en lumière les enjeux architecturaux, urbains et paysagers d'un territoire et formuler des préconisations ;

- les porter-à-connaissances pour permettre aux collectivités territoriales d'assurer dans leurs documents d'urbanisme le respect de l'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables et la qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville.

Dans ce cadre, il convient de communiquer au préfet toute information utile à l'élaboration des documents d'urbanisme, études, inventaires et de lui signaler les prescriptions, servitudes, et dispositions qui s'imposent ;

- un conseil direct sur les projets de rédaction des documents de planification

À ce titre, il convient de soutenir la rédaction d'articles définissant la forme architecturale et urbaine des constructions des Projets locaux d'urbanisme (PLU).

Plusieurs règles des PLU déterminent la qualité architecturale, en complément de celles définies à l'article 11: l'implantation dans la parcelle, les contraintes de prospect, l'emprise au sol, l'orientation et la hauteur des constructions...

C'est au stade du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) qu'il importe d'inclure des objectifs sur les formes urbaines et architecturales, qui se traduiront ultérieurement dans la partie réglementaire du PLU.

Pour la rédaction de l'article 11, les conseils doivent permettre de distinguer les règles qui s'appliquent aux projets sur constructions existantes de celles relatives aux constructions neuves.

Enfin, une rubrique spécifique portant sur les projets issus d'une démarche de création architecturale devrait permettre de faciliter la construction de bâtiments nouveaux : il s'agit d'indiquer qu'un projet d'architecture contemporaine ne porte pas fatalement atteinte à l'intérêt des lieux avoisinants.

En effet, l'application de l'article R. 111-21 du Code de l'urbanisme, qui permet à l'autorité compétente en

matière d'urbanisme de refuser ou d'accepter un projet qui serait de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, n'est pas contradictoire avec la création architecturale et n'exige ni mimétisme, ni pastiche, ni négation de l'architecture contemporaine.

Ce soutien peut également être apporté par d'autres structures compétentes, et tout particulièrement les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE). Dans ce cas, le rôle de la DRAC consiste à assurer une bonne mise en relation des acteurs sur le territoire.

## 1.2 - Poursuivre les contributions des DRAC à la politique de développement de l'éolien.

Conformément aux principes nationaux issus de la Conférence environnementale des 14 et 15 septembre 2012 dégageant les priorités pour engager la France dans la voie de la transition écologique, il s'agit de poursuivre la réflexion, la recherche architecturale, urbaine et paysagère et les contributions au développement qualitatif des filières d'énergie renouvelable.

Les DRAC doivent veiller à permettre l'implantation des installations de production d'énergie éolienne dans des conditions qui préservent la valeur culturelle et paysagère des territoires.

Pour rappel, les services déconcentrés doivent s'appuyer sur les schémas régionaux éoliens, annexés aux schémas régionaux climat air énergie. D'autres documents territoriaux peuvent utilement servir la réflexion :

- les inventaires départementaux des paysages en cours d'actualisation dans le cadre de l'atlas régional des paysages ;
- les chartes paysagères et architecturales des collectivités lorsqu'elles existent ;
- les schémas paysagers et les schémas éoliens des parcs naturels régionaux.

## 2 - En aval

### 2.1 - Veiller à garantir l'accès au conseil architectural sur les constructions et aménagements à l'ensemble des maîtres d'ouvrage (publics ou privés).

Afin d'assurer une couverture satisfaisante du territoire en matière de conseil en architecture (en fonction des territoires infra-départementaux, des types de projets ou encore des différentes catégories de maîtres d'ouvrage), il revient à la DRAC d'établir une cartographie du conseil en lien étroit avec les CAUE de son ressort territorial.

Cette cartographie doit permettre d'identifier de manière conjointe les territoires à enjeux et les territoires prioritaires, et de clarifier les interventions respectives en matière de conseil à tous les types de maîtres d'ouvrage.

Comme l'indique la directive nationale d'orientations 2013-2015, une convention doit être passée entre la DRAC et chaque CAUE afin de formaliser ce travail conjoint.

Concernant plus largement les CAUE, il convient de rappeler que les DRAC doivent veiller à l'application des orientations de la circulaire de la ministre de la culture et de la communication du 6 septembre 2012 aux préfets, qui rappelle le principe de l'autonomie des CAUE, fixé par la loi de 1977 sur l'architecture.

Par ailleurs, un travail de proximité auprès des élus locaux doit être conduit pour les encourager à recourir à des architectes conseil, notamment par le biais de l'architecte conseil de la DRAC.

De manière générale, il importe d'assurer l'information des différents types de maîtres d'ouvrage sur l'existant en matière de conseil en tenant à jour notamment un annuaire ou une base de données du conseil dans la région, soit au niveau de la DRAC, soit au niveau, par exemple, des unions régionales des CAUE.

### **3 - En amont et en aval : poursuivre et renforcer la participation des DRAC (et notamment des STAP) aux opérations du Plan national de renouvellement urbain (PNRU).**

Le ministère de la culture est identifié comme l'une des parties prenantes de la mise en œuvre de ce plan national qui devrait être renouvelé dans les mois à venir.

La décision n° 13 du dernier Comité interministériel des villes du 13 février 2013 comprend notamment la mesure suivante : « Faciliter l'appropriation du cadre de vie par les habitants en développant la qualité architecturale et la prise en compte du patrimoine du XXème siècle présent dans les quartiers ».

Au niveau central, le ministère est présent notamment aux conseils d'administration de l'agence nationale de renouvellement urbain (ANRU).

En région, le rôle des DRAC dans la mise en œuvre du programme de rénovation urbaine (au stade de l'élaboration des projets, et à celui de leur mise en œuvre opérationnelle) est primordial.

Il doit veiller, selon les orientations de la circulaire conjointe du ministre de la culture et du ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement du 6 juin 2006 relative à l'« association des SDAP à

l'élaboration et à la mise en œuvre des projets de rénovation urbaine », à la prise en compte des caractéristiques architecturales du cadre bâti des quartiers concernés et à la qualité des projets.

L'enjeu est bien de préserver des ensembles urbains remarquables du point de vue de l'histoire, de l'urbanisme et de l'architecture et de promouvoir des projets urbains de qualité.

Il existe une méthodologie d'évaluation des dossiers de l'ANRU permettant d'en faciliter l'analyse pour les services des DRAC.

Par ailleurs, les études menées par la Direction générale des patrimoines/ service de l'architecture, conjointement avec les DRAC, sur les ensembles urbains de logements collectifs construits entre 1950 et 1980, ou encore sur les lotissements de l'après-guerre à nos jours, constituent des ressources à disposition des services déconcentrés (contact : Bureau de la qualité de l'architecture et du paysage).

### **Fiche méthodologique n° 2 : Favoriser la connaissance de l'architecture et diffuser la culture architecturale, paysagère et urbaine**

Les enjeux en matière de diffusion de la culture architecturale renvoient à plusieurs objectifs poursuivis par le ministère de la Culture et de la Communication :

- la démocratisation culturelle : chaque individu, quel que soit son milieu social, son âge, son environnement, est en contact permanent avec l'architecture, que ce soit dans le cadre de son logement, de son quartier (aménagements, espaces publics, équipements), ou encore de son lieu de travail.

Paradoxalement, cette immédiateté nécessite une médiation, un apprentissage pour éduquer le regard et pour que l'architecture puisse être lue, comprise et mise en perspective.

- l'utilisation de la culture au service de la citoyenneté, en encourageant des citoyens mieux avertis à exercer leur responsabilité en agissant pour une architecture et un cadre de vie de qualité.

Une juste perception et une lecture plus avisée de l'architecture dans le quotidien en permet une meilleure appropriation, et, à terme une approche moins distanciée et moins « complexée ».

Ceci doit avoir pour conséquence une élévation du niveau d'exigence de chaque citoyen vis-à-vis du secteur privé comme des pouvoirs publics, que ce soit dans le domaine du logement (individuel ou collectif), neuf ou réhabilité, ou dans celui des aménagements de l'espace public.

Dans ces domaines, les missions des DRAC sont les suivantes :

**1-** La déclinaison au sein du Grand projet national pour l'éducation artistique et culturelle (EAC) des thématiques liées à l'architecture et au cadre de vie.

Il conviendra de veiller à une bonne prise en compte du domaine de l'architecture dans les "parcours d'EAC", et tout particulièrement dans les projets partenariaux d'envergure, qui conjuguent les trois piliers de l'EAC.

Par ailleurs, les opérations telles que les « Journées, semaines ou mois de l'architecture » doivent être des occasions privilégiées pour mettre en exergue les actions d'EAC.

**2 -** La coordination des différents partenaires locaux parties prenantes de la diffusion de l'architecture.

Ce rôle de coordination de la DRAC/DAC en interministériel et en externe est essentiel.

La DRAC est l'interlocuteur le plus légitime pour pouvoir mettre en réseau et rassembler les différents acteurs (autres services déconcentrés de l'État, ENSA, CAUE, CROA, maisons de l'architecture, autres structures de diffusion), parfois très nombreux sur le territoire régional.

La coordination doit porter sur l'animation de réseau, ou encore sur la mutualisation de moyens et de support de communication.

Elle doit surtout permettre de mettre en œuvre des actions conjointes ou complémentaires en fonction des thématiques traitées, des publics visés et des territoires concernés.

Il est en particulier demandé aux DRAC :

- de coordonner, au moins en termes de calendrier et de communication, les différents prix locaux d'architecture ("palmarès" et autres prix de promotion et de valorisation de l'architecture), organisés par les différents partenaires.

Parallèlement, l'administration centrale, en lien notamment avec la Fédération nationale des CAUE, veillera à assurer une communication efficace sur ces prix en travaillant à une harmonisation de leurs calendriers et périodicités ;

- d'organiser ou de co-organiser un événement (ou une série coordonnée de manifestations), au moins annuel, commun à toutes les parties prenantes de l'architecture de la région, pour valoriser et faire connaître l'offre des différents partenaires, du type « mois de l'architecture ».

Les exemples de plusieurs opérations réussies (disponibles dans la rubrique « Architecture » de l'intranet Sémaphore) montrent qu'il suffit souvent de faciliter la communication unifiée d'événements organisés de manière éparse pour instaurer un esprit de « saison » favorable à la visibilité et à la qualité de ces actions.

**3 -** La prise en compte, au sein de la programmation régionale des Journées européennes du patrimoine, de l'architecture récente et contemporaine (xx<sup>e</sup>/xxi<sup>e</sup> siècles).

Il revient aux DRAC de mobiliser les partenaires de l'architecture en région (y compris les maîtres d'œuvre - en lien notamment avec les CROA, les maisons de l'architecture et les lauréats des AJAP de chaque région - et les maîtres d'ouvrage publics et privés) pour proposer en la matière une programmation et des visites donnant toute sa place à ce volet des Journées, et ce dès 2013 - 30<sup>e</sup> anniversaire de l'événement.

**4 -** La poursuite d'un travail de connaissance de l'architecture récente et contemporaine et de sensibilisation à la qualité architecturale auprès des élus locaux, constructeurs et bailleurs sociaux.

Les actions de formation des élus locaux sont à promouvoir, en lien étroit avec les CAUE.

La poursuite de la politique du label « Patrimoine du xx<sup>e</sup> siècle », s'inscrit pleinement dans cet objectif.

Les constructions du siècle dernier, et particulièrement celles de la période d'après-guerre, sont récentes et ne bénéficient ainsi pas d'un recul historique suffisant permettant une approche dépassionnée de formes parfois très novatrices et donc déconcertantes.

Leur exposition toute particulière aux projets de modifications, de réhabilitation, voire de démolition, nécessite, pour celles d'entre elles présentant un intérêt majeur, une sensibilisation toute particulière des élus locaux et des habitants à la valeur de ces réalisations architecturales, pour pouvoir en préserver l'idée originelle ou encore les principes de conception.

De nouvelles orientations propres à la refondation de cette politique et à une relance de ce label seront transmises dans les mois à venir, suite à une étude approfondie conduite en 2012.

D'ici là, les DRAC doivent poursuivre la mise en place des actions de sensibilisation et de communication permettant une meilleure identification du label par le public.

Par ailleurs, un travail de lisibilité de la liste régionale des édifices labellisés devra être mené. Dans la perspective de prochaines phases de labellisation,

priorité doit être donnée tout particulièrement au recensement du bâti industriel.

**5 -** La pérennisation de la politique liée au label « Villes et pays d'art et d'histoire » (Vpah).

Celle-ci a fait la preuve de sa pertinence en tant qu'outil de sensibilisation à l'architecture et au paysage.

À cet égard, il importe que le réseau national traduise une cohérence en termes de qualité des territoires, d'exigence des politiques menées par les collectivités locales dans le domaine de la préservation des paysages et de la qualité du cadre de vie.

La stabilisation du réseau régional doit constituer la garantie d'une offre de médiation culturelle équilibrée qui prenne en compte l'architecture <sup>xx</sup>e siècle et contemporaine, ainsi que le paysage, au même titre que le bâti plus ancien, traditionnellement abordé au sein du réseau des VPah.

Dans l'attente d'éventuelles évolutions liées à l'évaluation des impacts de la politique et à la préparation du décret de création du Conseil national, vous serez attentif à l'instruction des candidatures nouvelles et au suivi des conventions, ainsi qu'aux renouvellements dont, sauf exception, la responsabilité vous incombe.

Les régions dans lesquelles le réseau VPah s'avère à ce jour peu étendu devront œuvrer à son extension.

**6 -** Dans les régions où existe une ou plusieurs ENSA, il conviendra de s'appuyer sur elles dans le cadre de leur mission de diffusion de la Culture, et de s'appuyer en tant que de besoin sur l'expertise de leur corps enseignant pour la mise en œuvre de l'ensemble de ces actions.

### **Fiche méthodologique n° 3 : Participer à l'exercice de la tutelle de la profession d'architecte et en suivre les conditions d'exercice**

Il n'y a pas d'architecture sans architectes et l'objectif de qualité architecturale passe aussi naturellement par un bon exercice de cette profession réglementée, dont la tutelle est en partie assurée par les DRAC.

Ce suivi passe par :

- la mission de commissaire du gouvernement auprès des conseils régionaux de l'ordre des architectes,
- une veille attentive à la fois sur du droit moral de l'architecte et des œuvres architecturales, et en matière de maîtrise d'œuvre et de commande architecturale,
- le renforcement des liens avec les écoles nationales supérieures d'architecture (ENSA).

## **1 - Assurer le rôle de commissaire de Gouvernement au conseil régional de l'ordre des architectes**

**1.1 -** Le directeur régional des affaires culturelles est chargé d'animer et de coordonner les politiques de l'État dans le domaine culturel, notamment, en ce qui concerne la création architecturale et urbaine, la qualité de l'urbanisme et l'insertion harmonieuse des constructions et des aménagements dans le milieu environnant.

À ce titre, et en application de la loi de 1977 relative à l'architecture, il représente le préfet de région au conseil régional de l'ordre des architectes et assiste de plein droit, en qualité de commissaire du gouvernement, aux séances du conseil de l'ordre des architectes.

Il doit être informé de la date des séances, recevoir les convocations, l'ordre du jour ainsi que, le cas échéant, les rapports relatifs aux questions qui font l'objet d'une étude préparatoire, dans les mêmes conditions que les membres du conseil.

Il doit être destinataire des procès-verbaux des séances.

Il peut déférer au ministre chargé de la culture les décisions du conseil régional portant inscription ou refus d'inscription au tableau ou à son annexe.

Il peut, en outre, recueillir toute information sur le fonctionnement du conseil et l'exécution de son budget.

En cas d'empêchement du directeur régional, un responsable de niveau immédiatement inférieur (chef de service au sein de la direction régionale, chef d'un service territorial de l'architecture et du patrimoine, conseiller pour l'architecture....) assure sa suppléance en tant que commissaire de Gouvernement au conseil régional de l'ordre des architectes.

Par ailleurs, tous les procès-verbaux des séances des conseils régionaux de l'ordre doivent être adressés au service de l'architecture de la direction générale des patrimoines (sous-direction de l'architecture, de la qualité de la construction et du cadre de vie / bureau des professions, de la maîtrise d'œuvre et de la commande architecturale).

**1.2 -** Le commissaire de Gouvernement représente également le ministre chargé de la culture auprès de la chambre régionale de discipline instituée au sein de chaque conseil régional de l'ordre des architectes dont le rôle est d'instruire les actions engagées à l'encontre d'un architecte par le conseil régional ou par les représentants de l'État.

Le directeur régional des affaires culturelles est compétent pour saisir la chambre de discipline pour



toute infraction aux règles régissant la profession ou pour toute affaire qui porterait atteinte soit à la protection du consommateur, soit à la défense de l'intérêt général.

Il revient au directeur régional des affaires culturelles d'apprécier l'opportunité de procéder à sa saisine.

Une présence systématique aux séances de l'ordre régional des architectes, y compris en chambre de discipline, est indispensable pour veiller au respect du caractère réglementé de la profession.

## **2 - Veiller au respect du droit moral de l'architecte et des œuvres architecturales**

Le principe de la protection des œuvres architecturales est prévu par le Code de la propriété intellectuelle qui cite expressément les œuvres architecturales (article L. 112-2 7°) et les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à l'architecture (article L. 112-2 12°).

Le droit d'auteur comporte des prérogatives morales dont le droit au respect de l'intégrité de l'œuvre qui permet à son auteur de s'opposer à toutes modifications susceptibles d'en dénaturer la conception.

Le droit moral défini par le même code par l'article L. 121-1 a un caractère inaliénable, perpétuel et imprescriptible et s'applique à tous les éléments protégés.

Ce droit moral doit toutefois être concilié avec les prérogatives du propriétaire du bâtiment et un équilibre doit être recherché entre le droit de l'architecte à la protection de son œuvre et celui du maître d'ouvrage confronté aux nécessités d'évolution de l'usage des édifices.

La jurisprudence reflète cette double préoccupation à savoir la reconnaissance du droit d'auteur sans ignorer les besoins liés à l'intérêt du service public ou à la sécurité publique.

Le juge tente d'appliquer un principe de proportionnalité aux objectifs à atteindre et aux impératifs à respecter.

Dès lors que des modifications significatives sont prévues et confiées à un autre architecte que celui d'origine, le maître d'ouvrage et l'architecte de la nouvelle opération doivent se rapprocher de l'architecte auteur de l'édifice ou de ses ayants-droits, avant même d'entreprendre les modifications envisagées.

La direction régionale des affaires culturelles doit veiller à l'application de ces principes, en premier chef bien sûr pour les projets dont elle assure la maîtrise d'ouvrage ou qu'elle accompagne.

Par ailleurs, il revient aux services de la DRAC de rappeler les bonnes pratiques aux élus en la matière et, en cas de besoin, d'organiser le dialogue entre le propriétaire et l'auteur de l'ouvrage.

Le service de l'architecture peut être saisi de tout problème rencontré sur cette question de droit moral de l'architecte, mais le plus en amont possible.

En ultime recours enfin, il peut être fait appel à la procédure de protection au titre du code du patrimoine du bâtiment concerné.

## **3 - Diffuser les bonnes pratiques en matière de maîtrise d'œuvre et de commande architecturale**

Les collectivités territoriales doivent être sensibilisées par l'ensemble des services de la DRAC à ces bonnes pratiques en matière de commande publique de maîtrise d'œuvre, à partir de la circulaire du 14 février 2012 relative au « guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics ».

Le bureau des professions, de la maîtrise d'œuvre et de la commande architecturale peut être saisi de toute question ou difficulté.

## **4 - Suivre les problématiques de formation initiale**

Concernant la formation initiale des architectes, la DRAC a vocation à entretenir des liens étroits avec les ENSA de la région, et notamment à participer aux conseils d'administration de ces écoles.

Elle peut le faire soit en tant que membre (collège des personnalités extérieures) soit comme personne invitée (sans voix délibérative), en vertu d'une part de la mission de coordination qu'elle assure en matière d'enseignement supérieur dans les domaines culturels, et d'autre part, de l'article 2 du décret n° 2010-633 du 8 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des DRAC.

Cet article dispose que la DRAC « *veille à la cohérence de l'action menée dans son ressort par les services à compétence nationale du ministère chargé de la culture et les établissements publics relevant de ce ministère* ».

Ce partenariat doit permettre à la DRAC de relayer auprès des ENSA les problématiques du secteur de l'architecture qu'elle rencontre dans la mise en œuvre de la politique de l'architecture, notamment en ce qui concerne l'exercice de la profession d'architecte, afin d'enrichir les réponses apportées par les ENSA aux enjeux actuels, dans leurs enseignements.

Comme évoqué plus haut, les DRAC peuvent également s'appuyer sur les écoles d'architecture dans le cadre de la politique de diffusion de la culture architecturale, puisque cette mission figure dans les missions statutaires des écoles.

## PATRIMOINES - MONUMENTS HISTORIQUES

**Avenant du 1<sup>er</sup> mars 2013 à la convention n° 2009/001 R de mécénat passée pour le château de Montigny-sur-Aube et ses abords entre la Demeure historique et M<sup>me</sup> Marie-France Ménage-Small, propriétaire.**

Le présent avenant concerne la convention de mécénat n° 2009/001 R passée pour le château de Montigny-sur-Aube et ses abords entre la Demeure historique et M<sup>me</sup> Marie-France Ménage-Small, propriétaire, signée le 11 mars 2009.

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M<sup>me</sup> Marie-France Ménage-Small, propriétaire du château de Montigny 21520 Montigny-sur-Aube, déclare sous sa responsabilité que l'ensemble des bâtiments faisant l'objet des travaux prévus dans le cadre de la convention n°2009/001 R sont protégés au titre des monuments historiques.

**Art. 2.** - Le programme de travaux prévu à l'annexe 1 de la convention n° 2009/001 R signée le 11 mars 2009 est complété par l'annexe 1 du présent avenant.

**Art. 3.** - Le plan de financement de l'annexe 2 de la convention n° 2009/001 R signée le 11 mars 2009 est complété en conséquence par l'annexe 2 du présent avenant.

Le président de la Demeure historique,  
Jean de Lambertye  
La propriétaire,  
Marie-France Ménage-Small

### Annexe 1 : Description des travaux

#### **A. Travaux portant sur les douves (inscrites)**

- Création d'un escalier d'accès aux douves
- Plantation des abords du buffet d'eau et des murs de contre-escarpes
- Plantation sur les berges des douves (vivaces, topiaires en poterie)

Travaux	Montant HT
Escalier d'accès aux douves	50 000 €
Plantation des abords du buffet d'eau et des murs de contre-(escarpes)	15 000 €
Plantation sur les berges des douves	15 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>80 000 €</b>

#### **B. Travaux portant sur le parc (classé)**

- Taille des arbres (rejets et malades)
- Restauration des différentes zones boisées et intégrations de topiaires
- Achat et plantation de nouveaux arbres

Travaux	Montant HT
Taille des arbres	15 000 €
Restauration des différentes zones boisées	30 000 €
Achat et plantation de nouveaux arbres	60 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>105 000 €</b>

#### **Échéancier :**

Début des travaux : avril/mai 2013.

### Annexe 2 : Plan de financement

Subvention publique (espérées)	40 000 €
Mécénat	90 000 €
Apport personnel	55 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>185 000 €</b>

**Convention n° R de mécénat du 1<sup>er</sup> mars 2013 passée pour la villa Leihorra entre la Demeure historique et la société civile immobilière Leihorra (et ses associés) propriétaire.**

(articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine)

La présente convention concerne la villa Leihorra et son jardin, sis 1, impasse Muskoa, 64500 Ciboure, monument historique classé en totalité par arrêté du 10 mars 1995 appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V<sup>e</sup>, agréée le 8 juillet 2008 puis le 3 mars 2011 par le ministre chargé du budget en application du 2<sup>bis</sup> de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238<sup>bis</sup> du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;

- la société civile immobilière Leihorra, propriétaire du monument, dont le siège se trouve François Lannes, Argizabal, 16, place Camille-Jullian, 64500 Ciboure (appelée ci-après la société civile), représentée par son gérant, M. François Lannes, Argizabal, 16, place Camille-Jullian, 64500 Ciboure.

- les associés de cette société civile, dont la liste est la suivante :

. Bruno Lannes, 1120 HUA, S Han lu 2000 50 Shanghai Chine : 37 %

. Valérie Lannes, 1120 HUA, S Han lu 2000 50 Shanghai Chine : 60 %

. Constance Lethu née Lannes, 13 rue du maréchal Joffre, 44000 Nantes : 1 %

. Stéphanie Lannes, 1120 HUA, S Han lu 2000 50 Shanghai Chine : 1 %

. Guillaume Lannes, 1120 HUA, S Han lu 2000 50 Shanghai Chine : 1 %

**Art. 1<sup>er</sup>.** - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. La société civile déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées.

La société civile s'engage à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, elle le réduira à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

**Art. 2.** - Le plan de financement figurant à l'annexe II pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

**Art. 3.** - La société civile déclare sous sa responsabilité qu'aucune recette commerciale n'a été réalisée durant les années civiles 2010, 2011 et 2012 dans le monument ou ses dépendances. Elle déclare qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié à la villa Leihorra.

**Art. 4.** - La société civile s'engage :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 60 % du montant total du programme ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;

- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;

- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal

de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;

- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;

- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;

- à compléter l'annexe III dès que possible.

**Art. 5.** - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, les propriétaires s'engagent à remettre à la Demeure historique des attestations d'absence d'empêchement conformes au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes.

**Art. 6.** - La société civile s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

**Art. 7.** - Les associés s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit, chacun en ce qui le concerne, à conserver leurs parts sociales pendant dix ans au moins à compter de la date d'achèvement des travaux.

**Art. 8.** - En cas de succession incluant des parts sociales, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur des parts sociales, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 deviendra exigible, au *pro rata* du nombre de parts sociales en cause dans le nombre total de parts de la société civile.

**Art. 9.** - La société civile s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. La société civile devra en aviser la Direccte (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures

d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre la société civile et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

La société civile s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

**Art. 10.** - La société civile s'engage à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

**Art. 11.** - Les associés s'engagent pour une durée de dix ans, chacun en ce qui le concerne, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

**Art. 12.** - La Demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

**Art. 13.** - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom de la société civile et visées, le cas échéant, par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le gérant de la société civile les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Elle transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. La société civile n'étant pas assujettie à la TVA, la Demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, la société civile ne fera figurer dans ses comptes ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs. Elle n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

En cas de mécénat de compétence ou de mécénat en nature, la Demeure historique émettra le reçu fiscal correspondant au montant de l'aide mécénale (coût hors marge nette) sur présentation par l'entreprise mécène d'un récapitulatif des travaux réalisés, visé par l'architecte et la société civile.

**Art. 14.** - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

**Art. 15.** - (Sans objet).

**Art. 16.** - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par la société civile, la Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du ou des dons qu'elle aura reçus. En cas de dons émanant de mécènes étrangers, les frais de gestion comprennent le taux de change et seront fixés au cas par cas.

Dans le cas d'un mécénat de compétence ou en nature, les frais de la Demeure historique seront prélevés sur les fonds de mécénat disponibles ou feront l'objet d'une facturation au propriétaire.

**Art. 17.** - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure Historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

**Art. 18.** - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup> et 3, la société civile devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. S'agissant de l'article 1<sup>er</sup>, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant de l'article 3 le remboursement sera total.



En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 9, la société civile devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectués pour le monument. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

**Art. 19.** - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure Historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par la société civile. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par cette dernière, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure Historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, la société civile, seule responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

**Art. 20.** - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et sur celui de la société civile), et remise au mécène pressenti. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

**Art. 21.** - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

**Art. 22.** - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure historique, d'un don irrévocable du mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 16.

**Art. 23.** - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le *Mode d'emploi de la Demeure historique*. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande

instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

Le président de la Demeure historique,

Jean de Lambertye

Le gérant de la société civile,

François Lannes

Les associés, éventuellement sur des originaux multiples (chaque signature sera suivie du prénom usuel et du nom, en caractères d'imprimerie),.

Bruno Lannes, Valérie Lannes, Constance Lethu née Lannes, Stéphanie Lannes, Guillaume Lannes

## Annexe I : Programme de travaux

### Restauration extérieure :

Restauration de la zone du fronton : réfection du sol du fronton, aménagement des pelouses et espaces verts aux abords du fronton, réfection du mur de soutènement situé à l'est du fronton.

	Montant	Entreprises
Réfection du sol	19 943.52 €	Entreprise Ribeiro
Aménagement jardin	26 693.40 €	Entreprise Irastorza
Mur de soutènement	47 832.49 €	Entreprise Arrebat
<b>Total TTC</b>	<b>94 469,41 €</b>	

Le gérant de la société civile,

François Lannes

## Annexe II : Plan de financement

	Pourcentage	Montant €
Subvention DRAC	33.45 %	31 600,00 €
Mécénat	26.46 %	25 000,00 €
La SCI	40.09 %	37 869,41 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>94 469,41 €</b>

Le gérant de la société civile,

François Lannes

## Annexe III

### \* Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux.

Ribeiro et Associés  
8, allée Didier-Daurat  
64800 Anglet

Irastorza Jardins  
Quartier des Bois  
64480 Ustaritz

Société Arrebat  
22 Levy  
64100 Bayonne

**\* Échéancier de leur réalisation juin 2013****\* Calendrier prévisionnel de leur paiement (même remarque)**

Été 2013

Le gérant de la société civile,  
François Lannes

**Convention du 3 juillet 2013 pour deux immeubles inscrits au titre des monuments historiques sis Abbaye de Bithaine, lieudit « Le village », 70200 Adelans-et-le-Val-de-Bithaine, passée entre la Fondation du patrimoine et M. et M<sup>me</sup> Jean Berthet propriétaire.**

Convention

Entre :

- M. et M<sup>me</sup> Jean Berthet, personnes physiques, propriétaires de deux immeubles inscrits au titre des monuments historiques, domiciliés Abbaye de Bithaine, lieudit « Le Village », 70200 Adelans-et-le-Val-de-Bithaine, ci-dessous dénommé « les propriétaires »

Et

- La Fondation du patrimoine, ayant son siège social aux n<sup>os</sup> 23-25, rue Charles-Fourier, 75013 Paris et représentée par son président M. Charles de Croisset, ci-dessous dénommée « la fondation ».

**Préambule**

L'article 10 de la loi de finances pour 2007 (loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006) étend le bénéfice de la réduction d'impôt sur le revenu ou sur les sociétés prévue respectivement aux articles 200 et 238 *bis* du Code général des impôts (CGI) aux dons versés à la fondation en vue de subventionner la réalisation de travaux sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques privés.

La fondation délivre pour le bénéfice de la réduction d'impôt, l'attestation prévue au 5. de l'article 200 du CGI.

Dans le cadre de la mise en place de ce dispositif les parties ont décidé de conclure une convention conformément aux articles L. 143-2-1 et L.143-15 du Code du patrimoine.

**Art. 1<sup>er</sup>. - Immeuble objet de la convention**

Les propriétaires disposent de deux immeubles inscrits au titre des monuments historiques sis à l'adresse suivante: Abbaye de Bithaine, lieudit « Le Village », 70200 Adelans-et-le-Val-de-Bithaine.

Ces immeubles ont fait l'objet d'une inscription au titre des monuments historiques par arrêté du 13 décembre 1995, dont copie est annexée à la présente convention.

**Art. 2. - Nature des travaux**

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2008-195 pris pour l'application des articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine, les propriétaires fournissent en annexe de la présente le descriptif détaillé des travaux de restauration, de conservation ou d'accessibilité envisagés sur les immeubles ainsi que l'estimation de leur coût, l'échéancier de réalisation des travaux et les entreprises qui les réaliseront.

S'agissant des édifices classés au titre des monuments historiques, ce descriptif est accompagné de la copie de l'autorisation de travaux délivrée par le préfet de région ou à défaut de la copie du récépissé délivré par le préfet de région accusant réception du dépôt de la demande d'autorisation de travaux auprès du STAP conformément à l'article 20 du décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

S'agissant des immeubles inscrits au titre des monuments historiques :

- lorsque les travaux sont autres que, d'une part des travaux d'entretien ou de réparation ordinaires qui sont dispensés de toute formalité et d'autre part (les constructions ou travaux mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 621-27 du Code du patrimoine, ce descriptif est accompagné de la copie de la déclaration de travaux auprès du STAP ;

- lorsque les travaux prévus sont soumis à permis de construire, à permis de démolir, à permis d'aménager ou à déclaration préalable, le descriptif devra être accompagné de la décision accordant le permis ou la décision de non-opposition ou à défaut la copie du récépissé accusant réception de la demande d'autorisation de travaux.

Si le dossier est évoqué par le ministre, les propriétaires joignent à la présente copie de la décision d'évocation.

**Art. 3. - Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de sa signature étant précisé qu'en tout état de cause la fondation ne pourra collecter les dons de donateurs personnes physiques ou morales au-delà du 31 décembre de l'année au titre de laquelle les travaux ont été achevés.

Les propriétaires s'engagent à informer la fondation de la date d'achèvement des travaux dans le mois qui suit cette date.

Toute prorogation ou modification de la présente convention fera l'objet d'un accord exprès entre les parties, par voie d'avenant.

#### Art. 4. - Financement

Les propriétaires ont établi leur plan de financement prévisionnel comme suit :

	€	%	Date prévisionnelle d'apport des fonds
Apports en fonds propres	0		
Emprunts sollicités et/ou obtenus	0		
Subventions sollicitées et/ou obtenues*	7 145	20	Fin de chantier
Financement du solde par le mécénat	28 581	80	
<b>Total</b>	<b>35 726</b>		

Les propriétaires précisent avoir été informés que les éventuels mécènes personnes physiques ou morales ne devront avoir aucun lien direct ou indirect de nature capitalistique ou familiale avec eux-mêmes.

#### Art. 5. - Affectation des dons

Les fonds recueillis par la fondation seront affectés au financement des travaux prévus par la présente convention déduction faite de 5 % de frais de gestion prélevés sur le montant des dons.

Les propriétaires s'engagent à affecter la totalité des sommes qui leur sont reversées par la fondation au financement des travaux mentionnés à l'annexe visée à l'article 2 de la présente.

Si le projet de restauration n'aboutissait pas ou si le montant des dons collectés devait être supérieur à la part de financement restant à la charge des propriétaires, les parties conviennent d'ores et déjà d'affecter l'excédent des dons perçus à un autre projet de restauration d'un immeuble classé inscrit au titre des monuments historiques ayant fait l'objet d'une convention similaire.

#### Art. 6. - Échéancier

La fondation s'engage à reverser aux propriétaires les sommes recueillies selon l'échéancier suivant :

- sur appel de fonds des entrepreneurs correspondants aux acomptes sur devis validés par le maître d'œuvre dans la limite maximum de 30 % du montant TTC des travaux ;
- sur présentation des factures relatives aux devis fournis initialement.

Seuls les devis et factures validés par le maître d'œuvre ouvriront le droit au versement des dons par la fondation au profit des propriétaires.

#### Art. 7. - Engagements des propriétaires

Conformément à l'article L. 143-2-1 du Code du patrimoine, les propriétaires s'engagent à :

- conserver les immeubles pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux. Lorsque les immeubles sont détenus par une société, les porteurs de parts doivent également s'engager à conserver la totalité de leurs titres pendant la même durée ;
- ouvrir au public, dans des conditions fixées par décret, les parties protégées qui ont fait l'objet de ces travaux, pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux ;
- à fournir, chaque année, copie, à la Fondation du patrimoine, de la déclaration d'ouverture au public de leurs immeubles adressée au délégué régional du tourisme tel que prévu à l'article 17 *quater* de l'annexe IV au CGI.

En cas de non-respect de ces engagements, les propriétaires sont tenus de reverser à la fondation le montant de la subvention, réduit d'un abattement de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements ont été respectés. Toutefois, en cas de transmission à titre gratuit, le ou les héritiers, légataires ou donataires peuvent demander collectivement la reprise de ces engagements pour la période restant à courir à la date de la transmission.

Les sommes restituées seront réaffectées conformément au 2. *bis* de l'article 200 du CGI et du f. de l'article 238 *bis* du même code.

#### Art. 8. - Élection de domicile

Les parties déclarent élire domicile en leurs adresses respectives, telles que mentionnées cidessus. En cas de changement d'adresse, la partie concernée devra en aviser l'autre partie, par lettre recommandée, afin que les notifications puissent lui être valablement faites ultérieurement à cette nouvelle adresse.

Toute notification en vertu des présentes devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée en tête des présentes ou telle que notifiée par la suite par ladite partie.

#### Art. 9. - Inexécution des obligations

En cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations en vertu des présentes et, à défaut d'y avoir remédié dans les 30 (trente) jours suivant une mise en

demeure par lettre recommandée, l'autre partie pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée sans autre formalité. Cette résiliation prendra effet 10 (dix) jours après sa notification et ne fera pas échec à une demande de dommages intérêts en réparation du préjudice subi.

#### **Art. 10. - Force majeure**

Si par suite d'un cas de force majeure, l'une ou l'autre des parties était dans l'impossibilité de remplir ses obligations découlant des présentes, l'exécution de la présente convention serait suspendue pendant la durée de cette force majeure. Chaque partie s'engage à avertir immédiatement son cocontractant de tout événement de force majeure l'affectant.

Au cas où cet événement perdurerait pour une durée supérieure à 3 mois, l'autre partie pourra mettre fin à la présente convention de plein droit et avec effet immédiat.

#### **Art. 11. - Litiges**

La présente convention est soumise au droit français. Tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation ou son exécution, sera porté devant les juridictions de l'ordre judiciaire du lieu de situation des immeubles.

#### **Art. 12. - Dispositions annexes**

La fondation s'engage à remercier par courrier les donateurs et à leur adresser un reçu fiscal.

Les propriétaires s'engagent à mettre en place sur le bâtiment la plaque de la fondation et à faire connaître, par tous les moyens les plus appropriés le soutien du ou des mécènes sauf avis contraire de leur part.

#### **Art. 13. - Autorisation - Cession des droits des photographies**

Les propriétaires certifient :

- qu'ils sont les propriétaires du bien objet de la présente autorisation, conformément aux dispositions prévues à l'article 544 du Code civil ;
- qu'ils autorisent gracieusement la fondation dans le cadre exclusif de ses campagnes d'information, de sensibilisation et de communication de ses interventions pour la restauration du patrimoine architectural de proximité, à représenter, reproduire, diffuser, la photographie de leur propriété sur tous supports, notamment papier, télévisuel, électronique, pour une période de 10 ans à compter de la date de la première publication ;
- qu'ils autorisent expressément la fondation, dans le cadre de l'utilisation pour les besoins de son action de communication de la ou des photographies, que celles-

ci soient éventuellement modifiées, recadrées et/ou accompagnées de commentaires écrits conformément aux besoins et nécessités de l'opération.

Conformément à la loi du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, (modifiée par la loi relative à la protection des données des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel du 6 août 2004), le site Internet de la fondation accessible à l'adresse [fondation-patrimoine.org](http://fondation-patrimoine.org) a fait l'objet d'une déclaration auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) sous le n° 764294.

Conformément à l'article 40 de la loi du 6 janvier 1978, les propriétaires ou leurs ayants droit disposent d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données les concernant.

La présente autorisation pourra être dénoncée par les propriétaires des immeubles photographiés ou leurs ayants droit à tout moment, par une demande adressée par lettre recommandée au siège de la fondation, 23-25, rue Charles-Fourier, 75013 Paris.

#### **Art. 14. - Publication de la convention**

La présente convention sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication. L'existence de cette convention et de sa publication seront mentionnées sur l'affichage de l'autorisation de travaux devant figurer sur le terrain d'assiette des innneubles, en application du Code du patrimoine ou du Code de l'urbanisme.

Le président de la Fondation du patrimoine,  
Charles de Croisset  
Les propriétaires,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Berthet

(Les pièces jointes sont disponible à la Fondation du patrimoine)

#### **Convention de mécénat n° 2013-064 R du 6 juillet 2013 passée pour le château de Rosières entre la Demeure historique et M. Bertrand Bergerot, propriétaire.**

La présente convention concerne le château de Rosières, 21610 Saint-Seine-sur-Vingeanne, monument historique classé en totalité par arrêté du 28 janvier 1930, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- la Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V°, agréée le 8 juillet 2008 puis le 3 mars 2011 par le ministre chargé du budget en application du 2<sup>bis</sup> de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;



- M. Bertrand Bergerot, château de Rosières, 21610 Saint-Seine-sur-Vingeanne, propriétaire du monument (appelé ci-après le propriétaire).

**Art. 1<sup>er</sup>.** - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées du monument.

Le propriétaire s'engage à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

**Art. 2.** - Le plan de financement figurant à l'annexe II pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

**Art. 3.** - Le propriétaire déclare sous sa responsabilité qu'aucune recette commerciale n'a été réalisée, ni par lui-même, ni par d'autres personnes physiques ou morales présentes sur le site, durant les années civiles 2010 à 2012 dans le monument ou ses dépendances. Il déclare qu'il n'y a pas de dirigeant ni de directeur salarié au château de Rosières.

**Art. 4.** - Le propriétaire s'engage à :

- lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : la réception par la Demeure historique du don de la Fondation pour les monuments historiques et l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'ils seront en possession de ces documents ;
- remettre à la demande du/des mécène(s) une copie de ces deux derniers documents ;
- les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- compléter l'annexe III dès que possible.

**Art. 5.** - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains

conseils d'administration, le propriétaire s'engage à fournir à la Demeure historique, au titre de tout mécène autre que la Fondation pour les monuments historiques, une attestation d'absence d'empêchement conforme au modèle établi, préalablement à tout don ou promesse de don.

**Art. 6.** - Le propriétaire s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

**Art. 7.** - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 6 de la présente convention pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 de la présente convention deviendra exigible.

**Art. 8.** - Le propriétaire s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le propriétaire devra en aviser la direction régionale du tourisme (DRT) chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux handicapés, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre le propriétaire et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite,

comprenant au moins vingt participants, entre le 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Le propriétaire s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine notamment).

**Art. 9.** - Le propriétaire s'engage à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6 de la présente convention, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

**Art. 10.** - Le propriétaire s'engage pour une durée de dix ans à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

**Art. 11.** - La Demeure historique et le(s) mécène(s) (dont la Fondation pour les monuments historiques) n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

**Art. 12.** - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et, le cas échéant, visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la TVA, la Demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer dans ses comptes ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

**Art. 13.** - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de

réparation ou de restauration historique. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études ainsi que les assurances travaux pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et des propriétaires se trouvant engagée par leurs visas.

**Art. 14.** - Le propriétaire portera le don de la Fondation pour les monuments historiques à la connaissance des visiteurs par l'apposition de la plaque dans un espace accessible au public et, le cas échéant, par l'inscription du soutien de la Fondation pour les monuments historiques sur le site Internet du monument.

Il s'engage également à fournir à la demande des mécènes (en particulier la Fondation pour les monuments historiques) des photos libres de droit pour diffusion sur son site Internet ou tout autre support relayant leurs actions.

En cas d'inauguration des travaux, le propriétaire invitera la Fondation pour les monuments historiques et lui permettra d'inviter certains de ses grands mécènes et les représentants de l'École d'Avignon.

**Art. 15.** - La Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura reçus, à l'exclusion de celui versé par la Fondation pour les monuments historiques.

**Art. 16.** - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

**Art. 17.** - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations ou l'un des engagements mentionnés aux articles 1<sup>er</sup>, 3, 5 et 8 de la présente convention, le propriétaire devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectué.

S'agissant de l'article 1<sup>er</sup>, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3, 5 et 8, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris à l'article 6 de la présente convention, le propriétaire devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectué pour le monument. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième année, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

**Art. 18.** - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par le propriétaire. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, le propriétaire, seul responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

**Art. 19.** - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique et sur celui du propriétaire, et remise aux mécènes (dont la Fondation de France/Fondation pour les monuments historiques). La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

**Art. 20.** - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

**Art. 21.** - La convention entrera en vigueur à compter de sa signature. La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle (et notamment le don reçu par la Fondation pour les monuments historiques, soit 10 000 €, et diminués de la retenue prévue à l'article 15 de la présente convention).

**Art. 22.** - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le *Mode d'emploi de la Demeure historique*. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,  
Jean de Lambertye  
Le propriétaire,  
Bertrand Bergerot

## Annexe I : Programme de travaux

### \* Description des travaux

Restitution des décors peints sur les solives :

- quelques retouches d'intégration sur les solives originales au niveau des coulures et des percements rebouchés au plâtre,

- l'entretien des badigeons sur les parements de la grande salle du château (superficie de la salle : 95 m<sup>2</sup>).

Travaux de menuiserie pour la restauration de la grande salle du château :

- restauration d'une porte de communication en chêne,
- restitution de deux cadres en chêne intégrés dans des boiseries,
- restauration d'un panneau de boiserie en chêne,
- restauration d'une huisserie de porte en chêne,
- restitution de la porte en chêne suivant modèle à 3 panneaux.

### \* Coût prévisionnel estimé selon la nature de la dépense

#### \* Travaux préparatoires : 2 150 € (TVA non applicable)

- Nettoyage, dépoussiérage du plafond
- Consolidations diverses couches picturales
- Réparations diverses poutres et solives

#### \* Étude, conception et réalisation du projet : 8 135,70 € (TVA non applicable)

- le repérage et le relevé
- l'étude incluant une analyse architecturale et stylistique, un relevé détaillé, les résultats des sondages et diagnostic
- une proposition de décor sur maquette en couleur
- une description des travaux préparatoires préalables à la réalisation du décor peint
- l'intervention de 20 stagiaires en formation professionnelle
- 2 encadrants technique pendant la durée du chantier

#### \* Main d'œuvre : stagiaires de l'École d'Avignon : 0 €

#### \* Travaux de menuiserie dans la grande salle du château : 2 504,60 € TTC

- restauration d'une porte de communication en chêne : 428,00 €TTC
- restitution de deux cadres en chêne intégrés dans des boiseries : 470,80 €TTC
- restauration d'un panneau de boiserie en chêne : 171,20 €TTC
- restauration d'une huisserie de porte en chêne : 139,10 €TTC
- restitution de la porte en chêne suivant modèle à 3 panneaux : 1 294,70 €TTC
- TOTAL : 12 790,30 €**

Le propriétaire,  
Bertrand Bergerot

## Annexe II : Plan de financement

Dotation de la Fondation pour les monuments historiques : 10 000 € soit environ 78 %

	Montant estimé €	%
Subventions publiques DRAC	500,90 €	4 %
Mécénat de la Fondation pour les monuments historiques	10 000,00 €	78 %
Autre(s) mécène(s)	1 252,30 €	10 %
Propriétaire + Hébergement et repas des stagiaires	1 037,10 €	8 %
Total Cofinancement	12 790,30 €	100 %

Le propriétaire,  
Bertrand Bergerot

## Annexe III

### \* Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

- Isabelle Rolet  
Peintre en décor du patrimoine  
Fresque, décor, restauration  
Le Bosquet  
84340 Entrechaux  
MDA647169  
  
- Encadrement par l'École d'Avignon  
6, rue Grivolais  
84000 Avignon  
Tel : 04 90 85 59 82

### \* Échéancier projet :

Date des travaux : 8 au 12 juillet 2013

### \* Calendrier prévisionnel de leur paiement :

Mi-juillet 2013

Le propriétaire,  
Bertrand Bergerot

### **Convention de mécénat n°2013-067 R du 22 juillet 2013 passée pour le château de Vaux-le-Vicomte entre la Demeure historique et la société civile immobilière Valterre.**

(articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine)

La présente convention concerne le parc du château de Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy (ci-après le monument), classé en totalité par arrêté du 23 juin 1965.

Elle est passée entre :

- la Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V<sup>e</sup>, agréée le 8 juillet 2008 puis le 3 mars 2011 par le ministre chargé du budget en application du 2 bis de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 bis du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;

- la société civile immobilière Valterre, propriétaire du monument, dont le siège se trouve à Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy (appelée ci-après la société civile), représentée par ses co-gérants, M. Jean-Charles de Vogüé et M. Alexandre de Vogüé, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy ;

- les associés de cette société civile, dont la liste est la suivante :

. M. de Vogüé Patrice, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 788 parts

. M<sup>me</sup> Colonna épouse de Vogüé Cristina, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 1 part

. M. de Vogüé Alexandre, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 72 parts

. M. de Vogüé Jean-Charles, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 72 parts

. M. de Vogüé Ascanio, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 72 parts

Soit 1 005 parts.

**Art. 1<sup>er</sup>.** - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. La société civile déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées du monument.

La société civile s'engage à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, elle le réduira à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

**Art. 2.** - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.



**Art. 3.** - La société civile déclare que les sociétés SEG SA, et SERV SARL et elle-même, considérées ensemble, n'ont pas réalisé de revenus ou de profits nets dans le monument globalement, sur la période 2010-2012. Elle déclare qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié à Vaux-le-Vicomte qui puissent remettre en cause la gestion désintéressée de Vaux-le-Vicomte. La SCI déclare également que les porteurs de parts de la SCI ne perçoivent pas de rémunérations qui puissent remettre en cause la gestion désintéressée de Vaux-le-Vicomte.

**Art. 4.** - La société civile s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 69 % du montant de chaque tranche ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

**Art. 5.** - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et de l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, la société civile s'engage à remettre à la Demeure historique, pour chacun des mécènes, une attestation d'absence d'empêchement conforme au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don.

Cette obligation vaut également pour les dons reçus pour financer ce projet via l'Association des amis de Vaux-le-Vicomte. Dans ce cas, le président ou le trésorier de l'association délivrera la liste des dons reçus avec le nom des mécènes correspondant de façon à ce que les propriétaires puissent attester de l'absence de lien de parenté.

**Art. 6.** - La société civile s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

**Art. 7.** - Les associés s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit, chacun en ce qui le concerne, à conserver leurs parts sociales pendant dix ans au moins à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété, à son échange, à la cession de droits indivis. Il fait également obstacle aux opérations de même nature qui porteraient sur des parts de la société civile (sauf pour cause de transmission à titre gratuit).

**Art. 8.** - En cas de succession incluant des parts sociales, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur des parts sociales, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 deviendra exigible, au *pro rata* du nombre de parts sociales en cause dans le nombre total de parts de la société civile.

**Art. 9.** - La société civile s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. La société civile devra en aviser la direction régionale du tourisme chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre la société civile et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

La société civile s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à



promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine notamment).

**Art. 10.** - La société civile s'engage à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

**Art. 11.** - Les associés s'engagent pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, chacun en ce qui le concerne, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

**Art. 12.** - La Demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

**Art. 13.** - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom de la société civile et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. L'un des co-gérants les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible.

La société civile étant assujettie à la TVA, la Demeure historique règlera le montant HT et lui laissera le soin de régler la TVA.

En conséquence, la société civile ne fera figurer dans ses comptes ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs. Elle n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

En cas de mécénat de compétence ou de mécénat en nature, la Demeure historique émettra le reçu fiscal correspondant au montant de l'aide mécénale (coût hors marge nette) sur présentation par l'entreprise mécène d'un récapitulatif des travaux réalisés, visé par l'architecte et la société civile.

**Art. 14.** - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de restitution, réparation ou de restauration historique. Les

honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

**Art. 15.** - (Sans objet).

**Art. 16.** - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par la société civile, la Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du ou des dons qu'elle aura reçus. En cas de dons émanant de mécènes étrangers, les frais de gestion comprennent le taux de change et seront fixés au cas par cas.

Dans le cas d'un mécénat de compétence ou en nature, les frais de la Demeure historique seront prélevés sur les fonds de mécénat disponibles ou feront l'objet d'une facturation au propriétaire.

**Art. 17.** - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

**Art. 18.** - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup> et 3, la société civile devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. S'agissant de l'article 1<sup>er</sup>, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant de l'article 3, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 9, la société civile devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectués pour le monument. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

**Art. 19.** - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par la société civile. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par cette dernière, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, la société civile, seule responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

**Art. 20.** - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et, le cas échéant, sur celui de la société civile), et remise au mécène pressenti. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

**Art. 21.** - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

**Art. 22.** - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure historique, d'un don irrévocable du mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 16.

**Art. 23.** - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le *Mode d'emploi de la Demeure historique*. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,  
Jean de Lambertye

Les co-gérants de la société civile,  
Patrice de Vogüé, Cristina de Vogüé, Alexandre de Vogüé,  
Jean-Charles de Vogüé et Ascanio de Vogüé

## Annexe I : Programme de travaux

Restituer l'élégance et le décor végétal de la perspective : deux allées rectilignes longent le canal qui s'étend sur près d'un kilomètre appuyant ainsi la ligne de perspective créée grâce à la plantation d'un alignement d'arbres devant une palissade de charmilles.

L'alignement replanté par Alfred Sommier en 1890 au canal de la Poêle et sur le parterre est, appelé « Quinconce », a dû disparaître : une étude phytosanitaire a prouvé le danger de ces arbres atteints de la mineuse du marronnier.

Le décor végétal ainsi restitué sera composé de tilleul

*Tilia Cordata*, choisi pour sa robustesse, sa rusticité, son port altier.

## Tranche 1 : Plantation des tilleuls et charmille le long du canal de la Poêle

Travaux	Montant HT
Fouille, désouchage éventuel nettoyage et analyse des sols	24 000 €
Réalisation des tranchées de plantation	15 000 €
Apport de terre végétale (charmilles + tilleuls)	15 000 €
Fourniture des plants de charmilles	12 000 €
Fourniture des plants de tilleuls	17 000 €
Main d'œuvre plantation	28 000 €
Investissement lié à l'entretien des deux premières saisons	40 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>145 200 €</b>

## Tranche 2 : Plantation Quinconce de 80 tilleuls environ

Travaux	Montant HT
Fouille, désouchage éventuel, nettoyage et analyse des sols	15 000 €
Réalisation des tranchées de plantation	5 500 €
Apport de terre végétale	3 200 €
Fourniture des plants de tilleuls	10 125 €
Main d'œuvre plantation	7 500 €
Investissement lié à l'entretien des deux premières saisons	23 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>64 325 €</b>

## Montant total tranche 1 + Tranche 2 : 209 525 €HT

Les co-gérants de la société civile,  
Patrice de Vogüé, Cristina de Vogüé, Alexandre de Vogüé,  
Jean-Charles de Vogüé et Ascanio de Vogüé

## Annexe II : Plan de financement

	Taux	Montant
Aide espérée des mécènes	29 %	60 000 €
DRAC (espérée)	28 %	58 080 €
Autres subventions publiques	12 %	25 730 €
Solde à la charge de la Société civile	31 %	65 715 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>209 525 €</b>

Les co-gérants de la société civile,  
Patrice de Vogüé, Cristina de Vogüé, Alexandre de Vogüé,  
Jean-Charles de Vogüé et Ascanio de Vogüé

### Annexe III

#### **\* Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux.**

En cours de consultation

#### **\* Échéancier de leur réalisation**

Tranche 1 : fin 2013

Tranche 2 : fin 2014

Suivi du chantier jusqu'en 2015- 2016

#### **\* Calendrier de leur paiement.**

3<sup>e</sup> trimestre 2013/1<sup>er</sup> trimestre 2016 selon les états d'avancement communiqués par Lionel Dubois, architecte en chef des monuments historiques.

Les co-gérants de la société civile,  
Patrice de Vogüé, Cristina de Vogüé, Alexandre de Vogüé,  
Jean-Charles de Vogüé et Ascanio de Vogüé

#### **Décision n° DS 2013-07 S du 24 juillet 2013 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le décret du 29 juin 2012 portant nomination de M. Philippe Bélaval, président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 17 juillet 2013 portant nomination de M. Philippe Personne, en qualité de chef du département des relations internationales et institutionnelles par intérim, au sein de la direction des relations extérieures et de la communication ;

Vu la décision n° 2012-25 S du 4 octobre 2012 portant délégation de signature au sein de la direction des relations extérieures et de la communication au sein du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision n° 2013-05 S du 17 juin 2013 portant modification des décisions n°s 2013-01 S, 2013-02 S, 2013-03 S et 2012-25 S portant délégation de signature au sein du Centre des monuments nationaux,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Karine Moulin, chef du département de la communication, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions :

- les engagements juridiques en recette et en dépense, d'un montant inférieur à 15 000 €HT ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les

attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;

- les formulaires d'enregistrement au dépôt légal de la Bibliothèque nationale de France et du ministère de l'Intérieur.

**Art. 2.** - Délégation de signature est donnée à M. Philippe Personne, chef du département des relations internationales et institutionnelles par intérim, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions :

- les engagements juridiques en recette et en dépense, d'un montant inférieur à 15 000 €HT ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;

- les formulaires d'enregistrement au dépôt légal de la Bibliothèque nationale de France et du ministère de l'Intérieur.

**Art. 3.** - La décision n° 2012-25 S du 4 octobre 2012 et l'article 4 de la décision n° 2013-05 S du 17 juin 2013 sont abrogés.

**Art. 4.** - La directrice générale, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative, juridique et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Philippe Bélaval

#### **Décision n° 2013-09 A du 30 juillet 2013 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le décret du 29 juin 2012 portant nomination de M. Philippe Bélaval, président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 25 juillet 2013 portant nomination de M<sup>me</sup> Camille Zvenigorosky, architecte des Bâtiments

de France faisant fonction d'administrateur de la grotte de Pair-non-Pair à compter du 8 juillet 2013,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Camille Zvenigorosky, architecte des Bâtiments de France faisant fonction d'administrateur de la grotte de Pair-non-Pair, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 15 000 €HT ;

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;

- les fiches et convention de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les conventions pédagogiques avec les autorités locales, sans impact financier pour l'établissement, d'une durée inférieure à deux ans ;

- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;

- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

**Art. 2.** - La présente délégation de signature est accordée pour l'administration de la grotte de Pair-non-Pair.

**Art. 3.** - La décision n° 2012-85 A en date du 4 octobre 2012 est abrogée.

**Art. 4.** - La directrice générale, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative, juridique et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Philippe Bélaval

<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>209 525 €</b>
--------------	--------------	------------------

Les co-gérants de la société civile,  
Patrice de Vogüé, Cristina de Vogüé, Alexandre de Vogüé, Jean-Charles de Vogüé et Ascanio de Vogüé

### Annexe III

\* Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux.

En cours de consultation

\* Échéancier de leur réalisation

Tranche 1 : fin 2013

Tranche 2 : fin 2014

Suivi du chantier jusqu'en 2015, 2016

\* Calendrier de leur paiement.

3<sup>e</sup> trimestre 2013/1<sup>er</sup> trimestre 2016 selon les états d'avancement communiqués par Lionel Dubois, architecte en chef des monuments historiques.

Les co-gérants de la société civile,  
Patrice de Vogüé, Cristina de Vogüé, Alexandre de Vogüé, Jean-Charles de Vogüé et Ascanio de Vogüé

## PATRIMOINES - MUSÉES

**Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2013 relative à l'intérim des fonctions de président de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2003-1301 du 26 décembre 2003 modifié portant création de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet ;

Vu la lettre en date du 18 mars 2013 par laquelle M. Olivier de Bernon a présenté sa démission de l'établissement



public du musée des Arts asiatiques Guimet,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'intérim des fonctions de président de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet est confié à M. Frédéric Sallet, administrateur général de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Aurélie Filippetti

**Décision n° 2013-1 du 1<sup>er</sup> juillet 2013 portant délégation de signature à l'Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles.**

La présidente,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 modifié portant Code des marchés publics ;

Vu le décret n° 2010-1367 du 11 novembre 2010 relatif à l'Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 2011 portant nomination de la présidente de l'Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu l'arrêté du 15 juin 2012 portant nomination de M. Thierry Gausseron en qualité d'administrateur général de l'Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu les décisions n°s 2012-1 et 2012-2 en date du 25 juin 2012 portant délégation de signature ;

Vu la décision en date du 24 juin 2013 portant nomination de M. Louis-Samuel Berger en qualité d'administrateur général adjoint de l'Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry Gausseron, délégation est donnée à M. Louis-Samuel Berger, administrateur général adjoint, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et au nom de la présidente, tous actes et décisions entrant dans

le cadre des compétences de cette dernière, telles qu'elles sont définies à l'article 17 du décret du 11 novembre 2010 susvisé, à l'exception :

- des points 1, 3 et 4 de l'article 17 du décret du 11 novembre 2010 susvisé,
- de l'attribution et de la révocation des logements de fonction,
- des nominations aux postes d'encadrement,
- des marchés publics et avenants à ces marchés,
- des décisions d'attribution,
- des décisions de poursuivre,
- des ordres de service de démarrage des marchés et de prolongation des marchés,
- des décisions d'affermissement de tranche,
- des prix nouveaux,
- des décisions d'acceptation des décomptes généraux et définitifs,
- des décisions de résiliation,
- des actes relatifs à la sous-traitance,
- des décisions de reconduction ou de non reconduction,
- des décisions de vérification, admission, ajournement, réfaction ou rejet,
- des décisions de réception.

**Art. 2.** - La présente décision prend effet à compter de sa signature et annule et remplace l'article 1<sup>er</sup> de la décision n° 2012-2 en date du 25 juin 2012 portant délégation de signature, cette décision demeurant en vigueur pour le restant de ses dispositions, notamment l'article 5-1 portant délégation de signature à M. Louis-Samuel Berger, directeur des ressources humaines.

Elle sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La présidente de l'Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles,  
Catherine Pégard

---



---

## PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### **Décision n° 2013-02 du 27 juin 2013 de la commission des droits d'auteur des journalistes, relative aux *Dernières Nouvelles d'Alsace*.**

La commission des droits d'auteur des journalistes,



Vu la saisine de la commission de M. Guy Meyer, délégué syndical S3C-CFDT des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, reçue le 29 avril 2013 ;

Vu la saisine de la commission de M<sup>me</sup> Michèle Herzberg, déléguée syndicale SNJ-CGT des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, reçue le 7 juin 2013 ;

Vu la saisine de la commission de M<sup>mes</sup> Laurence Rey et Marie-Sophie Korman, déléguées syndicales SNJ des *Dernières Nouvelles d'Alsace* respectivement jusqu'au 31 mai 2013 et depuis le 31 mai 2013, reçue le 11 juin 2013 ;

Vu les observations de M. Francis Hirn, directeur général des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, reçue le 24 juin 2013 ;

Vu la loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 ;

Vu le décret n° 2010-994 du 26 août 2010 ;

Vu le règlement intérieur de la commission adopté le 15 février 2012 ;

Après avoir entendu, lors de sa réunion du 26 juin 2013 :

- l'auteur de la saisine reçue le 29 mai 2013, M. Guy Meyer, délégué syndical S3C-CFDT des *Dernières Nouvelles d'Alsace* assisté de MM. Guillaume Muller et Antoine Latham, délégués syndicaux CFDT,

- l'auteur de la saisine reçue le 7 juin 2013, M<sup>me</sup> Michèle Herzberg, déléguée syndicale SNJ-CGT des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, assistée de M. Michel Frison,

- l'auteur de la saisine reçue le 11 juin 2013, M<sup>me</sup> Laurence Rey, déléguée syndicale SNJ des *Dernières Nouvelles d'Alsace* ;

- les observations de M. Francis Hirn, directeur général des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, et de M. Jean-Pierre Frank, directeur des ressources humaines,

- le rapport de MM Michel Diard et Bruno Hocquart de Turtot, rapporteurs ;

Les saisines étant jointes ;

Considérant que le délégué syndical S3C-CFDT des *Dernières Nouvelles d'Alsace* demande à la commission de mettre fin à l'avenant au contrat de travail sur les droits d'auteur soumis aux derniers embauchés, de fixer la rémunération dans le périmètre du titre de presse à 600 € au lieu des 150 € versés actuellement depuis 2003 afin de tenir compte de l'évolution du contexte et des prix et d'indexer cette rémunération sur les taux d'augmentation indiciaires annuels de branche et/ou d'entreprise, de fixer la

rémunération en vue des exploitations au-delà du périmètre du titre de presse à 600 € et d'indexer cette rémunération sur les taux d'augmentation indiciaires annuels de branche et/ou d'entreprise, de fixer au 1<sup>er</sup> janvier 2012 la date de mise en œuvre du présent accord, de fixer le montant prévu pour rétribuer la poursuite de l'exploitation au-delà de la rupture du contrat de travail à 10 % du forfait annuel payé par année d'ancienneté, sur la base du dernier forfait annuel versé ;

Considérant que la déléguée syndicale SNJ-CGT des *Dernières Nouvelles d'Alsace* demande à la commission de favoriser la reprise des négociations concernant la fixation de la période d'actualité, la fixation du montant de la rémunération pour chaque réutilisation dans tout autre titre que les *Dernières Nouvelles d'Alsace* hors de la période d'actualité dans le cadre du titre de presse, la garantie des droits moraux des journalistes et l'indépendance de la rédaction des *Dernières Nouvelles d'Alsace* par rapport aux autres titres appartenant à l'actionnaire principal des *Dernières Nouvelles d'Alsace* ;

Considérant que les déléguées syndicales SNJ des *Dernières Nouvelles d'Alsace* demandent à la commission de constater qu'il n'y a pas d'accord entre les parties, sur une cession collective automatique des œuvres des journalistes des *Dernières Nouvelles d'Alsace* au-delà du périmètre du titre, de fixer au minimum à 300 € bruts la rétribution annuelle forfaitaire au lieu des cent cinquante euros proposés par la direction dans le périmètre du titre et au-delà de la période de référence, de renvoyer les parties à reprendre les négociations pour fixer les conditions des éventuelles ré-exploitations des œuvres des journalistes des *Dernières Nouvelles d'Alsace* hors du titre initial et les rémunérations correspondantes ;

Considérant que la direction générale a proposé de procéder à l'identification d'une famille cohérente de presse par voie d'accord collectif, réitéré par accord individuel par chaque journaliste intéressé, en cas d'accord sur ce point, de fixer le montant de la rémunération au titre de la ré-exploitation dans le cadre de la famille cohérente de presse à un maximum de deux cents euros bruts par an, à défaut d'accord sur une famille cohérente de presse, de valider la clause prévoyant que les exploitations non prévues sont soumises à l'accord exprès et préalable de leur auteur exprimé à titre individuel moyennant rétribution, sans qu'il soit besoin de demander à chaque réutilisation l'accord du journaliste, de payer une somme forfaitaire maximale de cent cinquante euros bruts par an pour

rémunérer la ré-exploitation dans le périmètre du titre et au-delà de la période d'actualité et d'indexer cette prime sur les augmentations salariales annuelles des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, soit un montant maximum de 173,55 €, de valider le montant annuel alloués pour les droits d'auteur des pigistes de douze euros pour un montant de piges annuelles minimum de trois cents euros et de vingt euros au-delà de six cents euros de piges annuelles, et enfin de fixer la date de mise en œuvre de l'accord, soit à la date de conclusion de l'accord ou à celle de la décision de la commission, soit à défaut au 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

Considérant que la commission constate que de nouvelles propositions émanant tant des organisations syndicales que de la direction générale des *DNA* ont été avancées avant et pendant la réunion de la commission ;

Considérant que les élections professionnelles qui se sont déroulées le 30 mai 2013 permettent désormais à chacun de connaître précisément la représentativité de chacune des organisations syndicales de l'entreprise ;

Considérant que, selon l'article L. 132-44 du Code de la propriété intellectuelle, la commission, lorsqu'elle est saisie, « *recherche avec les parties une solution de compromis afin de parvenir à un accord* » ;

Considérant que la commission estime que seule la conclusion d'un accord collectif sur les droits d'auteur portant sur les conditions d'exploitation des œuvres des journalistes dans le périmètre des *DNA* et hors

des *DNA* permettra d'organiser de façon claire, efficace et sécurisée la ré-exploitation de ces œuvres et, en conséquence, de mettre fin à la pratique en vigueur pour les journalistes nouvellement embauchés de la conclusion de contrats de travail comportant une clause générale de cession automatique des droits sans contrepartie, pratique que la commission juge incompatible avec l'esprit de la loi du 12 juin 2009,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les parties sont invitées à reprendre les négociations afin de conclure un accord portant sur l'ensemble des sujets en discussion d'ici le 30 novembre 2013.

À défaut de conclusion d'un tel accord avant cette date, il appartiendra à la partie la plus diligente de saisir à nouveau la commission des droits d'auteur des journalistes afin qu'elle rende une décision définitive.

**Art. 2.** - La présente décision sera exécutoire si, dans un délai d'un mois, le président de la commission n'a pas demandé une seconde délibération.

**Art. 3.** - La présente décision sera notifiée à la direction générale et aux délégués syndicaux S3C-CFDT, CFDT, SNJ-CGT et SNJ des *Dernières Nouvelles d'Alsace*. Elle sera également notifiée au ministère chargé de la communication qui en assurera la publication au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président,  
Hervé Gosselin

# Mesures d'information

## Relevé de textes parus au Journal officiel

### JO n° 151 du 2 juillet 2013

#### Premier ministre

Texte n° 3 Arrêté du 30 juin 2013 portant répartition des emplois offerts aux élèves de l'École nationale d'administration achevant leur scolarité en décembre 2013.  
Texte n° 4 Arrêté du 30 juin 2013 fixant au titre de l'année 2013 la répartition dans les administrations centrales de l'État des emplois d'administrateur civil à pourvoir au choix.

#### Culture et communication

Texte n° 32 Arrêté du 28 mai 2013 portant autorisation des établissements d'enseignement supérieur d'arts plastiques relevant du ministère chargé de la culture à délivrer des diplômes nationaux et habilitation à dispenser des enseignements supérieurs d'arts plastiques.

#### Économie et finances

Texte n° 43 Arrêté du 14 juin 2013 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2012 modifié fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État

#### Intérieur

Texte n° 52 Décret du 1<sup>er</sup> juillet 2013 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis (classe fonctionnelle II) (M. Hugues Besancenot)  
Texte n° 53 Arrêté du 12 juin 2013 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs territoriaux des bibliothèques) (M. Jean-Baptiste Marchesi).

#### Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique

Texte n° 63 Arrêté du 17 juin 2013 portant nomination au conseil d'administration de l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques (IRCANTEC).

### JO n° 152 du 3 juillet 2013

#### Premier ministre

Texte n° 4 Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 octobre 2012 portant organisation du secrétariat général pour la modernisation de l'action publique.

#### Culture et communication

Texte n° 25 Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2013 modifiant la décision du 10 octobre 2012 portant délégation de signature (secrétariat général) (Mmes Florence Thibaudeau, Marléna Gorge et M. Thomas Hannebique).

#### Premier ministre

Texte n° 29 Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2013 modifiant l'arrêté du 7 juin 2013 portant nomination (secrétariats généraux pour les affaires régionales) (M. Paul-Emmanuel Grimonprez).  
Texte n° 32 Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2013 portant nomination du président de la commission générale de terminologie et de néologie

#### Intérieur

Texte n° 50 Décret du 2 juillet 2013 portant nomination du sous-préfet de Bagnères-de-Bigorre (M. Stéphane Costaglioli)  
Texte n° 51 Décret du 2 juillet 2013 portant nomination du sous-préfet de Cosne-Cours-sur-Loire (M. Denis Bruel)  
Texte n° 53 Décret du 2 juillet 2013 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre (M. Jean-Michel Vidus).

#### Culture et communication

Texte n° 56 Décret du 1<sup>er</sup> juillet 2013 portant nomination du directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette (M. Bruno Mengoli)  
Texte n° 57 Décret du 2 juillet 2013 portant nomination au conseil d'administration de l'Opéra national de Paris (M. Noël Corbin, Mme Laurence Tison-Vuillaume et M. Alexandre Grosse).  
Texte n° 58 Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 25 octobre 2011 portant nomination des membres du Conseil supérieur des messageries de presse (Mme Nathalie Collin).

### JO n° 153 du 4 juillet 2013

#### Ministère de la justice

Texte n° 6 Arrêté du 24 juin 2013 relatif à la fixation du taux de cotisation annuelle des opérateurs de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques pour la période 2013-2015.

**Économie et finances**

Texte n° 29 Arrêté du 2 juillet 2013 portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la Culture : Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

**Économie et finances**

Texte n° 30 Arrêté du 2 juillet 2013 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (pour la Culture : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 26 Arrêté du 21 juin 2013 relatif à la prorogation du mandat du comité technique de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg.

**Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique**

Texte n° 27 Arrêté du 14 juin 2013 fixant le nombre de postes ouverts aux concours (un concours externe et un concours interne) pour le recrutement des conservateurs territoriaux du patrimoine (session 2013).

**Culture et communication**

Texte n° 55 Arrêté du 25 juin 2013 portant nomination au conseil d'administration du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (M. Olivier Villalon).

**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 59 Arrêté du 27 juin 2013 portant nomination du président du comité historique de la mission interministérielle des anniversaires des deux guerres mondiales (M. Jean-Pierre Azéma).

**Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique**

Texte n° 60 Arrêté du 25 juin 2013 portant nomination au Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel (M. Sébastien Becoulet).

Texte n° 61 Arrêté du 25 juin 2013 portant nomination des correcteurs de la cinquième épreuve du concours externe d'entrée à l'École nationale d'administration de 2013.

**Conventions collectives****Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social**

Texte n° 70 Arrêté du 26 juin 2013 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des entreprises techniques au service de la création et de l'événement (n° 2717).

Texte n° 71 Arrêté du 26 juin 2013 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de la production de films d'animation (n° 2412).

Texte n° 74 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

**JO n° 154 du 5 juillet 2013****Économie et finances**

Texte n° 36 Arrêté du 26 juin 2013 portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la Culture : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

**Culture et communication**

Texte n° 16 Arrêté du 24 juin 2013 abrogeant l'arrêté du 17 juin 1998 fixant les modalités d'organisation et le déroulement de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle des services déconcentrés du ministère chargé de la culture et l'arrêté du 17 juin 1998 fixant les modalités d'organisation et le déroulement de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien des services culturels et des Bâtiments de France de classe exceptionnelle.

Texte n° 17 Arrêté du 26 juin 2013 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service d'archéologie départementale de la Charente-Maritime.

Texte n° 18 Arrêté du 27 juin 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition Joseph Cornell et les surréalistes à New York : Dali, Duchamp, Ernst, Man Ray, au musée des beaux-arts de Lyon).  
Texte n° 19 Arrêté du 27 juin 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition La Renaissance et le Rêve, au musée du Luxembourg « Paris »).

**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 20 Arrêté du 25 juin 2013 fixant au titre de l'année 2013 le nombre de postes offerts à l'examen professionnalisé réservé pour le recrutement de bibliothécaires assistants spécialisés de classe normale.

**Culture et communication**

Texte n° 78 Décret du 1<sup>er</sup> juillet 2013 portant cessation de fonctions du président de l'Établissement public du musée des arts asiatiques Guimet (M. Olivier de Bernon).

Texte n° 79 Décret du 4 juillet 2013 portant nomination du directeur du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (M. Jacques Renard).

Texte n° 80 Arrêté du 21 juin 2013 portant nomination du directeur de l'École nationale supérieure d'art de Nancy (M. Christian Debize).

Texte n° 81 Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 25 octobre 2011 portant nomination des membres du Conseil supérieur des messageries de presse (M. Dominique Gil).

**Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique**

Texte n° 83 Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 20 juin 2012 portant nomination à la commission de



recours du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État.

#### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 108 Avis n° 2013-08 du 4 juin 2013 sur un projet de loi relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes portant modification de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986

### **JO n° 155 du 6 juillet 2013**

#### **Affaires étrangères**

Texte n° 7 Décision du 28 juin 2013 fixant la répartition des emplois du réseau culturel et de coopération.

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 33 Arrêté du 4 juin 2013 relatif aux objectifs de formation, aux programmes, aux horaires et à la durée hebdomadaire des interrogations orales de première et seconde année des classes préparatoires à l'École normale supérieure de Cachan, section C, Arts et design.

Texte n° 34 Arrêté du 19 juin 2013 modifiant l'arrêté du 3 août 2005 relatif au diplôme universitaire de technologie dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur.

Texte n° 35 Arrêté du 19 juin 2013 relatif à l'organisation des études conduisant au diplôme universitaire de technologie de certaines spécialités.

Texte n° 67 Décret du 4 juillet 2013 portant approbation d'une élection à l'Académie des inscriptions et belles-lettres (M. Alain Pasquier).

#### **Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique**

Texte n° 37 Décret n° 2013-588 du 4 juillet 2013 relatif à la création d'un huitième échelon dans les grades dotés de l'échelle 6 de rémunération de la catégorie C de la fonction publique de l'État.

Texte n° 39 Décret n° 2013-590 du 4 juillet 2013 modifiant le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics.

#### **Artisanat, commerce et tourisme**

Texte n° 40 Décret n° 2013-591 du 4 juillet 2013 relatif aux chambres de métiers et de l'artisanat et aux entreprises du patrimoine vivant.

#### **Égalité des territoires et logement**

Texte n° 45 Arrêté du 27 juin 2013 portant approbation du renouvellement de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Échanges et productions radiophoniques ».

#### **Culture et communication**

Texte n° 66 Décret du 4 juillet 2013 portant nomination

de la directrice du Théâtre national de Strasbourg (M<sup>me</sup> Julie Brochen).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 79 Arrêté du 26 juin 2013 portant extension d'un accord régional (Limousin) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 80 Arrêté du 26 juin 2013 portant extension d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 81 Arrêté du 26 juin 2013 portant extension d'un accord régional (Picardie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 82 Arrêté du 26 juin 2013 portant extension d'un accord régional (Rhône-Alpes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 83 Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2013 portant extension de la convention collective nationale de la production cinématographique (n° 3097).

Texte n° 86 Avis relatif à l'extension d'un avenant et d'avenants à des accords conclus dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 89 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent.

### **JO n° 156 du 7 juillet 2013**

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 11 Arrêté du 26 juin 2013 autorisant au titre de l'année 2013 des recrutements réservés sans concours de magasiniers des bibliothèques de 2<sup>e</sup> classe.

#### **Conseil constitutionnel**

Texte n° 27 Décision n° 2013-331 QPC du 5 juillet 2013 du Conseil constitutionnel (conformité aux droits et libertés que la Constitution garantit de l'article L. 36-11 du Code des postes et des communications électroniques).

### **JO n° 157 du 9 juillet 2013**

Texte n° 1 Loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

#### **Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social**

Texte n° 21 Arrêté du 24 juin 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale de la radiodiffusion (n° 1922).

Texte n° 29 Arrêté du 24 juin 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives



dans la convention collective nationale des espaces de loisirs, d'attractions et culturels (n° 1790).

Texte n° 32 Arrêté du 24 juin 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale des cadres et agents de maîtrise des services généraux et administratifs des théâtres cinématographiques (n° 0625).

Texte n° 33 Arrêté du 24 juin 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective des mannequins adultes et des mannequins enfants de moins de seize ans employés par les agences de mannequins (n° 2397).

Texte n° 36 Arrêté du 24 juin 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale du portage de presse (n° 2683).

Texte n° 52 Arrêté du 24 juin 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective de la production audiovisuelle (n° 2642).

#### **Culture et communication**

Texte n° 60 Décret n° 2013-596 du 8 juillet 2013 supprimant la peine contraventionnelle complémentaire de suspension de l'accès à un service de communication au public en ligne et relatif aux modalités de transmission des informations prévue à l'article L. 331-21 du Code de la propriété intellectuelle.

Texte n° 61 Arrêté du 27 juin 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Le surréalisme et l'objet*, au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, galerie 1).

Texte n° 62 Arrêté du 27 juin 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Corot dans la lumière du Nord*, au musée de la Chartreuse de Douai).

Texte n° 63 Arrêté du 28 juin 2013 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel pour la gestion électronique de documents à la sous-direction des systèmes d'information.

Texte n° 114 Arrêté du 27 juin 2013 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'art de Limoges-Aubusson (M. Frédéric Bernardaud, M<sup>mes</sup> Emmanuelle Balot-Pascal et Sylvie Coquet).

Texte n° 115 Arrêté du 27 juin 2013 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'art de Limoges-Aubusson (M. Frédéric Bernardaud).

#### **Économie et finances**

Texte n° 77 Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2013 fixant la liste des personnes morales de droit public relevant des administrations publiques mentionnées au 4<sup>e</sup> de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

#### **Intérieur**

Texte n° 99 Décret du 8 juillet 2013 portant nomination du sous-préfet de Briey (classe fonctionnelle III) (M. François Proisy).

Texte n° 100 Décret du 8 juillet 2013 portant nomination de la sous-préfète de Rochefort (classe fonctionnelle III) (M<sup>me</sup> Magali Selles).

Texte n° 101 Décret du 8 juillet 2013 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire (classe fonctionnelle III) (M<sup>me</sup> Catherine Séguin).

Texte n° 102 Décret du 8 juillet 2013 portant nomination de la directrice de cabinet du préfet du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle III) (M<sup>me</sup> Béatrice Steffan).

Texte n° 103 Décret du 8 juillet 2013 portant nomination du secrétaire général de la préfecture du Tarn (M. Hervé Tourmente).

Texte n° 104 Décret du 8 juillet 2013 portant nomination de la directrice de cabinet du préfet de la région Franche-Comté, préfet du Doubs (M<sup>me</sup> Isabelle Epailard-Patriat).

Texte n° 105 Décret du 8 juillet 2013 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de Loir-et-Cher (M. Frédéric Doué).

Texte n° 106 Décret du 8 juillet 2013 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de la Drôme (M. Yves Hocde).

### **JO n° 158 du 10 juillet 2013**

#### **Culture et communication**

Texte n° 19 Décret n° 2013-601 du 8 juillet 2013 modifiant le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 20 Arrêté du 4 juillet 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Jacob Jordaens (1593-1678)* (titre provisoire), au Petit Palais, musée des Beaux-Arts de la ville de Paris).

Texte n° 21 Arrêté du 8 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation du secrétariat général.

Texte n° 57 Décret du 8 juillet 2013 portant nomination et titularisation de conservateurs généraux du patrimoine.

#### **Avis divers**

Texte n° 78 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

### **JO n° 159 du 11 juillet 2013**

#### **Économie et finances**

Texte n° 14 Décret n° 2013-603 du 9 juillet 2013 relatif à l'entrée en vigueur des dispositions figurant au 2<sup>e</sup>

du A, au B et au C du I de l'article 28 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 modifiant l'article 220 *octies* du Code général des impôts, relatif au crédit d'impôt phonographique.

#### **Écologie, développement durable et énergie**

Texte n° 29 Décret n° 2013-606 du 9 juillet 2013 portant diverses modifications des dispositions du Code de l'environnement relatives à la publicité, aux enseignes et préenseignes.

#### **Culture et communication**

Texte n° 32 Arrêté du 17 mai 2013 modifiant l'arrêté du 29 mars 2013 portant agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires.

#### **Premier ministre**

Texte n° 40 Décret du 9 juillet 2013 portant nomination à la Commission d'accès aux documents administratifs (M<sup>mes</sup> Stéphanie Gargoulaud et Claire Carbonaro).

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 105 Avis de vacance de deux emplois d'inspecteur général des affaires culturelles.

### **JO n° 160 du 12 juillet 2013**

#### **Culture et communication**

Texte n° 19 Arrêté du 4 juillet 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (rectificatif de arrêté du 18 juin 2013 NOR : MCCC1315097A).

#### **Économie et finances**

Texte n° 56 Arrêté du 20 juin 2013 modifiant l'arrêté du 27 mars 2013 portant nomination (agents comptables).

#### **Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique**

Texte n° 55 Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2013 portant établissement de la liste d'aptitude pour le recrutement dans le cadre d'emplois de conservateur territorial de bibliothèques (session 2011).

### **JO n° 161 du 13 juillet 2013**

Texte n° 1 Loi n° 2013-614 du 11 juillet 2013 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam relatif aux centres culturels.

#### **Intérieur**

Texte n° 12 Arrêté du 5 juillet 2013 approuvant des modifications apportées aux statuts d'une association reconnue d'utilité publique (Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon).

#### **Culture et communication**

Texte n° 15 Arrêté du 4 juillet 2013 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *André Le Nôtre en perspective, 1613-2013*, à

l'établissement public du musée du château de Versailles).

Texte n° 16 Arrêté du 4 juillet 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (dépôt effectué pour le *Réaménagement de l'appartement de Mesdames*, à l'établissement public du musée du château de Versailles).

Texte n° 73 Arrêté du 24 juin 2013 modifiant l'arrêté du 11 juillet 2011 portant nomination des membres de la commission paritaire prévue à l'article L. 132-44 du Code de la propriété intellectuelle.

Texte n° 74 Décret du 10 avril 2013 portant intégration directe dans le corps des conservateurs du patrimoine (rectificatif).

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 17 Arrêté du 4 juin 2013 portant définition et fixant les conditions de délivrance du brevet de technicien supérieur « métiers de l'audiovisuel » options « gestion de la production », « métiers de l'image, métiers du son », « techniques d'ingénierie et exploitation des équipements » et « métiers du montage et de la postproduction ».

#### **Premier ministre**

Texte n° 31 Arrêté du 11 juillet 2013 portant nomination dans les secrétariats généraux pour les affaires régionales (M. François Bellouard, adjoint au SGAR de La Réunion).

#### **Économie et finances**

Texte n° 81 Arrêté du 3 juillet 2013 portant nomination (agent comptable : M<sup>me</sup> Catherine Audet, École nationale supérieure d'architecture de Bretagne).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 83 Arrêté du 2 juillet 2013 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 2666).

#### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 105 Décision n° 2013-467 du 26 juin 2013 portant renouvellement d'un membre du comité territorial de l'audiovisuel de Bordeaux (M<sup>me</sup> Muriel Morlion).

Texte n° 109 Résultat de délibération modifiant la liste des paramètres RDS autorisés (Bordeaux).

### **JO n° 162 du 14 juillet 2013**

#### **Ordre national de la Légion d'honneur**

Texte n° 1 Décret du 12 juillet 2013 portant élévation aux dignités de grand'croix et de grand officier.

Texte n° 2 Décret du 12 juillet 2013 portant promotion (pour la culture : au grade de commandeur : M<sup>me</sup> Brigitte, Marie-Claude Lefèvre, M. Pierre, Louis Milza et

M<sup>me</sup> Bettina, Caroline, Germaine Rheims).  
 Texte n° 3 Décret du 12 juillet 2013 portant nomination (au grade d'officier : M. Pierre, François Lacotte).  
 Texte n° 4 Décret du 12 juillet 2013 portant promotion et nomination.

#### **Culture et communication**

Texte n° 24 Décret du 12 juillet 2013 portant cessation de fonctions du président du Centre national du livre (M. Jean-François Colosimo).  
 Texte n° 25 Arrêté du 9 juillet 2013 portant nomination (directrice régionale des affaires culturelles : M<sup>me</sup> Anne Matheron, DRAC Auvergne).

### **JO n° 163 du 16 juillet 2013**

#### **Culture et communication**

Texte n° 11 Décision du 15 juillet 2013 portant délégation de signature.

#### **Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique**

Texte n° 36 Arrêté du 24 juin 2013 portant établissement de la liste d'aptitude pour le recrutement dans le cadre d'emplois de conservateur territorial du patrimoine (session 2011).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 40 Arrêté du 2 juillet 2013 portant extension d'un avenant à l'accord national professionnel conclu dans le secteur des entreprises techniques du secteur audiovisuel.

### **JO n° 164 du 17 juillet 2013**

#### **Affaires étrangères**

Texte n° 6 Décret n° 2013-622 du 15 juillet 2013 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études de l'enseignement supérieur, signé à Bucarest le 18 octobre 2012.

#### **Économie et finances**

Texte n° 11 Décret n° 2013-623 du 16 juillet 2013 modifiant le décret n° 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'État.  
 Texte n° 38 Arrêté du 9 juillet 2013 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (pour la culture : Patrimoines et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).  
 Texte n° 39 Arrêté du 9 juillet 2013 portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la culture : Patrimoines).

#### **Culture et communication**

Texte n° 33 Arrêté du 8 juillet 2013 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation des agences de presse.

Texte n° 34 Arrêté du 9 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 6 mai 2013 pris en application de l'article L. 132-25 du Code de la propriété intellectuelle et portant extension du protocole d'accord du 20 décembre 2012 relatif aux pratiques contractuelles entre auteurs scénaristes et producteurs de fiction.

Texte n° 87 Décret du 15 juillet 2013 portant nomination du directeur général de l'Ecole nationale supérieure des métiers de l'image et du son (M. Marc Nicolas).

#### **Intérieur**

Texte n° 72 Décret du 15 juillet 2013 portant nomination du sous-préfet de Guingamp (M. Jean-Paul Mosnier).  
 Texte n° 73 Décret du 15 juillet 2013 portant nomination du sous-préfet de Vitry-le-François (M. Thierry Mailles).

Texte n° 74 Décret du 15 juillet 2013 portant nomination de la sous-préfète de Prades (M<sup>me</sup> Mireille Bossy).

Texte n° 75 Décret du 15 juillet 2013 portant nomination de la sous-préfète de Lodève (M<sup>me</sup> Barbara Wetzel).

Texte n° 76 Décret du 15 juillet 2013 portant nomination du sous-préfet de Boulogne-sur-Mer (classe fonctionnelle III) (M. Philippe Dieudonne).

Texte n° 77 Décret du 15 juillet 2013 portant cessation de fonctions du sous-préfet de Lannion (M. Pierre Simunek).

Texte n° 78 Décret du 15 juillet 2013 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon (M<sup>me</sup> Catherine Walterski).

Texte n° 80 Arrêté du 15 juillet 2013 portant cessation de fonctions du secrétaire général du territoire des îles Wallis et Futuna (M. Jean-Paul Mosnier).

Texte n° 81 Arrêté du 15 juillet 2013 portant nomination du secrétaire général du territoire des îles Wallis et Futuna (M. Pierre Simunek).

#### **Avis divers**

Texte n° 129 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative) (dont : *La dimension culturelle du Grand Paris : Rapport au Président de la République*, Mission d'études sur la dimension culturelle du Grand Paris, Daniel Janicot ; *Patrimoine mondial africain : Une diversité remarquable*, UNESCO).

### **JO n° 165 du 18 juillet 2013**

#### **Premier ministre**

Texte n° 1 Circulaire du 17 juillet 2013 relative à la simplification administrative et au protocole des relations avec les services déconcentrés.

Texte n° 2 Circulaire du 17 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du gel de la réglementation.

#### **Redressement productif**

Texte n° 42 Arrêté du 10 juillet 2013 homologuant diverses décisions de l'Autorité de régulation des

communications électroniques et des postes en date du 16 avril 2013.

#### **Justice**

Texte n° 45 Arrêté du 3 juillet 2013 portant nomination à la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (M<sup>mes</sup> Catherine Sultan, Anne Clebant, Delphine Lasne et M. Florimond Épée-Bessis).

#### **Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 95 Décision n° 2013-0521 du 16 avril 2013 fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques par les installations radioélectriques des liaisons point à point du service fixe dans la bande 1,4 GHz (1 375-1 400 MHz et 1 427-1 452 MHz).

Texte n° 96 Décision n° 2013-0522 du 16 avril 2013 fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques par les installations radioélectriques des liaisons point à point du service fixe dans la bande de fréquences 22,00-23,60 GHz.

Texte n° 97 Décision n° 2013-0523 du 16 avril 2013 fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques par les installations radioélectriques des liaisons point à point du service fixe dans la bande 32 GHz (31,8-33,4 GHz).

Texte n° 98 Décision n° 2013-0524 du 16 avril 2013 fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques par les installations radioélectriques des liaisons point à point du service fixe dans la bande de fréquences 38 GHz (37,268-38,220 GHz et 38,528-39,480 GHz).

#### **JO n° 166 du 19 juillet 2013**

##### **Économie et finances**

Texte n° 47 Arrêté du 16 juillet 2013 portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la culture : Patrimoines).

##### **Culture et communication**

Texte n° 34 Arrêté du 23 mai 2013 portant approbation d'une opération financière réalisée par la société Audiovisuel extérieur de la France.

Texte n° 35 Arrêté du 23 mai 2013 portant approbation d'une opération financière réalisée par la société France Télévisions.

Texte n° 36 Arrêté du 28 juin 2013 fixant les règles d'organisation générale, la nature, les programmes des épreuves des concours de recrutement dans le corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France ainsi que la composition des jurys.

Texte n° 81 Arrêté du 8 juillet 2013 fixant la composition de la commission paritaire des publications et agences de presse.

##### **Intérieur**

Texte n° 72 Décret du 18 juillet 2013 portant nomination

de la préfète de la Manche (M<sup>me</sup> Danièle Polve-Montmasson).

Texte n° 73 Décret du 18 juillet 2013 portant nomination du préfet de la Charente (M. Salvador Perez).

Texte n° 74 Décret du 18 juillet 2013 portant nomination de la préfète de l'Ariège (M<sup>me</sup> Nathalie Marthien).

##### **Conventions collectives**

Texte n° 102 Arrêté du 9 juillet 2013 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'animation (n° 1518).

#### **JO n° 167 du 20 juillet 2013**

##### **Économie et finances**

Texte n° 31 Arrêté du 9 juillet 2013 portant modification de l'arrêté du 30 décembre 2011 déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée.

Texte n° 32 Arrêté du 16 juillet 2013 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (pour la culture : Création, Patrimoines et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

##### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 19 Arrêté du 4 juillet 2013 fixant le montant des droits d'inscription à l'examen prévu à l'article 16 du décret n° 71-376 du 13 mai 1971 modifié relatif à l'inscription des étudiants dans les universités et les établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendants des universités.

##### **Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative**

Texte n° 27 Décret n° 2013-650 du 18 juillet 2013 modifiant le décret n° 2008-1142 du 5 novembre 2008 instituant un délégué interministériel aux grands événements sportifs.

##### **Intérieur**

Texte n° 42 Décret du 19 juillet 2013 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Guyane (classe fonctionnelle III) (M. Thierry Bonnet).

##### **Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique**

Texte n° 52 Arrêté du 12 juillet 2013 fixant la liste des élèves des instituts régionaux d'administration aptes à être titularisés (promotion 2012-2013).

##### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 113 Avis d'ouverture de la session de l'examen d'aptitude en vue de l'inscription sur la liste des personnes qualifiées en propriété industrielle mention marques, dessins et modèles (session 2014).

#### **JO n° 168 du 21 juillet 2013**

##### **Affaires étrangères**

Texte n° 5 Arrêté du 12 juillet 2013 fixant par situation



et par pays ou par localité les coefficients servant au calcul des majorations familiales servies à l'étranger pour enfant à charge aux personnels expatriés des établissements d'enseignement français à l'étranger.

#### **Culture et communication**

Texte n° 32 Décret du 19 juillet 2013 portant intégration statutaire dans le corps des conservateurs du patrimoine (MM. Stéphane Deschamps, Frédéric Lacaille et Maurice Fréchuret).

#### **JO n° 169 du 23 juillet 2013**

Texte n° 2 Loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche.

#### **Premier ministre**

Texte n° 41 Arrêté du 11 juillet 2013 portant admission à la retraite (administrateurs civils) (M<sup>me</sup> Catherine Fagart, administratrice civile hors classe).

#### **JO n° 170 du 24 juillet 2013**

#### **Économie et finances**

Texte n° 1 Arrêté du 10 juillet 2013 portant création de la mission « Médias-Culture » du service du contrôle général économique et financier.

Texte n° 23 Arrêté du 12 juillet 2013 relatif à l'octroi de la garantie de l'État à l'établissement public du musée du Louvre pour l'exposition *Printemps de la Renaissance*.

#### **Culture et communication**

Texte n° 9 Arrêté du 12 juillet 2013 complétant la liste des publications périodiques visées au titre I<sup>er</sup> du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (*Chasseur de grand gibier* et *Chasse pratique*).

Texte n° 10 Arrêté du 16 juillet 2013 portant organisation de l'enseignement supérieur d'arts plastiques dans les établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes.

Texte n° 11 Décision du 19 juillet 2013 modifiant la décision du 10 octobre 2012 portant délégation de signature (secrétariat général).

#### **Intérieur**

Texte n° 37 Décret du 23 juillet 2013 portant nomination de la sous-préfète de Provins (M<sup>me</sup> Évelyne Guyon).

Texte n° 38 Décret du 23 juillet 2013 portant nomination de la sous-préfète de Beaune (M<sup>me</sup> Anne Frackowiak-Jacobs).

Texte n° 40 Décret du 23 juillet 2013 portant nomination du sous-préfet de Libourne (M. Éric de Wispelaere).

Texte n° 41 Décret du 23 juillet 2013 portant nomination du sous-préfet de Montargis (M. Paul Laville).

Texte n° 42 Décret du 23 juillet 2013 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture de la Creuse (M. Philippe Nucho).

Texte n° 43 Décret du 23 juillet 2013 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence (M. Rodrigue Furcy).

Texte n° 44 Décret du 23 juillet 2013 portant cessation de fonctions de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne (M<sup>me</sup> Violaine Demaret).

Texte n° 45 Décret du 23 juillet 2013 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne (M<sup>me</sup> Maria-Dolorès Martinez-Pommie).

Texte n° 46 Décret du 23 juillet 2013 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor (M. Étienne Brun-Rovet).

Texte n° 47 Décret du 23 juillet 2013 portant nomination du directeur de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor (M. Gilles Queneherve).

Texte n° 48 Arrêté du 5 février 2013 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial des bibliothèques : M<sup>me</sup> Annie Cassard).

#### **Culture et communication**

Texte n° 52 Décret du 22 juillet 2013 portant nomination du directeur du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris (M. Bruno Mantovani).

#### **Avis divers**

Texte n° 82 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative) (dont : *Les ventes aux enchères publiques en France : Rapport d'activité 2012*, Conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques ; *Archéopages*, Institut national de recherche en archéologie préventive - INRAP).

#### **JO n° 171 du 25 juillet 2013**

#### **Culture et communication**

Texte n° 27 Arrêté du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au profit d'une collectivité territoriale en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Morlaix).

Texte n° 28 Arrêté du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au profit d'une collectivité territoriale en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Gray).

Texte n° 29 Arrêté du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au profit d'une collectivité territoriale en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Mulhouse).

Texte n° 30 Arrêté du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au profit d'une collectivité territoriale en application des



dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Auxerre).

Texte n° 31 Arrêté du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au profit d'une collectivité territoriale en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Menton).

Texte n° 32 Arrêté du 16 juillet 2013 autorisant le prêt d'un manuscrit médiéval appartenant à l'État (manuscrit sur parchemin du XII<sup>e</sup> siècle *Meditationes sancti Anselmi*).

Texte n° 33 Arrêté du 17 juillet 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (modification de l'arrêté du 27 juin 2013 NOR : MCCC1316187A).

Texte n° 59 Décret du 23 juillet 2013 portant nomination à la commission permanente de contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits (M. François Hurard).

Texte n° 60 Arrêté du 7 juin 2013 portant admission à la retraite (conservateur général du patrimoine : M. Gérard Fosse).

Texte n° 61 Arrêté du 15 juillet 2013 portant cessation de fonctions du directeur général de l'établissement public du musée national Picasso - Paris (M. Laurent Sorbier).

## **JO n° 172 du 26 juillet 2013**

### **Économie et finances**

Texte n° 10 Arrêté du 17 juillet 2013 portant organisation du service des achats de l'État.

Texte n° 47 Arrêté du 24 juillet 2013 portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la culture : Patrimoines).

Texte n° 48 Arrêté du 24 juillet 2013 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (pour la culture : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

### **Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social**

Texte n° 36 Arrêté du 17 juillet 2013 relatif à l'agrément de l'avenant du 29 mai 2013 modifiant l'article 3 de la convention du 6 mai 2011 relative à l'indemnisation du chômage, l'article 44 du règlement général annexé à la convention du 6 mai 2011 et l'article 60 des annexes VIII et X au règlement général annexé à la convention du 6 mai 2011.

### **Culture et communication**

Texte n° 37 Arrêté du 18 juillet 2013 fixant au titre de l'année 2013 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires du patrimoine.

### **Intérieur**

Texte n° 62 Arrêté du 12 avril 2013 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du

patrimoine : M<sup>me</sup> Pascale Soleil).

Texte n° 63 Arrêté du 27 juin 2013 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M. Valentin Rodriguez).

### **Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique**

Texte n° 68 Arrêté du 16 juillet 2013 portant nomination au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État (M<sup>me</sup> Dominique Thoby et M. David Mario Libouban).

Texte n° 69 Arrêté du 16 juillet 2013 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique (M. Jacques Feytis).

Texte n° 70 Arrêté du 18 juillet 2013 portant nomination de correcteurs et d'examineurs spéciaux des concours externe, interne et du troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration de 2013.

### **Conventions collectives**

Texte n° 77 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 78 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Franche-Comté) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

## **JO n° 173 du 27 juillet 2013**

### **Économie et finances**

Texte n° 8 Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2013-676 du 25 juillet 2013 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs.

Texte n° 9 Ordonnance n° 2013-676 du 25 juillet 2013 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs.

Texte n° 40 Décret n° 2013-680 du 24 juillet 2013 modifiant le décret n° 2007-44 du 11 janvier 2007 pris pour l'application du II de l'article 17 de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances (crédits par voie de fonds de concours).

### **Intérieur**

Texte n° 68 Décret du 25 juillet 2013 portant nomination du préfet de la région Auvergne, préfet du Puy-de-Dôme (hors classe) (M. Michel Fuzeau).

Texte n° 69 Décret du 25 juillet 2013 portant nomination du préfet de l'Essonne (hors classe) (M. Bernard Schmeltz).

Texte n° 70 Décret du 25 juillet 2013 portant nomination du préfet de la Vendée (M. Jean-Benoît Albertini).

Texte n° 71 Décret du 25 juillet 2013 portant nomination du préfet de l'Oise (M. Emmanuel Berthier).

Texte n° 72 Décret du 25 juillet 2013 portant nomination du préfet de l'Aisne (M. Hervé Bouchaert).

Texte n° 76 Décret du 25 juillet 2013 portant cessation de fonctions du sous-préfet de Neufchâteau (M. Marc Tochon).

Texte n° 77 Décret du 25 juillet 2013 portant nomination de la sous-préfète de Neufchâteau (M<sup>me</sup> Marie-Claude Lambert)

#### **Conventions collectives**

Texte n° 99 Arrêté du 18 juillet 2013 portant extension d'accords et d'avenants examinés en sous-commission des conventions et accords du 2 juillet 2013 (dont : convention collective nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.

Texte n° 101 Arrêté du 19 juillet 2013 portant extension d'avenants à la convention collective nationale de la production de films d'animation.

Texte n° 102 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 103 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 104 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

### **JO n° 174 du 28 juillet 2013**

#### **Intérieur**

Texte n° 17 Décret du 26 juillet 2013 portant cessation de fonctions du sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis (M. Sébastien Lime).

#### **Culture et communication**

Texte n° 20 Arrêté du 23 juillet 2013 portant admission à la retraite (inspection générale des affaires culturelles : M. Bruno Suzzarelli).

#### **Avis divers**

Texte n° 33 Vocabulaire de la santé

### **JO n° 175 du 30 juillet 2013**

#### **Économie et finances**

Texte n° 39 Arrêté du 19 juillet 2013 pris en application de l'article 17-IV de la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances.

#### **Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social**

Texte n° 30 Arrêté du 22 juillet 2013 portant

reconduction de l'arrêté du 25 mars 2005 modifié relatif au titre professionnel de sellier(ère) garnisseur(se).

#### **Intérieur**

Texte n° 54 Décret du 29 juillet 2013 portant cessation de fonctions de la directrice de cabinet du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine (M<sup>me</sup> Claire Chauffour-Rouillard).

Texte n° 55 Décret du 29 juillet 2013 portant nomination de la directrice de cabinet du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine (M<sup>me</sup> Sylvie Calves-Kohler).

Texte n° 56 Décret du 29 juillet 2013 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet de la préfète de Seine-et-Marne (classe fonctionnelle III) (M. Christian Michalak).

Texte n° 57 Décret du 30 juillet 2013 portant nomination du directeur de cabinet de la préfète de Seine-et-Marne (classe fonctionnelle III) (M. Pierre-Emmanuel Portheret)

Texte n° 58 Arrêté du 8 avril 2013 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M. Mathieu Dussauge).

### **JO n° 176 du 31 juillet 2013**

#### **Culture et communication**

Texte n° 25 Arrêté du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au profit d'une collectivité territoriale en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (ville de Nice).

Texte n° 26 Arrêté du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au profit d'une collectivité territoriale en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (ville de Nérac).

Texte n° 27 Arrêté du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au profit d'une collectivité territoriale en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (ville de Quimper).

Texte n° 28 Arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 19 janvier 2004 relatif aux conditions d'admission des élèves, à la durée des études, aux modalités des examens et d'attribution des diplômes de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son.

Texte n° 29 Arrêté du 23 juillet 2013 portant acceptation d'un legs à titre universel consenti à l'État.

Texte n° 62 Arrêté du 23 juillet 2013 portant nomination d'un haut fonctionnaire de défense et de sécurité adjoint et d'un fonctionnaire de sécurité des systèmes d'information (M. Philippe Avenier).

**Intérieur**

Texte n° 51 Décret du 29 juillet 2013 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture de la Savoie (M. Cyrille Le Vely).

Texte n° 52 Décret du 29 juillet 2013 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Savoie (M. François-Claude Plaisant).

**Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique**

Texte n° 64 Arrêté du 19 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 20 juin 2012 portant nomination à la commission de recours du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État.

**Conventions collectives**

Texte n° 74 Arrêté du 22 juillet 2013 portant extension d'un protocole d'accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'édition phonographique (n° 2770)

Texte n° 76 Arrêté du 22 juillet 2013 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'animation (n° 1518)

Texte n° 78 Arrêté du 22 juillet 2013 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de

l'exploitation cinématographique (n° 1307).

Texte n° 79 Arrêté du 22 juillet 2013 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur du doublage.

Texte n° 81 Arrêté du 24 juillet 2013 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'animation (n° 1518).

Texte n° 82 Arrêté du 24 juillet 2013 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des employés et ouvriers de la distribution cinématographique (n° 716) et dans le cadre de la convention collective nationale des cadres et agents de maîtrise de la distribution des films de l'industrie cinématographique (n° 892).

Texte n° 83 Arrêté du 24 juillet 2013 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de la production de films d'animation (n° 2412).

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 85 Décision n° 2013-496 du 3 juillet 2013 modifiant la décision n° 2012-810 du 16 octobre 2012 modifiant des fréquences pour la diffusion par voie hertzienne terrestre de services de télévision sur le réseau R 5.

**Réponses aux questions écrites****ASSEMBLÉE NATIONALE****JO AN du 2 juillet 2013 :**

- M. Jacques Bompard sur la décision de ne pas financer l'exposition consacrée à Albert Camus par la ville d'Aix-en-Provence, dans le cadre de «Marseille Provence 2013, capitale européenne de la culture».

(Question n° 3548-04.09.2012).

- M. Gérald Darmanin sur la démocratisation culturelle pour que les classes populaires et moyennes puissent de plus en plus avoir accès à la culture.

(Question n° 9438-13.11.2012).

- M. Hervé Féron sur le développement de la lecture publique.

(Question n° 13675-18.12.2012).

- M<sup>me</sup> Thérèse Guilbert sur la réduction des moyens attribués à la fédération des foyers ruraux du Nord et du Nord-Pas-de-Calais, fédération d'éducation populaire dont l'action est spécifiquement tournée vers

- MM. Jean-Patrick Gille et Philippe Kemel sur le financement des radios associatives locales via le

Fonds de soutien à l'expression radiophonique créée en 1982.

(Questions n°s 15783-22.01.2013 ; 20984-19.03.2013).

- M. Dominique Baert sur les ressources des radios locales associatives accomplissant une mission de communication sociale de proximité.

(Question n° 15784-22.01.2013).

- M<sup>me</sup> Isabelle Attard sur les contrats de numérisation signés par la Bibliothèque nationale de France (BnF).

(Question n° 17775-12.02.2013).

- M. Lionel Tardy sur l'application de la circulaire du 1<sup>er</sup> avril 2012 relative à l'efficacité des publications de l'État, notamment en ce qui concerne la publication numérique.

(Question n° 21309-19.03.2013).

- M. Thierry Braillard sur le développement de la danse « hip hop » dans de nombreux conservatoires et son absence au conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon.

(Question n° 21730-26.03.2013).

- M<sup>me</sup> Bérengère Poletti sur la pratique de détection.  
(Question n° 24995-23.04.2013).
- M. Christophe Cavard sur la question d'un fonds de soutien aux télévisions locales participatives.  
(Question n° 25300-30.04.2013).
- M. Jean-Pierre Allossery sur le sujet de la politique jeunesse.  
(Question n° 26848-21.05.2013).
- MM. Vincent Feltesse et Lionnel Luca sur le relèvement de 7 % à 10 % du taux de TVA sur les entrées de cinéma à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.  
(Questions n°s 27917-28.05.2013 ; 28723-04.06.2013).

#### **JO AN du 16 juillet 2013 :**

- M. François Vannson sur la réduction des moyens attribués au réseau des foyers ruraux et associations d'animation et de développement en milieu rural (FNFR), rares fédérations d'éducation populaire dont l'action est spécifiquement tournée vers les populations rurales.  
(Question n° 757-17.07.2012).
- MM. Michel Zumkeller et Philippe Meunier sur la composition du cabinet de la ministre de la Culture et de la Communication.  
(Questions n°s 7940-23.10.2012 ; 11977-27.11.2012).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur la restauration du patrimoine monumental français.  
(Question n° 24996-23.04.2013).

#### **JO AN du 23 juillet 2013 :**

- M<sup>me</sup> Catherine Beaubatie sur l'opacité des barèmes de facturation et dans la répartition des droits d'auteur de la SACEM auprès des associations et clubs de musique et de danse.  
(Question n° 18239-12.02.2013).

#### **JO AN du 30 juillet 2013 :**

- M. Guillaume Larrivé sur l'application de la loi n° 2012-287 du 1<sup>er</sup> mars 2012 relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles du xx<sup>e</sup> siècle.  
(Question n° 2762-07.08.2012).
- M. René Dosièrre sur les informations suivantes : à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2012, pour l'ensemble des membres du cabinet (fonctionnaires et contractuels) hors personnels de soutien, moyenne des trois rémunérations nettes les plus élevées, primes et indemnités comprises, le calcul étant effectué en se basant sur une durée annuelle.  
(Question n° 4133-11.09.2012).
- M. Lionel Tardy sur le nombre d'œuvres d'art contemporain acquises par ses services depuis 2010 ainsi que le coût de ces acquisitions.  
(Question n° 9633-13.11.2012).

- M. Thierry Lazaro sur les propositions formulées par la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (FNATH) lors de son 45<sup>e</sup> congrès national, notamment celle tendant à l'accessibilité effective des sites Internet publics.  
(Question n° 10593-20.11.2012).
- M. Marc Le Fur sur les sorties nationales de film dans les salles associatives situées en milieu rural.  
(Question n° 14207-25.12.2012).
- M. André Schneider sur la nécessité de faire évoluer le Code de la propriété intellectuelle au sujet de la liberté de panorama.  
(Question n° 18238-12.02.2013).
- M<sup>me</sup> Dominique Chauvel sur la tarification appliquée par la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique aux associations dans les communes de moins de 2 000 habitants.  
(Question n° 18960-19.02.2013).
- M. Hervé Féron sur l'assiette de la contribution à l'audiovisuel public.  
(Question n° 19562-26.02.2013).
- M<sup>me</sup> Martine Martinel sur l'application du dispositif anti-concentration en radio analogique, défini à l'article 41, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi n° 86-1067 et qui limite à 150 millions d'habitants la population desservie par les réseaux d'un même groupe.  
(Question n° 19930-05.03.2013).
- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créée par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant, afin de conforter le statut de directeur, à modifier la loi EPCC pour engager une réflexion au ministère de la Culture sur les conditions de transition entre ce statut et la suite de la carrière.  
(Question n° 20015-05.03.2013).
- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créée par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant à revoir des formations adaptées à destination des élus.  
(Question n° 20016-05.03.2013).
- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créée par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant, afin de conforter le statut de directeur, à modifier la loi EPCC pour prévoir un bilan



d'étape à l'issue d'une période de 3 ans, afin de permettre une inflexion si nécessaire.

(Question n° 20017-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créée par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant, afin de conforter le statut de directeur, à modifier la loi EPCC pour procéder à une évaluation à échéance de 4 ans, dans la perspective du renouvellement du mandat.

(Question n° 20018-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créée par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant, afin de conforter le statut de directeur, à modifier la loi EPCC avant l'échéance du mandat, informer le directeur suffisamment en amont avant d'ouvrir le poste.

(Question n° 20019-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créée par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant, s'agissant des représentants des personnels membres du conseil d'administration, à répondre à la question de l'articulation entre CGCT et Code du travail

(Question n° 20020-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créée par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant à faciliter le développement de l'EPCC en permettant l'adhésion de nouveaux partenaires sans que chacune des collectivités membres ait nécessairement à soumettre cette décision à délibération.

(Question n° 20021-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créée par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant à assouplir les conditions de sortie du statut d'EPCC, l'évolution du projet ou des partenariats pouvant le nécessiter.

(Question n° 20022-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du

groupe de travail créée par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant à développer les relations entre Institut français et EPCC en vue de conduire des actions à l'international.

(Question n° 20023-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créée par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant à prévoir une meilleure articulation entre ce dispositif et le système général d'enseignement supérieur.

(Question n° 20024-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créé par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant, préalablement à la création d'un établissement, à mesurer impérativement, par les collectivités publiques, la réelle volonté politique de chaque partie et définir le projet de manière approfondie.

(Question n° 20025-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créé par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant à étudier en amont l'opportunité d'autres statuts juridiques, ceci d'autant plus que la palette des instruments s'est étoffée depuis la loi du 28 mai 2010, avec la société publique locale (SPL).

(Question n° 20026-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créé par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant à s'engager à donner à la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) les moyens d'assurer son rôle d'expert et de garant de l'intérêt général (information en amont, au même titre que les autres collectivités publiques, concertation...).

(Question n° 20027-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créé par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle



(EPCC) consistant à demander à l'État de mieux prendre en compte, dans sa participation financière, les surcoûts liés à la structuration administrative des établissements.

(Question n° 20028-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créé par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant à mieux articuler la participation des services centraux et décentralisés du ministère de la Culture et de la Communication, les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) devant être davantage épaulées pour suivre les thématiques pointues.

(Question n° 20029-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créé par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant à désigner un référent EPCC au sein du ministère (un profil de juriste au secrétariat général). Pôle ressource transversal, il serait un point d'appui tant pour les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) que pour les élus et professionnels. L'un de ses rôles serait, en concertation avec le ministère de l'Intérieur, de centraliser les arrêtés préfectoraux de création d'EPCC.

(Question n° 20030-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créé par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant à ce que le ministère des Finances interprète favorablement les dispositions législatives relatives à la taxe sur les salaires (articles 231 du CGI et L. 5111-1 du CGCT).

(Question n° 20031-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créé par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant à, à défaut, inscrire l'EPCC à caractère administratif au titre des dérogations à l'assujettissement à la taxe sur les salaires prévues à l'article 231 du CGI.

(Question n° 20032-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créé par la commission de la culture,

de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant à former les comptables publics aux spécificités des EPCC et, plus généralement, des secteurs culturels.

(Question n° 20033-05.03.2013).

- M. Christian Estrosi sur la recommandation du groupe de travail créé par la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat sur l'application de la loi du 22 juin 2006 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) consistant, afin de conforter le statut de directeur, à modifier la loi EPCC pour faire passer la durée du mandat initial du directeur à 5 ans (au lieu de l'option 3 à 5 ans).

(Question n° 20034-05.03.2013).

- M<sup>me</sup> Virginie Duby-Muller sur le mode de calcul des droits d'auteur versés par les petites associations à la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM).

(Question n° 20431-05.03.2013).

- M. Hervé Féron sur les conséquences du piratage sur l'industrie musicale.

(Question n° 22574-02.04.2013).

- M<sup>me</sup> Isabelle Attard sur le remboursement de la rémunération pour copie privée que peuvent demander les professionnels.

(Question n° 23672-09.04.2013).

- M. Guillaume Chevrollier sur la gestion du Centre national du cinéma, épinglée d'ailleurs par la Cour des comptes.

(Question n° 23894-16.04.2013).

- M<sup>me</sup> Martine Martinel sur la fusion projetée entre l'Agessa et la Maison des artistes.

(Question n° 24382-16.04.2013).

- M. Jean-Pierre Allossery sur les centres de formation de musiciens intervenant à l'école (CFMI).

(Question n° 24727-23.04.2013).

- M<sup>me</sup> Huguette Bello, MM. Marcel Rogemont, Christian Kert, M<sup>me</sup> Jeanine Dubié, MM. Hervé Féron, Pierre-Alain Muet, Serge Janquin, Hervé Mariton et Guy Delcourt sur les difficultés que rencontrent actuellement les centres de formation de musiciens intervenant à l'école (CFMI) pour continuer à remplir les missions de formation artistique, supérieure et professionnelle que les ministères de l'Éducation nationale, de la Culture et de l'Enseignement supérieur leur ont confiées.

(Questions n°s 24760-23.04.2013 ; 25492-30.04.2013 ; 25495-30.04.2013 ; 25501-30.04.2013 ; 26050-07.05.2013 ; 28225-04.06.2013 ; 28941-11.06.2013 ; 28947-11.06.2013 ; 29491-18.06.2013).

- M. Frédéric Roig sur la loi de 1947 qui régit la

distribution de la presse.

(Question n° 25057-23.04.2013).

- M. Jacques Bompard sur l'éventuelle décoration de M. Bob Dylan de l'ordre de la Légion d'honneur.

(Question n° 26613-21.05.2013).

- M<sup>me</sup> Isabelle Le Callennec sur le contrôle des programmes télévisés par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

(Question n° 27162-28.05.2013).

- M. Jean-Pierre Decool sur l'inquiétude des bailleurs sociaux suite à la publication du décret du 30 novembre 2012 relatif aux conditions de prise en charge des fouilles par le Fonds pour l'archéologie préventive.

(Question n° 27691-28.05.2013).

- M. Jean-Claude Bouchet sur les conclusions du rapport Lescure sur la fiscalité du numérique dans le domaine culturel.

(Question n° 28048-04.06.2013).

- M. Jean-Jacques Candelier sur l'évolution, dans son domaine de compétences, du plafond des autorisations d'emplois entre 2013 et 2014, exprimée en équivalents temps plein travaillé.

(Question n° 28416-04.06.2013).

- M. Gérard Darmanin sur l'éducation artistique et culturelle en France.

(Question n° 28974-11.06.2013).

- M<sup>me</sup> Marie-Hélène Fabre, M. Michel Liebgott, M<sup>me</sup>

Annie Le Houerou et M. Marc Le Fur sur le passage de 7 % à 10 % de la TVA sur les ventes de billets de cinéma.

(Questions n°s 29300-11.06.2013 ; 30715-25.06.2013 ; 32187-09.07.2013 ; 32949-16.07.2013).

- M. Jean-Jacques Candelier sur l'action, dans son administration, vis-à-vis du plan d'action en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les administrations publiques.

(Question n° 29575-18.06.2013).

## SÉNAT

### JO S du 4 juillet 2013 :

- M<sup>me</sup> Delphine Bataille sur le taux de taxe sur la valeur ajoutée sur les entrées des salles de cinéma.

(Question n° 06779 -06.06.2013).

### JO S du 18 juillet 2013 :

- M. François Calvet sur le don annoncé des Archives nationales, concernant la tragédie de Thiaroye du 1<sup>er</sup> décembre 1944, au Sénégal.

(Question n° 02670 -25.10.2012).

## Divers

### Modification au 15 juillet 2013 de la composition de la Commission supérieure et de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels pour la période triennale courant à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012.

1) Commission supérieure :

Membres magistrats de la cour d'appel de Paris :

- M<sup>me</sup> Line Tardif, conseillère à la cour d'appel de

Paris, membre suppléant, en remplacement de M. Norbert Gurtner.

2) Commission du premier degré :

Membres représentant les directeurs de journaux, agences de presse et entreprises de communication audiovisuelle :

- M. Xavier Genovesi, membre suppléant, en remplacement de M<sup>me</sup> Hélène Mechin.

Représentants régionaux des membres de la commission du premier degré :

Région	Titulaire employeur	Titulaire journaliste	Suppléant employeur	Suppléant journaliste
Alpes	Jean-Claude Garrigues		En cours de désignation	
Aquitaine	Jean Marziou		En cours de désign ation	
Champagne Picardie	Marie-Jeanne Bletner		En cours de désignation	
Normandie	Denis Huertas		Thierry Rabiller	
Provence			Jean-Claude Prin	
Dom-Tom	Maximin Chane Ki-Chune		André Gerce	

**Rectificatif de la liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (lot 13H), parue au *Bulletin officiel n° 221* (avril 2013).**

La liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (lot 13H), parue au *Bulletin officiel n° 221* (avril 2013) est modifiée ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

**Juillet 2012**

5 juillet 2012	M <sup>me</sup> ABDERRAHIM Laure	ENSA-Versailles
----------------	----------------------------------	-----------------

Lire :

**Juillet 2012**

5 juillet 2012	M <sup>me</sup> ABDERRAHIM Lauren	ENSA-Versailles
----------------	-----------------------------------	-----------------

**Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 13N).**

**Mai 2007**

6 mai 2007	M <sup>me</sup> MARUEJOULS Jordane	ENSA-Bretagne
------------	------------------------------------	---------------

**Février 2011**

9 février 2011	M. MATHIEU Clément	ENSA-Versailles
----------------	--------------------	-----------------

11 février 2011	M <sup>me</sup> TOURNIER Anne-Aël	ENSA-Versailles
-----------------	-----------------------------------	-----------------

**Novembre 2011**

10 novembre 2011	M. DANIEL Baptiste	ENSA-Bretagne
------------------	--------------------	---------------

**Février 2012**

8 février 2012	M. DEMTCHINSKY Pierre	ENSA-Versailles
----------------	-----------------------	-----------------

11 février 2012	M <sup>lle</sup> ANTIER Lucille	ENSA-Nantes
-----------------	---------------------------------	-------------

**Juillet 2012**

4 juillet 2012	M. SOMMERVOGEL Quentin	ENSA-Versailles
----------------	------------------------	-----------------

4 juillet 2012	M <sup>me</sup> TE HOK Sonia	ENSA-Versailles
----------------	------------------------------	-----------------

5 juillet 2012	M <sup>m</sup> OBERKAMPF DE DABRUN Cécile	ENSA-Versailles
----------------	---	-----------------

10 juillet 2012	M <sup>me</sup> ABIKCHI Rachida	ENSA-Bretagne
-----------------	---------------------------------	---------------

10 juillet 2012	M <sup>me</sup> BEAUFILS Mélanie	ENSA-Bretagne
-----------------	----------------------------------	---------------

10 juillet 2012	M <sup>me</sup> BOINET Pauline	ENSA-Bretagne
-----------------	--------------------------------	---------------

10 juillet 2012	M <sup>me</sup> BOULLIE Mathilde	ENSA-Bretagne
-----------------	----------------------------------	---------------

10 juillet 2012	M. BRION Thomas	ENSA-Bretagne
-----------------	-----------------	---------------

10 juillet 2012	M <sup>me</sup> BUFFETRILLE Johanna	ENSA-Bretagne
-----------------	-------------------------------------	---------------

10 juillet 2012	M. BUGEL Quentin	ENSA-Bretagne
-----------------	------------------	---------------

10 juillet 2012	M. CASTEL Steve	ENSA-Bretagne
-----------------	-----------------	---------------

10 juillet 2012	M. CUCULI Julien	ENSA-Bretagne
-----------------	------------------	---------------

10 juillet 2012	M <sup>me</sup> DESVAUX Éléonore	ENSA-Bretagne
-----------------	----------------------------------	---------------

10 juillet 2012	M <sup>me</sup> DUVAL Victoria	ENSA-Bretagne
-----------------	--------------------------------	---------------

10 juillet 2012	M. FDIDA Franck	ENSA-Bretagne
-----------------	-----------------	---------------

10 juillet 2012	M <sup>me</sup> GAILLEDREAU Céline	ENSA-Bretagne
-----------------	------------------------------------	---------------

10 juillet 2012	M <sup>m</sup> HOUEIX Anaïs	ENSA-Bretagne
-----------------	-----------------------------	---------------

10 juillet 2012	M. HUET Yann	ENSA-Bretagne
-----------------	--------------	---------------

10 juillet 2012	M <sup>m</sup> LABAS Julie-Morgane	ENSA-Bretagne
-----------------	------------------------------------	---------------

10 juillet 2012	M. LAMOTTE Doniphane	ENSA-Bretagne
10 juillet 2012	M <sup>me</sup> LE MOIGNE Sophie	ENSA-Bretagne
10 juillet 2012	M <sup>me</sup> LE TROADEC Ophélie	ENSA-Bretagne
10 juillet 2012	M. MARTINEAU Axel	ENSA-Bretagne
10 juillet 2012	M <sup>me</sup> MELEDER Amelie	ENSA-Bretagne
10 juillet 2012	M <sup>me</sup> PERWUELZ Julia	ENSA-Bretagne
10 juillet 2012	M <sup>me</sup> PEUCH Louise	ENSA-Bretagne
10 juillet 2012	M. PIPARD Maxime	ENSA-Bretagne
10 juillet 2012	M <sup>me</sup> PLESTAN Isabelle	ENSA-Bretagne
10 juillet 2012	M <sup>me</sup> POULIQUEN Morgane	ENSA-Bretagne
10 juillet 2012	M <sup>me</sup> RENAULT Emmanuelle	ENSA-Bretagne
10 juillet 2012	M <sup>me</sup> SAUCEREAU Camille	ENSA-Bretagne
10 juillet 2012	M <sup>me</sup> VERNIER Elodie	ENSA-Bretagne
10 juillet 2012	M <sup>me</sup> XIAO Jia	ENSA-Bretagne
28 juillet 2012	M. SAUVESTRE Antoine	ENSA-Bretagne
<b>Août 2012</b>		
13 août 2012	M <sup>me</sup> LE COUSTER Anne-Gaëlle	ENSA-Bretagne
28 août 2012	M. GRIVEAU Emilien	ENSA-Bretagne
<b>Septembre 2012</b>		
3 septembre 2012	M <sup>me</sup> LOUAISIL Lenaig	ENSA-Bretagne
5 septembre 2012	M. LACROIX Benoît	ENSA-Bretagne
5 septembre 2012	M <sup>me</sup> TREVIEN Alice	ENSA-Bretagne
10 septembre 2012	M. HEBERT Michaël	ENSA-Bretagne
10 septembre 2012	M. OLLIVIER Ian	ENSA-Bretagne
12 septembre 2012	M. BENOIT Thomas	ENSA-Bretagne
12 septembre 2012	M <sup>me</sup> DE SOLERE Flore	ENSA-Bretagne
12 septembre 2012	M. FARFAN Renzo	ENSA-Bretagne
12 septembre 2012	M. LE DILY Morgan	ENSA-Bretagne
12 septembre 2012	M <sup>me</sup> MARTIN Emmanuelle	ENSA-Bretagne
12 septembre 2012	M <sup>me</sup> MAURICE Margaux	ENSA-Bretagne
12 septembre 2012	M <sup>me</sup> NCIRI Nada	ENSA-Bretagne
13 septembre 2012	M <sup>me</sup> CLOAREC Noémi	ENSA-Bretagne
13 septembre 2012	M <sup>me</sup> GONZALEZ Anna	ENSA-Bretagne
13 septembre 2012	M. THOMAS Ronan	ENSA-Bretagne
22 septembre 2012	M <sup>me</sup> DUPEUX Anne-Laure	ENSA-Bretagne
26 septembre 2012	M. GOBIN Mikaël	ENSA-Bretagne
26 septembre 2012	M <sup>me</sup> MORVAN Justine	ENSA-Bretagne
27 septembre 2012	M. BUISSON Matthieu	ENSA-Strasbourg
27 septembre 2012	M. GOUDAL David	ENSA-Bretagne
27 septembre 2012	M <sup>me</sup> GUIHEUX Lucie	ENSA-Bretagne
27 septembre 2012	M <sup>me</sup> LEGROS Blandine	ENSA-Bretagne
27 septembre 2012	M <sup>me</sup> ROJO PAREDES Julia	ENSA-Bretagne
28 septembre 2012	M <sup>me</sup> BEAUFILS Marion	ENSA-Bretagne
29 septembre 2012	M. HECQUET Géraud	ENSA-Bretagne

**Octobre 2012**

1 <sup>er</sup> octobre 2012	M. CHENARD Thibault	ENSA-Bretagne
1 <sup>er</sup> octobre 2012	M <sup>me</sup> GUEGAN Pauline	ENSA-Bretagne
1 <sup>er</sup> octobre 2012	M. LEON Julien	ENSA-Bretagne
1 <sup>er</sup> octobre 2012	M <sup>me</sup> PALKOVA Eva	ENSA-Bretagne
1 <sup>er</sup> octobre 2012	M <sup>me</sup> PERRINIAUX Charline	ENSA-Bretagne
1 <sup>er</sup> octobre 2012	M <sup>me</sup> PESTEL Lou	ENSA-Bretagne
1 <sup>er</sup> octobre 2012	M. PINCEMIN Ronan	ENSA-Bretagne
1 <sup>er</sup> octobre 2012	M. RAIMBAULT Basile	ENSA-Bretagne
1 <sup>er</sup> octobre 2012	M <sup>me</sup> ROUSSELET Elodie	ENSA-Bretagne
1 <sup>er</sup> octobre 2012	M. SIMON Nicolas	ENSA-Bretagne
2 octobre 2012	M <sup>me</sup> BINET Amandine	ENSA-Bretagne
2 octobre 2012	M <sup>me</sup> DAUTEL Anne-Héloïse	ENSA-Bretagne
2 octobre 2012	M <sup>me</sup> KIECKEN Juliette	ENSA-Bretagne
2 octobre 2012	M. LE CLERC Jean Malo	ENSA-Bretagne
2 octobre 2012	M. LE CLOIREC Fabien	ENSA-Bretagne
2 octobre 2012	M. LEBOSSÉ Gaetan	ENSA-Bretagne
3 octobre 2012	M <sup>me</sup> PHILLIPS Helen	ENSA-Bretagne
4 octobre 2012	M <sup>me</sup> BURON Lisa	ENSA-Bretagne
8 octobre 2012	M <sup>me</sup> JUBRÉ Léa	ENSA-Bretagne
8 octobre 2012	M. POUTEAU Maxime	ENSA-Bretagne
10 octobre 2012	M <sup>me</sup> BOUCAULT Émilie	ENSA-Bretagne
10 octobre 2012	M. CHENEL Léo	ENSA-Bretagne
10 octobre 2012	M <sup>me</sup> COUËFFÉ Clémentine	ENSA-Bretagne
10 octobre 2012	M <sup>me</sup> DELÉPINE Marine	ENSA-Bretagne
10 octobre 2012	M <sup>me</sup> DUTHOIT Clémentine	ENSA-Bretagne
10 octobre 2012	M <sup>me</sup> LE BIHAN Charlotte	ENSA-Bretagne
10 octobre 2012	M <sup>me</sup> LE GALL Florence	ENSA-Bretagne
10 octobre 2012	M. LE GALL Nicolas	ENSA-Bretagne
10 octobre 2012	M. SOUCHARD Timothée	ENSA-Bretagne
17 octobre 2012	M <sup>me</sup> LE GUHENNEC Julie	ENSA-Bretagne
18 octobre 2012	M <sup>me</sup> HELARY Audrey	ENSA-Bretagne
19 octobre 2012	M <sup>me</sup> CHARPENTIER Manon	ENSA-Bretagne
23 octobre 2012	M <sup>me</sup> CHATELUS Solveig (ép.MARQUER)	ENSA-Bretagne
23 octobre 2012	M <sup>me</sup> JUBLANC Ann-Elynn	ENSA-Bretagne
26 octobre 2012	M <sup>me</sup> BANDEIRA Maéva	ENSA-Bretagne
26 octobre 2012	M <sup>me</sup> LEBEAU Frédérique	ENSA-Bretagne
26 octobre 2012	M. PRIGENT Thomas	ENSA-Bretagne

**Novembre 2012**

15 novembre 2012	M <sup>me</sup> LASSALLE Sandrine	ENSA-Bretagne
19 novembre 2012	M. RICHARD Matthieu	ENSA-Bretagne
19 novembre 2012	M <sup>me</sup> TIREL Audrey	ENSA-Bretagne

**Décembre 2012**

3 décembre 2012	M <sup>me</sup> OLIVIER Lucie	ENSA-Bretagne
12 décembre 2012	M <sup>me</sup> QUEAU Lara	ENSA-Bretagne
15 décembre 2012	M. GRIFFON Antoine	ENSA-Bretagne



**Février 2013**

7 février 2013 M. PIERRE Adrien ENSA-Versailles

**Avril 2013**

3 avril 2013 M<sup>me</sup> BLANCHARD Caroline ENSA-Bretagne

**Juin 2013**

18 juin 2013 M<sup>me</sup> DOZIER Pauline ENSAP-Lille

**Juillet 2013**

3 juillet 2013 M<sup>me</sup> BONAMY Marine ENSAP-Lille

3 juillet 2013 M<sup>me</sup> BOREY Stephanie ENSAP-Lille

3 juillet 2013 M<sup>me</sup> CACHINHO Julie ENSAP-Lille

3 juillet 2013 M<sup>me</sup> DOUAY Cyrielle ENSAP-Lille

3 juillet 2013 M<sup>me</sup> GIL Julia ENSAP-Lille

3 juillet 2013 M<sup>me</sup> GORCE Marie ENSAP-Lille

3 juillet 2013 M<sup>me</sup> HUE Mathilde ENSAP-Lille

3 juillet 2013 M. LAPERRELLE Julien ENSAP-Lille

3 juillet 2013 M. LECLERC Clément ENSAP-Lille

3 juillet 2013 M. LECOQ Leo ENSAP-Lille

3 juillet 2013 M. MARCHAISSEAU Julien ENSAP-Lille

3 juillet 2013 M<sup>me</sup> MERIOT Adeline ENSAP-Lille

3 juillet 2013 M. TANQUEREY Nicolas ENSAP-Lille

3 juillet 2013 M<sup>me</sup> VANNIER Camille ENSAP-Lille

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> ARAZ Ceren ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M. BARRERE Paul ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> BEHAGHEL Sébastiane ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M. BERNARD Stephane ENSAP-Lille

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> BIESSE Juliette ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> BILLON Eliane ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> BONNEFOY Marine ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M. BRUNO Antoine ENSAP-Lille

4 juillet 2013 M. BUIRETTE Aymar ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> CARRAT Anne ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> DEBELLE Marielle ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> DEMIREL Eda ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> DESVIGNES Perrine ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M. DJEFFAL Younes ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M. DUCRET Sébastien ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> DUMAS Stephanie ENSAP-Lille

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> DUPHIL Maud ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M. DUTRIEUX Florent ENSAP-Lille

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> ETTORI Emilie ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M. FANG Yuan ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M. FROMENT Thomas ENSAP-Lille

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> FUZELLIER Lucille ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> GALLEYRAND Claire ENSA-Lyon

4 juillet 2013 M<sup>me</sup> GAUNAND Louise ENSA-Lyon

4 juillet 2013	M <sup>me</sup> GRANGE Léa	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> HENRY Estelle	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. HOURS Matthieu	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. IPERT Johan	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. KHATTECH Elyes	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> LAEBENS Zoe	ENSAP-Lille
4 juillet 2013	M. LAFUENTE Gonzalo	ENSAP-Lille
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> LAGER Fanny	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> LAMBERTON Anaïs	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> LE ROCH Céline	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> LECLERC Camille	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> LEROY Claire	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. LURIN Xavier	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> MARGUIRON Flavie	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> MARTIN Alexia	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> MENARDI Cyrielle	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. MENZEL Julien	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> MEYNIER Mélanie	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. MOULIN Bastien	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> MUGNIER Sarah	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. NGUYEN Tan Anh Minh	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. PAPET Kevin	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> PARDON Estelle	ENSAP-Lille
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> PERRET Stéphanie	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> PICCHINENNA Flora	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> PINOTEAU Cecile	ENSAP-Lille
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> POJER Cécile	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> POUILLAIN Gwladys	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> RAKOVSKA Diana	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. RIBEIRO Ugo	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> ROCHE Camille	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> ROY Claire	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. SCHMITT Vincent	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. SOTO SALAZAR Juan Pablo	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. SPENNATO Anthony	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. TERENCE'YEV Anton	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. TRAN Quang Thai	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. TRESSERAS Mathieu	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. WIEDER Vincent	ENSA-Lyon
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> AHAMADI Ibtiassam	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M.. ARNAUD Albin	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> ARROUY Charlene	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. BALANZATEGUI Txomin	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. BELLANGER Thomas	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> BOLLET Camille	ENSAP-Bordeaux

5 juillet 2013	M <sup>me</sup> BONNEAU Lila	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> BORIE Manon	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> BOUCHER Juliette	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> BOUTIN Clémence	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> BRAKA Stéphanie	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> BUIS Audrey	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> CATOR Amandine	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> CELERIER Elsa	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> CHARLOT Marie-Céline	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> CLOTIS Agnès	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> DANIELCZYK Delphine	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. DE MARCO Ugo	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. DURIS Kévin	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> DUTOIR Laura	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> EL MRANI Salma	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> ESCAFFRE-FAURE Caroline	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. ESTEVES TAVARES PEREIRA Alipio	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> GADENNE Lucie	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. GENTY Timothé	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> GIREME Margaux	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. GUILLON Vincent	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> GUINARD Marie	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. HAUSELMANN Martin	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> ITURRIA Virginie	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> JOLY Caroline	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. LIGNER Franck	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. LOISIER Thomas	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. MARIOLLE Kevin	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. MARTINEAU Julien	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. MASSABUAU Thomas	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. MEDJEBEUR Youssouf	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. MILHE Gabriel	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. MILI Karim	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> MOLLARET Camille	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> MORANT Emilie	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. MOULUCOU Arthur	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> MOUSTIES Nadine	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> MURUA BERRA Maindi	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. NEVEU Yannick	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. OMARI Jibril	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. PELLEGRIN Arnaud	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> PIGE Chloé	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. POINTILLART Maxime Charles	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> PUECH-PELIPENKO Margaux	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. REY Jeremy	ENSAP-Bordeaux

5 juillet 2013	M. RINIERI Pierre	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> ROY Marine	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> SELLERON Fanny	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. SPINELLA Salvatore	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> STERKENDRIES Eloise	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> TAPIE Marion	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M <sup>me</sup> VAREIL Fanny	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. VERGNE Arthur	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. VILLEGENTE Stéphane	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. VOUTERS Alix	ENSAP-Bordeaux
5 juillet 2013	M. WEISEN Jean-Michel	ENSAP-Bordeaux

**Liste des architectes diplômés d'État ayant obtenu l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en leur nom propre (Lot 130).**

**Mai 2011**

24 mai 2011	M. BELLEC Mathieu	ENSA-Bretagne
24 mai 2011	M <sup>me</sup> GUITTON Camille	ENSA-Bretagne
24 mai 2011	M <sup>me</sup> LACAZE-YVARS Rosine	ENSA-Bretagne
24 mai 2011	M <sup>me</sup> LEMEE Sophie	ENSA-Bretagne
24 mai 2011	M. MEYER Guy-Noël	ENSA-Bretagne
24 mai 2011	M. PINAULT Fabien	ENSA-Bretagne
25 mai 2011	M. CHICARD Damien	ENSA-Bretagne
25 mai 2011	M <sup>me</sup> DENFERT Charlène	ENSA-Bretagne
25 mai 2011	M <sup>me</sup> GAHERY Laure	ENSA-Bretagne
25 mai 2011	M <sup>me</sup> JAPPÉ Marine	ENSA-Bretagne
25 mai 2011	M <sup>me</sup> JOUËT Chloé	ENSA-Bretagne
25 mai 2011	M. LEQUAI Timothée	ENSA-Bretagne
26 mai 2011	M. BOUET Daniel	ENSA-Bretagne
26 mai 2011	M. BOUGARAN Tony	ENSA-Bretagne
26 mai 2011	M <sup>me</sup> CARDIN Hélène	ENSA-Bretagne
26 mai 2011	M. DAUVILLIER Raphaël	ENSA-Bretagne
26 mai 2011	M. DOREL Vincent	ENSA-Bretagne
26 mai 2011	M <sup>me</sup> GUEZO Julie	ENSA-Bretagne
26 mai 2011	M. KOUAKOU Eric	ENSA-Bretagne
26 mai 2011	M. LAUNAY Benjamin	ENSA-Bretagne
26 mai 2011	M <sup>me</sup> LE PICHON Hélène	ENSA-Bretagne
26 mai 2011	M. MOTTE Charles	ENSA-Bretagne
26 mai 2011	M. RUBIN Samuel	ENSA-Bretagne
27 mai 2011	M <sup>me</sup> ALBERT Pauline	ENSA-Bretagne
27 mai 2011	M <sup>me</sup> AUBIN Jessica	ENSA-Bretagne
27 mai 2011	M. BOUYER Marc Antoine	ENSA-Bretagne
27 mai 2011	M <sup>me</sup> COSSEC Tifenn	ENSA-Bretagne
27 mai 2011	M <sup>me</sup> GOULEY Juliette	ENSA-Bretagne
27 mai 2011	M <sup>me</sup> KERMOAL Aurélie	ENSA-Bretagne



27 mai 2011	M <sup>me</sup> KOWALCZYK Julie	ENSA-Bretagne
27 mai 2011	M <sup>me</sup> LANDEAU Fanny	ENSA-Bretagne
27 mai 2011	M <sup>me</sup> MESLÉ Madeleine	ENSA-Bretagne
27 mai 2011	M. SUSINI Antoine	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M. BAGLIN Francois	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M. BOULCH Sylvain	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M <sup>me</sup> CLAUSTRES Aurélie	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M. EPIARD Guillaume	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M. FOURRIER Pierre	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M <sup>me</sup> JARNO Maud	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M <sup>me</sup> LABBE Julie	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M <sup>me</sup> LE DENMAT Sonia	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M. LE TALLEC Ludovic	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M. LESAGE Guillaume	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M <sup>me</sup> MARTIN Charlotte	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M <sup>me</sup> MAUDET Léa	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M <sup>me</sup> MENEGHINI Silvia	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M <sup>me</sup> NEMESIN Marie	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M <sup>me</sup> PHILIPPE Sarah	ENSA-Bretagne
30 mai 2011	M. RODRIGUES Nicolas	ENSA-Bretagne
31 mai 2011	M <sup>me</sup> DUBOIS Emilie	ENSA-Bretagne
31 mai 2011	M <sup>me</sup> GEORGET Laurianne	ENSA-Bretagne
31 mai 2011	M. GOSSET Thomas	ENSA-Bretagne

### Septembre 2012

17 septembre 2012	M <sup>me</sup> BRUNELAT Claire	ENSA-Bretagne
17 septembre 2012	M <sup>me</sup> COUREAU Mélisa	ENSA-Bretagne
17 septembre 2012	M <sup>me</sup> COURIAS Magali	ENSA-Bretagne
17 septembre 2012	M. DANIEL Baptiste	ENSA-Bretagne
17 septembre 2012	M. DAVID Melaine	ENSA-Bretagne
17 septembre 2012	M <sup>me</sup> FERRIER Chloé	ENSA-Bretagne
17 septembre 2012	M. GRIGNON Alexandre	ENSA-Bretagne
17 septembre 2012	M <sup>me</sup> LE CARRER Héloïse	ENSA-Bretagne
17 septembre 2012	M. PINEAU Nicolas	ENSA-Bretagne
17 septembre 2012	M <sup>me</sup> PONTÉ Mathilde	ENSA-Bretagne
18 septembre 2012	M <sup>me</sup> CATHELIN Sabrina	ENSA-Bretagne
18 septembre 2012	M. CRESPO ENCISO Hugo	ENSA-Bretagne
18 septembre 2012	M. DELALANDE Pierre Loïc	ENSA-Bretagne
18 septembre 2012	M. GILLET Romain	ENSA-Bretagne
18 septembre 2012	M <sup>me</sup> HERVIEU Clémence	ENSA-Bretagne
18 septembre 2012	M <sup>me</sup> JAOUEN Solen	ENSA-Bretagne
18 septembre 2012	M <sup>me</sup> LEBAILLY Claire	ENSA-Bretagne
18 septembre 2012	M <sup>me</sup> MICHEL Charline	ENSA-Bretagne
18 septembre 2012	M. NEAU Michael	ENSA-Bretagne
18 septembre 2012	M. NOTARDONATO Antoine	ENSA-Bretagne

18 septembre 2012	M <sup>me</sup> SELO Esther	ENSA-Bretagne
19 septembre 2012	M. ALNO Stéphane	ENSA-Bretagne
19 septembre 2012	M <sup>me</sup> AUGIER Sarah	ENSA-Bretagne
19 septembre 2012	M <sup>me</sup> BARTHELEMY Aileen	ENSA-Bretagne
19 septembre 2012	M <sup>me</sup> BAUDRON Marine	ENSA-Bretagne
19 septembre 2012	M <sup>me</sup> BLERVAQUE Tiphanie	ENSA-Bretagne
19 septembre 2012	M <sup>me</sup> CHANCEREL Maéva	ENSA-Bretagne
19 septembre 2012	M <sup>me</sup> HAUPAIS Apolline	ENSA-Bretagne
19 septembre 2012	M <sup>me</sup> HUMEAU Félicie	ENSA-Bretagne
19 septembre 2012	M <sup>me</sup> MONVOISIN Aurélie	ENSA-Bretagne
19 septembre 2012	M. MORICEAU Valentin	ENSA-Bretagne
19 septembre 2012	M. PRESSENSÉ Paul	ENSA-Bretagne
19 septembre 2012	M <sup>me</sup> VOUE Marion	ENSA-Bretagne
20 septembre 2012	M <sup>me</sup> CAPET Morgane	ENSA-Bretagne
20 septembre 2012	M. COUELLIER Thomas	ENSA-Bretagne
20 septembre 2012	M <sup>me</sup> GOUYEC Marine	ENSA-Bretagne
20 septembre 2012	M. LECOINTRE Corentin	ENSA-Bretagne
20 septembre 2012	M <sup>me</sup> LUCAS Adeline	ENSA-Bretagne
20 septembre 2012	M <sup>me</sup> MOULIMARD Aude	ENSA-Bretagne
20 septembre 2012	M. PALUSSIÈRE David	ENSA-Bretagne
20 septembre 2012	M <sup>me</sup> PIEL Charlotte	ENSA-Bretagne
20 septembre 2012	M. PION Kévin	ENSA-Bretagne
20 septembre 2012	M <sup>me</sup> SABLIERIE Juliette	ENSA-Bretagne
20 septembre 2012	M <sup>me</sup> TRECHOT Camille	ENSA-Bretagne
20 septembre 2012	M <sup>me</sup> VIVION Anne-Laure	ENSA-Bretagne
20 septembre 2012	M <sup>me</sup> WILD-MAISONNEUVE Lia	ENSA-Bretagne
21 septembre 2012	M. BIAN Kevin	ENSA-Bretagne
21 septembre 2012	M <sup>me</sup> FOURNIER Nathalie	ENSA-Bretagne
21 septembre 2012	M. MUNCH Renaud	ENSA-Bretagne

### Novembre 2012

22 novembre 2012	M. ALBERTSON Pierre	ENSA-Bretagne
22 novembre 2012	M. BEAUVAIS Bastien	ENSA-Bretagne
22 novembre 2012	M. CULOT Jean-Baptiste	ENSA-Bretagne
22 novembre 2012	M <sup>me</sup> DUFOUR Louise	ENSA-Bretagne
22 novembre 2012	M. FINOT Benoit	ENSA-Bretagne
22 novembre 2012	M <sup>me</sup> KLOTZ Amélie	ENSA-Bretagne
22 novembre 2012	M <sup>me</sup> LE DANVIC Ludivine	ENSA-Bretagne
22 novembre 2012	M <sup>me</sup> LIMIN Tiphaine	ENSA-Bretagne
22 novembre 2012	M. LOCHET Benjamin	ENSA-Bretagne
22 novembre 2012	M. PEU Charly	ENSA-Bretagne
22 novembre 2012	M. POIZAT Cédric	ENSA-Bretagne

### Juin 2013

6 juin 2013	M. BALTAZAR Eric	ENSAP-Bordeaux
6 juin 2013	M <sup>me</sup> COQ Noémie	ENSAP-Bordeaux
6 juin 2013	M <sup>me</sup> GASCHARD Elodie	ENSAP-Bordeaux

6 juin 2013	M <sup>me</sup> LESCOMBE Marjorie	ENSAP-Bordeaux
6 juin 2013	M. SALIN Hugo	ENSAP-Bordeaux
6 juin 2013	M. URMASU Denis	ENSAP-Bordeaux
6 juin 2013	M <sup>me</sup> VIGARA Julie	ENSAP-Bordeaux

**Juillet 2013**

1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. BUISSON Matthieu	ENSA-Strasbourg
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. BURGAENTZLEN Michaël	ENSA-Strasbourg
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> CHABINE Valérie (ép. ALMERAS)	ENSA-Strasbourg
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> GEORGE Delphine	ENSA-Strasbourg
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> HOLTZER Eléonore	ENSA-Strasbourg
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> KANG Minhee	ENSA-Strasbourg
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. KLEIN Romain	ENSA-Strasbourg
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. LEDUC Jean-Baptiste	ENSA-Strasbourg
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. NIEDBALA Octave	ENSA-Strasbourg
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> PRIOLET Aurore	ENSA-Strasbourg
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. SECRETANT Nicolas	ENSA-Strasbourg
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> SEVILLANO MANOSALVA Judith	ENSA-Strasbourg
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. WEISS Guillaume	ENSA-Strasbourg
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> XAYACHAK Fany	ENSA-Strasbourg
10 juillet 2013	M <sup>me</sup> BENOIT Séverine	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M. CHAUDURIE Rémi	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M <sup>me</sup> CLARON Anne-Laure	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M. CULTY Bruno	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M <sup>me</sup> DALMAIS Pauline	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M. ENSENAT Franck	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M. GRILLET Yves	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M <sup>me</sup> GRIS Céline	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M. JUGNET David	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M. LEROY Loïc	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M. MALZAC Gilles	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M. MATEOS-MARTIN Bruno	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M <sup>me</sup> MEIGNAUD Aurélie	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M. ROTH LISBERGER Olivier	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M <sup>me</sup> SANTO Véronique (ép. BAILLE)	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M <sup>me</sup> SIMON Marine	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M. TERPEND Jean-François	ENSA-Lyon
10 juillet 2013	M. VERMOT Stéphane	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M. AIT EL KADI Salim	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> ALEX Dorothée	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M. BARTOLI François-Xavier	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> BESSON Angélique	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M. CHALOT Sébastien	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M. DAMBUYANT Alexis	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> DE GOUY Sara	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> ERCSEY Dominika	ENSA-Lyon

11 juillet 2013	M. GAUVIN Florimond	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M. GOY Denis	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M. KIM Jeong-Hyeon	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> KRSTIC Katja	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M. LAFOND Maximilien	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M. LOYOLA NAGELIS Felipe Alberto	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M. LUCASCHI Claudiu	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> MEULLE Caroline	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> OIRY Claire	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> PACHIS Priscilla	ENSA-Lyon
11 juillet 2013	M. TEISSIER Benoît	ENSA-Lyon
12 juillet 2013	M. ASTRIÉ Florence	ENSA-Lyon
12 juillet 2013	M <sup>me</sup> BAILLARGEON Adeline	ENSA-Lyon
12 juillet 2013	M <sup>me</sup> BEAULIEU Amélie	ENSA-Lyon
12 juillet 2013	M. CHAVEROT Yoann	ENSA-Lyon
12 juillet 2013	M. ELMESSAI Ramzi	ENSA-Lyon
12 juillet 2013	M <sup>me</sup> FLORIN-YEBOUE Olivia	ENSA-Lyon
12 juillet 2013	M <sup>me</sup> HUBERT Delphine (ép. LOUCHIN)	ENSA-Lyon
12 juillet 2013	M <sup>me</sup> HUGUET Marion	ENSA-Lyon
12 juillet 2013	M <sup>me</sup> LEMOT Jennifer	ENSA-Lyon
12 juillet 2013	M <sup>me</sup> MATHIEU Céline (ép. MASSIANI)	ENSA-Lyon
12 juillet 2013	M. MOUILLERON Victor	ENSA-Lyon
12 juillet 2013	M. REY Jordan	ENSA-Lyon
12 juillet 2013	M <sup>me</sup> SIRON Annabelle	ENSA-Lyon

**Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (FPC)  
(Lot 13P).**

**Juillet 2013**

4 juillet 2013	M <sup>me</sup> ARMAND Alexia (ép. DEPERROIS)	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. BERTOLLA Regis	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. BESSON David	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> CHANY Frédérique	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. COLLIN Alain	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. GAUCHON Didier	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. MERZOUK Boualem	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> MONPONT Céline (ép. VERLUCCO)	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> PEREZ Sara	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. PIERRE Sylvain	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. POULET Olivier	ENSA-Lyon

**Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master  
(Lot 13Q)**

**Septembre 2009**

30 septembre 2009	M <sup>me</sup> JOSSET Ninon	ENSA-Paris-La Villette
-------------------	------------------------------	------------------------



**Juin 2012**

25 juin 2012	M. MEREAU Sofiane	ENSA-Marne-la-Vallée
28 juin 2012	M <sup>me</sup> LAMPAERT Francoise	ENSA-Marne-la-Vallée
29 juin 2012	M. YVER Gustave, Gaspard	ENSA-Marne-la-Vallée

**Juillet 2012**

5 juillet 2012	M <sup>me</sup> KALFON Louise	ENSA-Versailles
----------------	-------------------------------	-----------------

**Septembre 2012**

28 septembre 2012	M. CHAUVET Léonard	ENSA-Paris-La Villette
-------------------	--------------------	------------------------

**Février 2013**

5 février 2013	M. DELFESC Guillaume	ENSA-Versailles
5 février 2013	M <sup>me</sup> VALNET Jennifer	ENSA-Versailles
6 février 2013	M <sup>me</sup> DIMITROVA Lora	ENSA-Versailles
6 février 2013	M <sup>me</sup> FROMAGE Estelle	ENSA-Versailles
6 février 2013	M <sup>me</sup> GOMEZ Marie	ENSA-Versailles
6 février 2013	M <sup>me</sup> ZHOLTOVSKA Galina	ENSA-Versailles
7 février 2013	M <sup>me</sup> AUGENDRE Clemence	ENSA-Versailles
7 février 2013	M <sup>me</sup> AUMOITE Camille	ENSA-Versailles
7 février 2013	M. DUPAS Arthur	ENSA-Versailles
7 février 2013	M. GALAMEZ Romain	ENSA-Versailles
7 février 2013	M. GILLOT Martin	ENSA-Versailles
7 février 2013	M. VAISSIE Florent	ENSA-Versailles
8 février 2013	M <sup>me</sup> CHA Qi	ENSA-Versailles
8 février 2013	M <sup>me</sup> NAYWOSZ PASZKIEWICZ Ludmille	ENSA-Versailles
8 février 2013	M <sup>me</sup> POPILLE Saffran	ENSA-Versailles
8 février 2013	M. RAVAUX Maxime	ENSA-Versailles
8 février 2013	M <sup>me</sup> VAZ DA COSTA Olivia	ENSA-Versailles
8 février 2013	M. ZEIMETT Benoit	ENSA-Versailles

**Mars 2013**

1 <sup>er</sup> mars 2013	M <sup>me</sup> LEBARBESY Célia	ENSA-Paris-La Villette
1 <sup>er</sup> mars 2013	M <sup>me</sup> TELLO PISANO Nataly	ENSA-Paris-La Villette

**Avril 2013**

23 avril 2013	M. LODS Simon	ENSA-Paris-La Villette
---------------	---------------	------------------------

**Mai 2013**

23 mai 2013	M. BLANC Teddy	ENSA-Paris-La Villette
-------------	----------------	------------------------

**Juin 2013**

11 juin 2013	M. CICCHI Auguste	ENSA-Paris-La Villette
19 juin 2013	M <sup>me</sup> MALKI Lina	ENSA-Paris-La Villette
23 juin 2013	M <sup>me</sup> GRISON Clara	ENSA-Paris-La Villette
24 juin 2013	M. AUROY Nicolas	ENSA-Versailles
24 juin 2013	M <sup>me</sup> BARGUILLET Justine	ENSA-Versailles
24 juin 2013	M <sup>me</sup> BOUTELOUP Sandrine	ENSA-Versailles
24 juin 2013	M <sup>me</sup> EUZEN Alexandra	ENSA-Versailles
24 juin 2013	M <sup>me</sup> ROBERTIE Carla (ép. BOURNILLAT)	ENSA-Versailles

26 juin 2013	M. BARNAUD William	ENSA-Versailles
26 juin 2013	M. BOCCACCI Sebastien	ENSA-Versailles
26 juin 2013	M <sup>me</sup> BONAVENTURE Cécile	ENSA-Versailles
26 juin 2013	M. COLLARD Jules-Alexandre	ENSA-Versailles
26 juin 2013	M <sup>me</sup> DE ROQUEMAUREL Thaïs	ENSA-Versailles
26 juin 2013	M <sup>me</sup> DOUSSAUD Cyrielle	ENSA-Versailles
26 juin 2013	M. DUROY Florentin	ENSA-Versailles
26 juin 2013	M. GARDIES Maximilien	ENSA-Versailles
26 juin 2013	M <sup>me</sup> GREGOIRE Axelle	ENSA-Versailles
26 juin 2013	M <sup>me</sup> GUINAMARD Marguerite	ENSA-Versailles
26 juin 2013	M <sup>me</sup> LABOURIE Claire	ENSA-Versailles
26 juin 2013	M. LELASSEUX Guillaume	ENSA-Versailles
26 juin 2013	M. PAGNON Timothée	ENSA-Versailles
26 juin 2013	M <sup>me</sup> PAILLARD Elodie	ENSA-Versailles
26 juin 2013	M <sup>me</sup> SANJABI Alvand	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M <sup>me</sup> CORNU-DIVARD Chloe	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M <sup>me</sup> DANILCHEVA Elitsa	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M. DENIC Alban	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M <sup>me</sup> DIAZ DIAZ Lidia Maria	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M. DION Anthony	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M. DUMEL Théo	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M. ECK Timothée	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M. FIRRETI Frederic	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M <sup>me</sup> LABELLE Camille	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M <sup>me</sup> LAGOURGUE Anaïs	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M <sup>me</sup> LAUNAY Angele	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M <sup>me</sup> MAITIA PETROS Leila Mariam	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M <sup>me</sup> MARGUERIE Sandrine	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M <sup>me</sup> MILLES Mélodie	ENSA-Versailles
27 juin 2013	M <sup>me</sup> POINTILLART Anaïs	ENSA-Versailles
28 juin 2013	M. BEAUD DE BRIVE Louis	ENSA-Versailles
28 juin 2013	M. BENCHERIF OUDGHIRI Habib	ENSA-Versailles
28 juin 2013	M. BOUSBAINE Yanis	ENSA-Versailles
28 juin 2013	M <sup>me</sup> DIEP Thi Mai An	ENSA-Versailles
28 juin 2013	M. DUPORT Sébastien	ENSA-Versailles
28 juin 2013	M. FERNANDEZ Adam	ENSA-Versailles
28 juin 2013	M. KERHUEL Géraud	ENSA-Versailles
28 juin 2013	M <sup>me</sup> MARTIN Jessica	ENSA-Versailles
28 juin 2013	M. MORIN Loïc	ENSA-Versailles
28 juin 2013	M. SANSON Artémy	ENSA-Versailles
28 juin 2013	M. SHIRVANI Amirhossein	ENSA-Versailles
<b>Juillet 2013</b>		
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. CIRJAK Cedric	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. CROUAU Christophe	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> Juillet 2013	M <sup>me</sup> DE SEZE Anne Sophie	ENSA Paris-Belleville

1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> DUBOURDIEU Clémentine	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. ENKHBAYAR Enkhmanlai	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> FEHAM Ilhame	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> GAO Jie	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> GÉRARDIN Emmanuelle	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. HUET Félix	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. KANOUE Brahim	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. LE COZ Briec	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> LEI Wenjing	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> LOIRE Elodie	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. NADIM Youssef	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> RITOURET Clara	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M. VENTURA William	ENSA Paris-Belleville
1 <sup>er</sup> juillet 2013	M <sup>me</sup> VERDUN Vénitia	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M. BITOUN Ilan	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M. BOURLIER Romain	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M. COTTREZ Jeresime	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M <sup>me</sup> DEZA Elia	ENSA-Paris-La Villette
2 juillet 2013	M. DOMINGUE Julien	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M <sup>me</sup> DUPESSEY Corinne	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M <sup>me</sup> ELHAIMER Ilham	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M <sup>me</sup> HODGES Maëlle	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M. IMFELD Vincent	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M <sup>me</sup> LE CHATELIER BAREL Olga	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M. LECOEUR Thomas	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M. LEE Seung Han	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M <sup>me</sup> LIU Weina	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M. LOPES-DEMAY Vincent	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M <sup>me</sup> MONTEUUIS Marie	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M <sup>me</sup> NICOSIA Lucile	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M <sup>me</sup> PENEL Gwendoline	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M. RICROS Francois	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M <sup>me</sup> ROUSSEAU Peggy	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M <sup>me</sup> SUN Li	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M <sup>me</sup> VESSELLE Kerry-Anne	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M <sup>me</sup> WEN Tiffany Wen-Chi	ENSA Paris-Belleville
2 juillet 2013	M. ZHIRI Kamal Mohammed	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M. BELEV Petar	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M <sup>me</sup> BIE Xiao Ye	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M. BITAM Abdelmalek	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M <sup>me</sup> BRULARD Coline	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M <sup>me</sup> COLIN Julie	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M <sup>me</sup> DE SCHREVEL Geraldine	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M <sup>me</sup> DE ZUTTERE Constance	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M <sup>me</sup> DUCHESNE Emilie	ENSA Paris-Belleville

3 juillet 2013	M. FUNAKI Reibun	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M. GASECKI Nicolas	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M <sup>me</sup> GIAOUI Chani	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M <sup>me</sup> GOBAT Laura	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M <sup>me</sup> LAVAUT Juliette	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M. LE PAGE Anthony	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M. MALPART Etienne	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M <sup>me</sup> MALTETE Carole	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M. PELOIS Pierre	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M. REAUX Arnaud	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M <sup>me</sup> SANTARROMANA Mathilde	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M. SCHNEIDER Laurent	ENSA Paris-Belleville
3 juillet 2013	M <sup>me</sup> XU Mengxi	ENSA Paris-Belleville
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> GERBEAUX Marion	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> MERZOUKI Nadine	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> ROUX Sandrine	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. SERRALTA Emiliano	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> AMZA Iuliana-Teodora	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> BRAGA GONCALVES Heloyza Raquel	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> CHAMOUX Anne Caroline	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> COHEN Morgane	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> DIARRA Sara	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> DUPERRON Océane	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M. FESQUET Vincent	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> GIORDANO Elise	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M. HALES Ludovic	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> HAXHI Ilva	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> KIM Joo Min	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M. KUBOTA Toshihiro	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M. LAPOSTOLLE Rémi	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> LE FOLL Charlotte	ENSA Paris-Belleville
9 juillet 2013	M. LY John	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> MADMAD Khadija	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M. MERVELET Adrien	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M. MORALES SOTOMAYOR Juan Sebastian	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M. NAHMANI David	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> NIKOLAEVA NIKOLOVA Tina	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M. PAGNON Théo	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> PIROTZKY Constance	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> PUECH Anaïs	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M. PUJOL Guilhem	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> RAMANANTSOA Emmanuelle	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> RAZE Solange	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> RUAULT Justine	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M <sup>me</sup> SINAMA Sandrine	ENSA-Paris-La Villette

9 juillet 2013	M. TARONI François	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M. VANELLE Edouard	ENSA-Paris-La Villette
9 juillet 2013	M. YUN Sungyoung	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> BOUTACHALI Nawar	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> CHAPEY Magali	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> CHETIMA MALAM Amina	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M. COIN Gabriel	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M. DROSSON Robin	ENSA Paris-Belleville
11 juillet 2013	M. GAID Nacim	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> KIKUDJI Camille	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M. LUBLINER Yves, Jean-Paul	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> MARTIN Emilie	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M. MEZIANI Meziane	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> MONTI Elisa	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> MOUSALLAM Annabelle	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> PERROT Chloé	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M. PICHAN Christophe	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> SALAZAR DE LA CUBA Johana Patricia	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M. SAMUEL Romain	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> STANCIU Andra	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M <sup>me</sup> THOMAS Marion	ENSA-Paris-La Villette
11 juillet 2013	M. TRAWARE Pape Abdou	ENSA-Paris-La Villette
12 juillet 2013	M. LEGER Cyprien	ENSA-Paris-La Villette
18 juillet 2013	M <sup>me</sup> TAGHOUTI Douha	ENSA-Paris-La Villette
23 juillet 2013	M <sup>me</sup> FILLIATRE Marion	ENSA-Paris-La Villette
23 juillet 2013	M. KUZNETSOV Dmitry	ENSA-Paris-La Villette
23 juillet 2013	M. MOUFFOK Brahim	ENSA-Paris-La Villette
24 juillet 2013	M. DOGER DE SPEVILLE Stéphane	ENSA-Paris-La Villette
26 juillet 2013	M <sup>me</sup> ROLFE Alice	ENSA-Paris-La Villette

**liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (FPC)  
(Lot 13R)**

**Juillet 2013**

4 juillet 2013	M <sup>me</sup> AZE Charlène	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M. DUMAS Pierre	ENSA-Lyon
4 juillet 2013	M <sup>me</sup> KHIRANI Laura	ENSA-Lyon

**Liste des architectes diplômés d'État ayant obtenu l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre  
en leur nom propre (Lot 13S)**

**Juillet 2013**

11 juillet 2013	M <sup>me</sup> LABOURE Gaëlle	ENSA-Clermont-Ferrand
-----------------	--------------------------------	-----------------------



Annexe de l'arrêté MCCC1315904 A du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 31 juillet 2013).

### Commune d'Auxerre

#### **Service des musées de France :**

*Collection Campana, antiques, envoi de 1863*

INV. ETAT	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
2 (liste d'envoi)	Oenochoé	bucchero ; incisé	H. : 30 ; D. : 18	1863	récolé-vu
3 (liste d'envoi)	Oenochoé	bucchero ; incisé	H. : 27 ; L. : 17	1863	récolé-vu
4 (liste d'envoi)	Oenochoé	bucchero ; incisé, décor à la roulette	H. : 27 ; D. : 16	1863	récolé-vu
5 (liste d'envoi)	Oenochoé	bucchero ; incisé	H. : 20 ; D. : 11,5	1863	récolé-vu
6 (liste d'envoi)	Oenochoé	bucchero ; décor appliqué	H. : 16,5 ; L. : 14	1863	récolé-vu
7 (liste d'envoi)	Amphore	bucchero ; estampé	H. : 27,5 ; L. : 18	1863	récolé-vu
8 (liste d'envoi)	Amphore	bucchero ; incisé	H. : 16 ; L. : 13,5	1863	récolé-vu
9 (liste d'envoi)	Olpé	bucchero ; incisé	H. : 16 ; L. : 11,5	1863	récolé-vu
10 (liste d'envoi)	Olpé	bucchero ; incisé	H. : 16 ; L. : 11	1863	récolé-vu
11 (liste d'envoi)	Canthare	bucchero ; incisé, décor à la roulette	H. : 15,5 ; L. : 20	1863	récolé-vu
12 (liste d'envoi)	Canthare	bucchero ; incisé	H. : 12,5 ; L. : 17	1863	récolé-vu
13 (liste d'envoi)	Calice	bucchero ; incisé, décor à la roulette	H. : 15,5 ; D. : 16,5	1863	récolé-vu
14 (liste d'envoi)	Calice	bucchero ; incisé	H. : 8 ; D. : 14,2	1863	récolé-vu
15 (liste d'envoi)	Kyathos	bucchero	H. : 18,5 ; L. : 16 ; D. : 12,5	1863	récolé-vu
16 (liste d'envoi)	Coupe	bucchero ; incisé	H. : 6 ; L. : 16	1863	récolé-vu
17 (liste d'envoi)	Coupe	bucchero ; incisé	H. : 6 ; L. : 16	1863	récolé-vu
18 (liste d'envoi)	Oenochoé	terre cuite ; figures rouges, rehauts blancs	H. : 42 ; L. : 22	1863	récolé-vu
20 (liste d'envoi)	Oenochoé	terre cuite beige orangé ; vernis noir	H. : 25,5 ; L. : 14	1863	récolé-vu
21 (liste d'envoi)	Cratère ; «à colonnettes»	terre cuite orangée ; figures rouge, rehauts blancs	H. : 28 ; L. : 21	1863	récolé-vu
22 (liste d'envoi)	Canthare	terre cuite ; figures rouges, rehauts blancs	H. : 9 ; D. : 10	1863	récolé-vu
23 (liste d'envoi)	Plat	terre cuite orangée ; vernis noir, incisé	H. : 4,5 ; D. : 15,2	1863	récolé-vu
26 (liste d'envoi)	Coupe	terre cuite orangée ; peinture brune, rouge	H. : 5,5 ; L. : 14	1863	récolé-vu
27 (liste d'envoi)	Alabastr	terre cuite beige ; peinture brune	H. : 14	1863	récolé-vu

INV. ETAT	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
28 (liste d'envoi)	Alabastre	terre cuite crème ; peinture brune	H. : 11,5 ; D. : 6,5	1863	récolé-vu
29 (liste d'envoi)	Alabastre	terre cuite crème ; peinture brune	H. : 11 ; D. : 6	1863	récolé-vu
30 (liste d'envoi)	Alabastre	terre cuite beige ; peinture brune	H. : 9 ; D. : 4,5	1863	récolé-vu
31 (liste d'envoi)	Alabastre	terre cuite beige ; peinture brune et lie de vin	H. : 8,5 ; D. : 4,5	1863	récolé-vu
32 (liste d'envoi)	Alabastre	terre cuite beige ; peinture brune	H. : 8 ; D. : 4,5	1863	récolé-vu
33 (liste d'envoi)	Alabastre	terre cuite beige ; peinture brune	H. : 4,5 ; D. : 3,5	1863	récolé-vu
34 (liste d'envoi)	Aryballe	terre cuite beige rosé ; peinture brune et lie de vin	H. : 10,5 ; D. : 6,5	1863	récolé-vu
35 (liste d'envoi)	Aryballe piriforme	terre cuite beige orangé ; peinture brune, incisé	H. : 10 ; D. : 5,5	1863	récolé-vu
37 (liste d'envoi)	Aryballe piriforme	terre cuite beige orangé ; peinture brune, incisé	H. : 8 ; D. : 5	1863	récolé-vu
38 (liste d'envoi)	Aryballe piriforme	terre cuite beige ; peinture ocre rouge et brun	H. : 10,5 ; D. : 5	1863	récolé-vu
40 (liste d'envoi)	Aryballe piriforme	terre cuite ; peinture brune	H. : 10 ; D. : 5	1863	récolé-vu
42 ou 43 (liste d'envoi)	Aryballe globulaire	terre cuite rosée ; peinture brune et lie de vin	H. : 7,5 ; D. : 6,5	1863	récolé-vu
43 ou 42 (liste d'envoi)	Aryballe globulaire	terre cuite beige ; peinture brune	H. : 6,5 ; D. : 5,5	1863	récolé-vu
44 (liste d'envoi)	Aryballe globulaire	terre cuite beige ; figures noires	H. : 7,5 ; D. : 7	1863	récolé-vu
45 (liste d'envoi)	Hydrie	terre cuite orangée ; figures noires, rehauts blancs et lie de vin	H. : 40 ; D. : 36	1863	récolé-vu
46 (liste d'envoi)	Amphore	terre cuite orangée ; figures noires, rehauts blancs	H. : 24,5 ; D. : 16,5	1863	récolé-vu
47 (liste d'envoi)	Oenochoé	terre cuite ; figures noires, rehauts lie de vin	H. : 21 ; D. : 13	1863	récolé-vu
48 (liste d'envoi)	Lécythe	terre cuite orangée ; figures noires, rehauts lie de vin	H. : 18,5 ; D. : 8,5	1863	récolé-vu
49 (liste d'envoi)	Lécythe	terre cuite orangée ; peinture noire, rehauts blancs et lie de vin, vernis noir	H. : 12,5 ; D. : 7	1863	récolé-vu
51 (liste d'envoi)	Cratère	terre cuite orangée ; vernis noir	H. : 32 ; L. : 36	1863	récolé-vu
53 (liste d'envoi)	Oenochoé	terre cuite ; vernis noir	H. : 13 ; D. : 9,5	1863	récolé-vu
55 (liste d'envoi)	Oenochoé	terre cuite rouge ; vernis noir, peinture crème	H. : 15,5 ; D. : 9	1863	récolé-vu
58 (liste d'envoi)	Coupe	terre cuite beige orangé ; vernis noir	H. : 6 ; D. : 16	1863	récolé-vu
59 (liste d'envoi)	Coupe	terre cuite beige orangé ; vernis noir, décor estampé	H. : 4,5 ; D. : 13	1863	récolé-vu
61 (liste d'envoi)	Plat	terre cuite beige orangé ; vernis noir, estampé	H. : 3,5 ; D. : 22	1863	récolé-vu
63 (liste d'envoi)	Coupe	terre cuite ; vernis noir, incisé	H. : 4,5 ; D. : 18	1863	récolé-vu
64 (liste d'envoi)	Coupe	terre cuite orangée ; vernis noir	H. : 6 ; D. : 19	1863	récolé-vu

INV. ETAT	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
66 (liste d'envoi)	Coupe	terre cuite orangée ; vernis noir	H. : 4 ; D. : 17,5	1863	récolé-vu
67 (liste d'envoi)	Coupe	terre cuite orangée ; vernis noir	H. : 4 ; D. : 14	1863	récolé-vu
71 (liste d'envoi)	Urne cinéraire : combat du héros à l'araire	terre cuite beige rosé ; moulé, peinture rouge et noire	cuve : H. 22, L. 35, P. 17,5 couvre-cle : L. 39, P. 21	1863	récolé-vu
72 (liste d'envoi)	Relief, dit « plaque Campana » : le sommeil d'Endymion	terre cuite	H. : 35 ; L. : 45,5	1863	récolé-vu
73 (liste d'envoi)	Figurine ; femme assise drapée	terre cuite beige ; moulé, peinture blanche et bleue	H. : 14 ; L. : 5	1863	récolé-vu
74 (liste d'envoi)	Figurine ; femme nue assise	terre cuite ocre jaune ; moulé	H. : 18 ; L. : 11	1863	récolé-vu
75 (liste d'envoi)	Ex-voto ; tête féminine (?) voilée	terre cuite beige rosé ; moulé, peinture blanche	H. : 13,6 ; L. : 8,5	1863	récolé-vu
76 (liste d'envoi)	Ex-voto ; tête féminine (?) voilée	terre cuite beige ; moulé, peinture blanche	H. : 12 ; L. : 7,5	1863	récolé-vu
77 (liste d'envoi)	Ex-voto ; tête masculine (?)	terre cuite orangée ; moulé, peinture blanche		1863	récolé-vu
78 (liste d'envoi)	Lionne montée par un faune et un satyre	marbre blanc	H. : 76 ; L. : 71	1863	récolé-vu
79 (liste d'envoi)	Buste de femme sur piédouche	marbre blanc	H. : 63 ; L. : 43	1863	récolé-vu
80 (liste d'envoi)	Buste d'homme sur piédouche	marbre blanc	H. : 60 env. ; L. : 33	1863	récolé-vu

*Musée du Louvre, département des antiquités grecques, étrusques et romaines*

INV. ETAT	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
24 (registre 6DD13)	Oenochoé	terre cuite noire ; bucchero, incisions	H. : 20,2	1875	récolé-vu
30 (registre 6DD13)	Oenochoé	terre cuite noire ; bucchero, incisions	H. : 29	1875	récolé-vu
31 (registre 6DD13)	Oenochoé	terre cuite noire ; bucchero, incisions	H. : 19,7	1875	récolé-vu
48 (registre 6DD13)	Oenochoé	terre cuite noire ; bucchero	H. : 24,7	1875	récolé-vu
151 (registre 6DD13)	Amphore	terre cuite noire ; bucchero	H. : 27	1875	récolé-vu
153 (registre 6DD13)	Amphore	bucchero ; incisé	H. : 19,5 ; L. : 16,5	1875	récolé-vu
179 (registre 6DD13)	Calice	terre cuite noire ; bucchero, incisions	H. : 15,8 ; D. : 15,3	1875	récolé-vu
241 (registre 6DD13)	Olpé	terre cuite noire ; bucchero	H. : 15,5	1875	récolé-vu
245 (registre 6DD13)	Olpé	terre cuite noire ; bucchero	H. : 15,7	1875	récolé-vu
298 (registre 6DD13)	Canthare	terre cuite noire ; bucchero, décor à la roulette	D. : 12	1875	récolé-vu
299 (registre 6DD13)	Canthare	terre cuite noire ; bucchero, décor à la roulette, incisions	D. : 12,5	1875	récolé-vu
300 (registre 6DD13)	Canthare	terre cuite noire ; bucchero	H. : 9,3 ; D. : 9,7	1875	récolé-vu
552 (registre 6DD13)	Oenochoé	terre cuite noire vernissée ; incisions	H. : 25	1875	récolé-vu

## Musée du Louvre, département des peintures

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	IMENSIONS	DEPOT	NOTES
INV 2000 ; B 364	anonyme XVII <sup>e</sup> s.	Noli me tangere	peinture à l'huile ; ardoise	H. : 29 ; L. : 24	1872	récolé-vu
INV 3951 ; B 571	GILLEMANS Paul-Jean le jeune	Melons et prunes	peinture à l'huile ; toile	H. : 73,7 ; L. : 58,5	1892	récolé-vu
INV 7073	OUVRIE Pierre-Justin	Le Quai de Sainte-Lucie à Naples	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 195	1876	récolé-vu
INV 7209 ; L 3800	PICOT François-Edouard	Oreste après ses fureurs s'endort dans les bras de sa soeur Electre	peinture à l'huile ; toile	H. : 300 ; L. : 390	1872	récolé-vu
INV 8159 ; L 3922	THOMAS Antoine-Jean-Baptiste	Le Président Achille de Harlay au Parlement de Paris	peinture à l'huile ; toile	H. : 312 ; L. : 285	1876	récolé-vu
INV 8203 ; L 3862	TREZEL Pierre-Félix	Fin tragique de la mère et de la soeur de Gustave Vasa	peinture à l'huile ; toile	H. : 420 ; L. : 317	1872	récolé-vu
INV 1198 ; L 3475	VAN DAEL Jan Frans	Fruits posés sur une table de marbre	peinture à l'huile ; bois	H. : 81,6 ; L. : 61,3	1895	récolé-vu

## Musée d'Orsay

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
RF 615	HARPIGNIES Henri-Joseph	Un Torrent dans le Var	peinture à l'huile ; toile	H. : 94 ; L. : 165	1909	récolé-vu

## Service des arts plastiques

## Fonds national d'art contemporain

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC PFH-1371	ANDRE Jules	Vue prise aux environs de Loemine (Dauphiné)	peinture à l'huile ; toile	H. : 180 ; L. : 229	1852	récolé-vu
FNAC 102	BIN Emile Jean Baptiste	Vénus Astarté ; fragment de décoration pompéienne	peinture à l'huile ; toile	H. : 221 ; L. : 114	1880	récolé-vu
FNAC FH 868-34	BOHN Hermann von	Gelsomina	peinture à l'huile ; toile	H. : 55,6 ; L. : 45,8	1868	récolé-vu
FNAC 1473	BRAUT Albert	Jeux d'enfants au parc Monceau	peinture à l'huile ; toile	H. : 55 ; L. : 66	1905	récolé-vu
FNAC PFH-1136	BRUNE Adolphe	Le Pêcheur originel	peinture à l'huile ; toile	H. : 212 ; L. : 111	1875	récolé-vu
FNAC 76, 396	CADOUX Marie-Edmé	Le Peletier de Saint-Fargeau	marbre P. : 55	H. : 100 ; L. : 70 ;	1881	récolé-vu
FNAC 99	CHATILLON Laure de (Mme)	L'année fatale [titre du salon] ; Le Sommeil	peinture à l'huile ; toile	H. : 146 ; L. : 113	1880	récolé-vu
FNAC FH 863-62	DAUZATS Adrien	Vue prise au Caire, Egypte	peinture à l'huile ; bois	H. : 64,6 ; L. : 48	1865	récolé-vu

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC PHF-1137	DELIGAND Auguste	L'Oracle des champs	marbre	H. : 160 ; L. : 45 ; P. : 50	1858	récolé-vu
FNAC 2737	DESIGNOLLE Ernest	Bords de Loire, à Gien	aquarelle sur papier	H. : 56 ; L. : 77	1909	récolé-vu
FNAC 852	EAUBONNE Louis-Eugène d' POUSSIN Nicolas (d'après)	L'Automne	peinture à l'huile ; toile	H. : 118 ; L. : 162	1895	récolé-vu
FNAC 319	ELIOT Maurice	La Chanson de l'eau	peinture à l'huile ; toile	H. : 146 ; L. : 170	1896	récolé-vu
FNAC FH 862-125	GUERARD Amédée	Le Convoi funèbre d'une jeune fille en Bretagne	peinture à l'huile ; toile	H. : 121 ; L. : 200	1864	récolé-vu
FNAC 580	GUILLON Eugène-Adolphe- Irenée	La Ville de Vézelay (Yonne)	peinture à l'huile ; toile	H. : 154 ; L. : 231	1880	récolé-vu
FNAC 218	HARPIGNIES Henri-Joseph	Souvenir de Saint-Privé	aquarelle sur papier	H. : 23 ; L. : 32,8	1883	récolé-vu
FNAC PFH-1138	KOECHLIN Alfred	Environs de Cernay-la-Ville (Seine-et-Oise)	peinture à l'huile ; toile	H. : 97 ; L. : 120	1874	récolé-vu
FNAC PFH-1139	LANSYER Emmanuel	la rivière de Pouldahut à marée basse	peinture à l'huile ; toile	H. : 55 ; L. : 83	1873	récolé-vu
FNAC 333	APOSTOLET Charles	La Tamise à Greenwich	peinture	H. : 150 ; L. : 200	1885	récolé-vu
FNAC FH 867-188	LEFEBVRE Jules	Jeune homme peignant un masque de tragédie	peinture à l'huile ; toile	H. : 182,2 ; L. : 120,2	1867	récolé-vu
FNAC 776	LOEWE Jules-Frédéric-Adolphe LOEWE-MARCHAND (dit)	Supplice d'un prisonnier de guerre	peinture à l'huile ; toile	H. : 240 ; L. : 110	1886	récolé-vu
FNAC FH 869-281	MARQUIS Pierre-Charles	Jésus au milieu des docteurs	peinture à l'huile ; toile	H. : 283 ; L. : 186	1869	récolé-vu
FNAC FH 863-168	MARQUIS Pierre-Charles	Le Martyre de saint Denis et de ses compagnons, saint Rustique et saint Eleuthère	peinture à l'huile ; toile	H. : 250 ; L. : 18	1863	récolé-vu
FNAC 35	MARTINET Louis	Intérieur sous bois ; Paysage près de Saint-Germain	peinture à l'huile ; toile	H. : 65 ; L. : 86	1879	récolé-vu
FNAC 574	MOTTE Henri-Paul	César s'ennuie	peinture à l'huile ; toile	H. : 229,7 ; L. : 328,4	1881	récolé-vu
FNAC FH 868-294	PATROIS Isidore	Peines d'ami	peinture à l'huile ; bois	H. : 24 ; L. : 32,5	1868	récolé-vu
FNAC PFH-1141	RIESENER Louis-Antoine- Léon	Mort des enfants de Niobé	peinture à l'huile ; toile	H. : 305 ; L. : 348	1858	récolé-vu
FNAC 1180	SAINTIN Louis-Henri	Le Soir, étang de Cernay	peinture à l'huile ; toile	H. : 64,5 ; L. : 103	1898	récolé-vu



INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC FH 867-10	SOUBEYRAN DE SAINT-PRIX Ali	Un Joueur de mandoline	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 80	1872	récolé-vu
FNAC FH 869-379	SYLVESTRE Joseph Noël	Le Soldat de Marathon	peinture à l'huile ; toile	H. : 146,5 ; L. : 116	1872	récolé-vu
FNAC 981	VILLEDIEU Marie (Mlle) ; VELASQUEZ Diego (d'après)	Portrait de Philippe IV	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 120	1897	récolé-vu
FNAC FH 864-319	VOLLON Antoine	Intérieur de cuisine	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 81,3	1866	récolé-vu

Annexe de l'arrêté MCCC1316661 A du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 31 juillet 2013)

### Département des Vosges -Épinal

#### Service des Musées de France

Saisies révolutionnaires locales

INV. MUSEE	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
L.I.1	ALBANI Francesco, L'ALBANE (dit)	Le Triomphe de Cybèle avec les quatre saisons	peinture à l'huile ; bois	H. : 78 ; L. : 60,5	1793	récolé-vu
L.I.67	anonyme ; TITIEN (d'après)	Vénus à la coquille	peinture à l'huile ; cuivre	H. : 36 ; L. : 28	1793	récolé-vu
L.I.76	anonyme ; VOUET Simon (d'après)	Le Christ descendu de la Croix est porté au tombeau	peinture à l'huile ; bois	H. : 56 ; L. : 43,5	1793	récolé-vu
L.I.33	anonyme, Allemagne, XVIe s.	Portrait d'homme	peinture à l'huile ; bois	H. : 62 ; L. : 46	1793	récolé-vu
L.I.34	anonyme, Allemagne, XVIe s.	Portrait d'homme	peinture à l'huile ; bois	H. : 39 ; L. : 28	1793	récolé-vu
L.II.2	anonyme, d'après l'antique	Buste de vestale	taille ; marbre blanc	H. : 61	1793	récolé-vu
L.II.1	anonyme, d'après l'antique	Buste de Faustine la Jeune	taille ; marbre blanc	H. : 59	1793	récolé-vu
L.I.78	anonyme, France, XVIIe s.	La Vierge, l'Enfant Jésus et saint Jean	peinture à l'huile ; toile	H. : 53 ; L. : 41	1793	récolé-vu
L.I.18	anonyme, France, XVIIe s. ; CHAMPAIGNE Philippe de (anc. attribution)	L'Adoration des bergers	peinture à l'huile ; toile	H. : 91 ; L. : 74	1793	récolé-vu
L.I.39	anonyme, France, XVIIIe s.	Scène du Déluge	peinture à l'huile ; toile	H. : 38 ; L. : 53	1793	récolé-vu
L.I.43	anonyme, France, XVIIIe s. ; LEMOYNE François (anc. attr.)	Scène du Déluge	peinture à l'huile ; toile	H. : 57,5 ; L. : 73,5	1793	récolé-vu

INV. MUSEE	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
L.I.29	anonyme, Italie, XVIIe s. ; RENI Guido (anc. attribution)	Cléopâtre	peinture à l'huile ; bois	H. : 71 ; L. : 57	1793	récolé-vu
L.I.52	anonyme, XVIe s. ; PIPPI Giulio, ROMAIN Jules (dit, anc. attr.)	Tête de vieillard	peinture à l'huile ; bois	H. : 55 ; L. : 42,5	1793	récolé-vu
L.II.4	anonyme, XVIIe s. ; VAN CLEVE Corneille (anc. attribution)	Saint Jérôme	marbre blanc	H. : 33,5 ; L. : 33,5 P. : 3,5	1793	récolé-vu
L.IA.1 ; L.I.8	BOUCHER François	Tête de jeune fille	dessin aux trois crayons	H. : 36 ; L. : 27	1793	récolé-vu
L.I.6	BOUTEWYNS Adriaen-Frans	Paysage animé	peinture à l'huile ; toile	H. : 58 ; L. : 85	1793	récolé-vu
L.I.5	OUTEWYNS Adriaen-Frans	Paysage animé	peinture à l'huile ; toile	H. : 58 ; L. : 86	1793	récolé-vu
L.I.10	BRIL Paulus	Paysage	peinture à l'huile ; toile	H. : 57 ; L. : 76	1793	récolé-vu
L.I.12 ; L.I. 65	BRIL Paulus (attribué à)	Paysage avec chasseurs et hérons	peinture à l'huile ; toile	H. : 56 ; L. : 76	1793	récolé-vu
L.I.13	BRUEGHEL Jan I ; BRIL Paulus (anc. attribution)	L'Incendie de Sodome	peinture à l'huile ; cuivre	H. : 20,3 ; L. : 23	1793	récolé-vu
L.I.15	BRUEGHEL Jan I, BRUEGHEL de Velours (dit)	L'Hiver	peinture à l'huile ; bois	H. : 40 ; L. : 53,5	1793	récolé-vu
L.I.14	BRUEGHEL Jan I, BRUEGHEL de Velours (dit)	L'Eté	peinture à l'huile ; bois	H. : 40,5 ; L. : 59	1793	récolé-vu
L.I.27	CALETTI Giuseppe ; TITIEN (anc. attribution)	Le Martyre de saint Sébastien	peinture à l'huile ; toile	H. : 133 ; L. : 85,7	1793	récolé-vu
L.I.11	COURTOIS Jacques, LE BOURGUIGNON (dit)	Bataille	peinture à l'huile ; toile	H. : 58 ; L. : 96,5	1793	récolé-vu
L.I.20	COYPEL Antoine	Diane sortant du bain	peinture à l'huile ; toile	H. : 89 ; L. : 122	1793	récolé-vu
L.I.54	CUYP Benjamin-Gerritsz (manière de)	Le Christ montant au Calvaire	peinture à l'huile ; bois	H. : 66,8 ; L. : 52	1793	récolé-vu
L.I.21	DE VRIES Roelof	Paysage	peinture à l'huile ; toile	H. : 49,3 ; L. : 44	1793	récolé-vu
L.I.22	DESPORTES Alexandre-François	Nature morte	peinture à l'huile ; toile	H. : 73 ; L. : 91	1793	récolé-vu
L.I.24	DULLAERT Heyman ; DUSUART Cornelis (anc. attribution)	Le Moment propice ; Cimon et Ephigène	peinture à l'huile ; toile	H. : 156,5 ; L. : 195	1793	récolé-vu
L.I.31	HAMILTON Ferdinand-Philippe	La Chasse au sanglier	peinture à l'huile ; bois	H. : 35 ; L. : 48	1793	récolé-vu
L.I.35	HOOCHS Charles de ; VAN POELENBURGH Cornelis (figures)	Paysage de ruines	peinture à l'huile ; bois	H. : 64 ; L. : 105	1793	récolé-vu

INV. MUSEE	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
L.I.36	JOUVENET Jean	La Vengeance de Vénus	peinture à l'huile ; toile (ovale)	H. : 109 ; L. : 84	1793	récolé-vu
L.I.79	KALF Willem	Intérieur de cuisine	peinture à l'huile ; bois	H. : 28 ; L. : 36	1793	récolé-vu
L.I.70	KLENGEL Johann-Christian	Paysage	peinture à l'huile ; bois	H. : 28 ; L. : 40	1793	récolé-vu
L.I.69	KLENGEL Johann-Christian	Paysage	peinture à l'huile ; bois	H. : 28 ; L. : 40	1793	récolé-vu
L.I.32	LA HYRE Laurent de	Mercure et Hersé	peinture à l'huile ; toile	H. : 143 ; L. : 124	1793	récolé-vu
L.I.37	LABRUZZI Tomasso-Pietro ou Carlo	Le Repos de la Sainte Famille	peinture à l'huile ; cuivre (ovale)	H. : 37,3 ; L. : 47	1793	récolé-vu
L.I.38	LE CLERC Sébastien	L'Enlèvement d'Europe	peinture à l'huile ; toile	H. : 50 ; L. : 69	1793	récolé-vu
L.I.7	LEMOYNE François	Tête de jeune fille	peinture à l'huile ; bois (ovale)	H. : 58 ; L. : 48	1793	récolé-vu
L.I.40	LINGELBACH Johannes	Un Marché	peinture à l'huile ; bois	H. : 56 ; L. : 67	1793	récolé-vu
L.I.46	LOCATELLI Andrea ; PANINI Giovanni-Paolo (anc. attribution)	La Pyramide de Caius Cestius à Rome	peinture à l'huile ; toile	H. : 65 ; L. : 49	1793	récolé-vu
L.I.45	LOCATELLI Andrea ; PANINI Giovanni-Paolo (anc. attribution)	L'Arc de triomphe de Titus à Rome	peinture à l'huile ; toile	H. : 65,5 ; L. : 49,5	1793	récolé-vu
L.I.41	LOTH Johann-Karl	Le Temps arrachant les ailes à l'Amour	peinture à l'huile ; toile	H. : 96 ; L. : 80	1793	récolé-vu
L.I.91	LOUTHERBOURG Jacques-Philippe	Cabanes de pêcheurs au clair de lune	peinture à l'huile ; bois	H. : 15 ; L. : 22	1793	récolé-vu
L.I.51	MARATTA Carlo ; RAPHAËL, Sanzio (dit, d'après)	L'Ecole d'Athènes	peinture à l'huile ; toile	H. : 123 ; L. : 173,5	1793	récolé-vu
L.I.42	MARCENAY DE GHUY Antoine de	Jeux d'enfants	peinture à l'huile ; toile	H. : 31,2 ; L. : 47,5	1793	récolé-vu
L.I.30	MOLENAER Jan-Miense	Jeune garçon griffé par un chat	peinture à l'huile ; bois	H. : 37 ; L. : 30	1793	récolé-vu
L.I.44	MOUCHERON Frédéric de	Paysage	peinture à l'huile ; toile	H. : 114 ; L. : 140	1793	récolé-vu
L.I.48	PARROCEL Joseph	Josué arrêtant le soleil	peinture à l'huile ; toile	H. : 59 ; L. : 90,5	1793	récolé-vu
L.I.47	PARROCEL Joseph	Bataille	peinture à l'huile ; toile	H. : 56 ; L. : 91	1793	récolé-vu
L.I.49	PERRIER François, LE BOURGUIGNON (dit)	Vénus vient prier Neptune d'être favorable à Enée	peinture à l'huile ; toile	H. : 98 ; L. : 133	1793	récolé-vu
L.I.53	REMBRANDT Harmensz	Portrait de femme	peinture à l'huile ; toile	H. : 105 ; L. : 80,5	1793	récolé-vu
L.I.26	RIBERA Jusepe de (école de)	Saint Jérôme	peinture à l'huile ; toile	H. : 52 ; L. : 67	1793	récolé-vu
L.I.57	RICCI Sebastiano	Ermites tourmentés par le diable	peinture à l'huile ; toile	H. : 62,5 ; L. : 76	1793	récolé-vu

INV. MUSEE	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
L.I.56	RICCI Sebastiano	Ermites tourmentés par des démons	peinture à l'huile ; toile	H. : 62 ; L. : 76	1793	récolé-vu
L.I.50	ROCCA Michel	Irène vient chercher le corps de saint Sébastien	peinture à l'huile ; toile	H. : 48 ; L. : 37	1793	récolé-vu
L.I.80	ROOS Philip-Peter, ROSA DE TIVOLI (dit)	Pâtre endormi au milieu de son troupeau	peinture à l'huile ; toile	H. : 93 ; L. : 73	1793	récolé-vu
L.I.60	ROSA Salvator	Paysage avec un ermite lisant	peinture à l'huile ; toile	H. : 110 ; L. : 186,5	1793	récolé-vu
L.I.58	RUISDAEL Jacob Isaackz	Paysage	peinture à l'huile ; toile	H. : 59 ; L. : 66	1793	récolé-vu
L.I.63	SELLAER Vincent (attribué à) ; ROTTENHAMMER Johann (anc. attr.)	Suzanne et les vieillards	peinture à l'huile ; bois	H. : 91 ; L. : 66	1793	récolé-vu
L.I.66	STELLA Jacques	La Vierge et l'Enfant Jésus	peinture à l'huile ; marbre ou ardoise	H. : 30 ; L. : 22	1793	récolé-vu
L.I.72	VAN BALEN Henrik	Diane au retour de la chasse	peinture à l'huile ; bois	H. : 61 ; L. : 94	1793	récolé-vu
L.II.3	VAN CLEVE Corneille	Enfant endormi sur une croix	taille ; marbre blanc	H. : 18 ; L. : 45 ; P. : 37	1793	récolé-vu
L.I.74	VAN CLEVE Joos	La Sainte Famille	peinture à l'huile ; bois	H. : 52 ; L. : 37,5	1793	récolé-vu
L.I.75	VAN GOYEN Jan Josefoz	Paysage	peinture à l'huile ; bois	H. : 40 ; L. : 53	1793	récolé-vu
L.I.85	VAN HUCHTENBURG Jan	Bataille	peinture à l'huile ; toile	H. : 37 ; L. : 53	1793	récolé-vu
L.I.17 ; L.I. 73	VAN STALBEMT Adrian ; BRIL Paulus (anc. attribution) ;	Paysage	peinture à l'huile ; bois	H. : 31,5 ; L. : 52,3	1793	récolé-vu
L.I.4	VENEVAULT Nicolas	Antiope, reine des Amazones, et ses suivantes	peinture à l'huile ; toile	H. : 91 ; L. : 74 (ovale)	1793	récolé-vu
L.I.77	VOUET Simon	L'Histoire	peinture à l'huile ; toile	H. : 90,5 ; L. : 72 (ovale)	1793	récolé-vu
L.I.16 ; L.I.84	VRANCX Sébastien	Bataille	peinture à l'huile ; bois	H. : 43 ; L. : 85	1793	récolé-vu

*Musée du Louvre, département des antiquités grecques, étrusques et romaines*

INV. ETAT	INV. MUSEE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
1 (n° liste d'envoi) ; 709 ; 127 ; 113	488	Oenoché	bucchero ; décor incisé	H. : 23,8	1863	récolé-vu
2 (n° liste d'envoi)	488	Oenoché	bucchero ; décor en relief	H. : 22,2	1863	récolé-vu
3 (n° liste d'envoi)	488	Oenoché	bucchero ; décor en relief	H. : 20,2	1863	récolé-vu

INV. ETAT	INV. MUSEE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
4 (n° liste d'envoi)	488	Oenochoé	bucchero ; décor incisé	H. : 17,5	1863	récolé-vu
5 (n° liste d'envoi)	488	Oenochoé	bucchero ; décor incisé	H. : 15	1863	récolé-vu
6 (n° liste d'envoi)	489	Olpé	bucchero ; décor incisé	H. : 15,2	1863	récolé-vu
7 (n° liste d'envoi)	489	Olpé	bucchero ; décor incisé	H. : 14	1863	récolé-vu
8 (n° liste d'envoi)	490	Amphore	bucchero ; décor incisé	H. : 15	1863	récolé-vu
9 (n° liste d'envoi)	491	Canthare	bucchero ; incisé	H. : 12,6 ; D. : 12,5	1863	récolé-vu
10 (n° liste d'envoi)	491	Canthare	bucchero	H. : 12 ; L. : 18,5	1863	récolé-vu
11 (n° liste d'envoi)	492	Calice	bucchero ; incisé	H. : 15,6 ; D. : 15,7	1863	récolé-vu
12 (n° liste d'envoi)	492	Calice	bucchero ; incisé	H. : 14,5 ; D. : 15	1863	récolé-vu
13 (n° liste d'envoi)	493	Kyathos	bucchero ; incisé	H. : 12,5 ; D. : 13,5	1863	récolé-vu
14 ou 15 (n° liste d'envoi)	494	Coupe	bucchero ; incisé	H. : 7 ; D. : 12,5	1863	récolé-vu
16 (n° liste d'envoi)	495	Oenochoé	terre cuite orangée ; peinture blanche et ocre	H. : 26	1863	récolé-vu
17 (n° liste d'envoi)	495	Oenochoé	terre cuite ; peinture blanche et ocre	H. : 18	1863	récolé-vu
18 (n° liste d'envoi)	495	Oenochoé	terre cuite orangée ; peinture blanche et ocre	H. : 23,7	1863	récolé-vu
19 (n° liste d'envoi)	495	Oenochoé	terre cuite orangée ; figures rouges, rehauts de blancs	H. : 16,6	1863	récolé-vu
20 (n° liste d'envoi) ; 111 ; ..48 (n° 648 cataloghi ?)	496	Plat	terre cuite beige ; figures rouges	H. : 5,4 ; D. : 13,2	1863	récolé-vu
21 (n° liste d'envoi) ; 7 ; 658 (cataloghi)	496	Plat	terre cuite orangée ; figures rouges	H. : 14	1863	récolé-vu
22 (n° liste d'envoi)	497	Alabastre	terre cuite ; peinture brune et lie de vin	H. : 13,8	1863	récolé-vu
24 (n° liste d'envoi)	497	Alabastre	terre cuite beige ; peinture brune et lie de vin	H. : 11	1863	récolé-vu
25 ou 23 (n° liste d'envoi)	497	Alabastre	terre cuite beige ; peinture brune et lie de vin	H. : 9	1863	récolé-vu
26 (n° liste d'envoi)	497	Alabastre	terre cuite beige ; peinture brune et lie de vin	H. : 7,8	1863	récolé-vu
27 (n° liste d'envoi)	497	Alabastre	terre cuite ; peinture brun et lie de vin	H. : 7,3	1863	récolé-vu
28 (n° liste d'envoi)	498	Aryballe	terre cuite beige ; peinture brune et lie de vin	H. : 10,5	1863	récolé-vu
31 (n° liste d'envoi)	498	Aryballe	terre cuite beige ; peinture brune et lie de vin ; incisé	H. : 9,2	1863	récolé-vu
32 (n° liste d'envoi)	498	Aryballe	terre cuite beige ; peinture brune et lie de vin	H. : 9,7	1863	récolé-vu
34 (n° liste d'envoi)	499	Aryballe	terre cuite beige ; peinture brune et lie de vin	H. : 7,1	1863	récolé-vu



INV. ETAT	INV. MUSEE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
35 (n° liste d'envoi)	499	Aryballe	terre cuite beige ; peinture brune et lie de vin	H. : 7,6	1863	récolé-vu
38 (n° liste d'envoi)	500	Olpe	terre cuite orangée ; figures noires	H. : 19,7	1863	récolé-vu
39 (n° liste d'envoi)	501	Lécythe	terre cuite orangée ; figures noires	H. : 13,5 (environ)	1863	récolé-vu
40 (n° liste d'envoi)	502	Lécythe	terre cuite orangée ; figures noires	H. : 11,8	1863	récolé-vu
41 (n° liste d'envoi)	503	Coupe	terre cuite orangée ; figures noires	D. : 8,5	1863	récolé-vu
42 (n° liste d'envoi) ; 125 ; 11433 ; 128	503bis	Péliké	terre cuite orangée ; figures noires	H. : 32,7	1863	récolé-vu
43 (n° liste d'envoi) ; 59 (cataloghi)	504	Cratère	terre cuite ; figures rouges, réhauts blancs et ocre	H. : 23,7 ; D. : 20,5	1863	récolé-vu
44 (n° liste d'envoi) ; 64 ; 103 ; 726 (cataloghi) ; 833	505 ; (ou 525)	Coupe	terre cuite orangée ; figures rouges	D. : 26	1863	récolé-vu
45 (n° liste d'envoi)	506	Oenoché	terre cuite orangée ; vernis noir	H. : 17,5	1863	récolé-vu
46 (n° liste d'envoi)	506	Oenoché	terre cuite rouge ; vernis noir	H. : 15,3	1863	récolé-vu
47 (n° liste d'envoi)	507	Skyphos	terre cuite beige ; vernis noir	H. : 8,5 ; L. : 15	1863	récolé-vu
48 (n° liste d'envoi)	508	Skyphos	terre cuite orangée ; vernis noir	H. : 8,4	1863	récolé-vu
49 (n° liste d'envoi)	508	Coupe	terre cuite rouge ; vernis noir ; estampé	H. : 13	1863	récolé-vu
50 (n° liste d'envoi)	508	Coupe	terre cuite rouge ; vernis noir ; estampé	H. : 15,1	1863	récolé-vu
51 (n° liste d'envoi)	508	Coupe	terre cuite rouge ; vernis noir surpeint	H. : 11,5	1863	récolé-vu
52 (n° liste d'envoi) ; 315	508	Plat ou assiette	terre cuite rouge ; vernis noir ; incisé	D. : 21,9	1863	récolé-vu
53 (n° liste d'envoi)	508	Plat ou assiette	terre cuite rouge ; vernis noir ; incisé	D. : 18,9	1863	récolé-vu
54 (n° liste d'envoi)	508	Plat ou assiette	terre cuite rouge ; vernis noir ; incisé	D. : 19,6	1863	récolé-vu
55 (n° liste d'envoi)	508	Plat ou assiette	terre cuite rouge ; vernis noir ; estampé	H. : 18,8	1863	récolé-vu
56 (n° liste d'envoi)	508	Plat ou assiette	terre cuite rouge ; vernis noir ; incisé	H. : 21,1	1863	récolé-vu
57 (n° liste d'envoi) ; 103	508	Plat ou assiette	terre cuite rouge ; vernis noir ; estampé	D. : 16	1863	récolé-vu
58 (n° liste d'envoi)	508	Coupe	terre cuite rouge ; vernis noir	H. : 16,5	1863	récolé-vu
59 (n° liste d'envoi)	508	Coupe	terre cuite rouge ; vernis noir	D. : 15,6	1863	récolé-vu
60 (n° liste d'envoi)	508	Assiette ou petit plat	terre cuite rouge ; vernis noir	D. : 13,9	1863	récolé-vu
61 (n° liste d'envoi)	508	Coupe	terre cuite rouge ; vernis noir	D. : 13	1863	récolé-vu
62 (n° liste d'envoi)	509	Lécythe	terre cuite rouge ; figure rouge	H. : 16,5	1863	récolé-vu
63 (n° liste d'envoi) ; 188 (cataloghi) ; 4937	510	Lampe	terre cuite beige	L. : 13	1863	récolé-vu

INV. ETAT	INV. MUSEE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
64 (n° liste d'envoi) ; 281 (cataloghi) ; 163	511	Lampe	terre cuite beige ; engobe rouge	L. : 11	1863	récolé-vu
66 (n° liste d'envoi)	513	Urne et couvercle	terre cuite orangée ; haut-relief ; peinture gris-blanc	H. : 20 ; L. : 38	1863	récolé-vu
69 (n° liste d'envoi) ; 305	516	Ex-voto	terre cuite beige ; trace de peinture bleue	H. : 13,4	1863	récolé-vu
70 (n° liste d'envoi)	516	Ex-voto	terre cuite beige ; traces d'engobe	H. : 11,5	1863	récolé-vu
71 (n° liste d'envoi)	517	Ex-voto	terre cuite beige	L. : 7,2	1863	récolé-vu
72 (n° liste d'envoi)	518	Figurine	terre cuite orangée micacée	H. : 7 ; L. : 16,7	1863	récolé-vu
73 ou 74 (n° liste d'envoi)	519	Statuette ; Bacchus	marbre blanc ; ronde-bosse	H. : 49	1863	récolé-vu
74 ou 73 (n° liste d'envoi)	520	Statuette ; Bacchus	marbre blanc ; ronde-bosse	H. : 48	1863	récolé-vu
76 (n° liste d'envoi)	522	Statue ; tête d'enfant	marbre blanc ; ronde-bosse	H. : 15	1863	récolé-vu
78 (n° liste d'envoi)	524	Sarcophage ; fragment	marbre de carrare ; haut-relief	H. : 31	1863	récolé-vu
79? (n° liste d'envoi)	525 (ou 526?)	Torse de femme nue	marbre ; ronde-bosse	H. : 47	1863	récolé-vu

*Musée du Louvre, département des peintures*

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
INV 2179 ; B 333	anonyme, XVIIIe s. ; WOUVERMAN Philip (d'après)	Halte à la porte d'une auberge	peinture à l'huile ; toile	H. : 35 ; L. : 44	1872	récolé-vu
INV 8853 ; B 1528	anonyme (France, XVIIIe s.) ; MANGILDARD Adrien (autre attribution)	Un naufrage	peinture à l'huile ; toile	H. : 70 ; L. : 158	1872	récolé-vu
INV 9666 (?)	anonyme (Angleterre, XIXe s.?)	Portrait d'homme	peinture à l'huile ; toile	H. : 68 ; L. : 58	1870	récolé-vu
INV 2805 ; MR 1255	BOURDON Sébastien	La Vierge, Jésus enfant et saint Jean	peinture à l'huile ; toile	H. : 28 ; L. : 22	1891	récolé-vu
INV 5086 ; LP 1779	GOYET Eugène ; GROS Antoine-Jean, baron (d'après)	Portrait en pied de Claude-Victor Perrin, duc de Bellune	peinture à l'huile ; toile	H. : 217 ; L. : 145	1872	récolé-vu
INV 6638 ; MR 2175	MIGNARD Pierre	Ecce homo	peinture à l'huile ; toile	H. : 115 ; L. : 95	1895	récolé-vu
INV 6639 ; MR 2176	MIGNARD Pierre	La Vierge en pleurs	peinture à l'huile ; toile	H. : 115 ; L. : 95	1895	récolé-vu
INV 6411 ; MR 1455	PANNINI Giovanni Paolo ; DEMACHY Pierre-Antoine (autre attribution)	Ruines d'architecture avec fontaine	peinture à l'huile ; toile	H. : 40 ; L. : 30	1872	récolé-vu
INV 6348 ; MR 2575	VAN LOO Louis-Michel	Portrait en buste du comte de Provence	peinture à l'huile ; toile	H. : 63 ; L. : 50 (ovale)	1872	récolé-vu

## Musée d'Orsay

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
sans 232	MARCHAL Charles-François	Le Choral de Luther	peinture à l'huile ; toile	H. : 150 ; L. : 215	1896	récolé-vu

## Service des arts plastiques

## Fonds national d'art contemporain

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC FH 862-6	ANTIGNA Jean-Pierre-Alexandre	Les Filles d'Eve	peinture à l'huile ; toile	H. : 192 ; L. : 122	1868	récolé-vu
FNAC 647	AXENFELD Henri	Un Voeu	peinture à l'huile ; toile	H. : 107 ; L. : 95	1880	récolé-vu
FNAC PFH-2366	BACCUET Prosper	La Vallée du Roumel ; La Vallée du Rummel (Province de Constantine)	peinture à l'huile ; toile	H. : 60 ; L. : 90	1851	récolé-vu
FNAC PFH-2367	BOURGEOIS Louis-Maximilien	La Guerre ; Enfant tué par un obus	taille ; marbre	H : 35 ; L. : 82 ; P : 47	1874	récolé-vu
FNAC 217	BRISPOT Henri	Le Donneur d'eau bénite	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 126	1881	récolé-vu
FNAC 1530	DELOBRE Emile-Victor ; RAPHAËL, Sanzio (dit, d'après)	Apollon et Marsyas	peinture à l'huile ; toile	H. : 41 ; L. : 30	1903	récolé-vu
FNAC FH 866-153	GLAIZE Pierre-Paul-Léon	Thétis portant à Achille les armes forgées par Vulcain	peinture à l'huile ; toile	H. : 145 ; L. 115	1869	récolé-vu
FNAC FH 864-146	GUERARD Amédée	Pêcheuses de Saint-Cast (Côtes du Nord)	peinture à l'huile ; toile	H. : 127 ; L. : 201	1865	récolé-vu
FNAC 611	GUMERY Adolphe-Ernest	Le Départ pour la fête	peinture à l'huile ; toile	H. : 115 ; L. : 140	1886	récolé-vu
FNAC 575	HAREUX Ernest-Victor	Un Potager, environs de Quillebeuf (Eure)	peinture à l'huile ; toile	H. : 185 ; L. : 240	1881	récolé-vu
FNAC PFH-2365	JANET-LANGE Ange-Louis, JANET (dit)	Un Episode du combat de Khanghill, guerre de Crimée	peinture à l'huile ; toile	H. : 375 ; L. : 322	1860	récolé-vu
FNAC PFH-2371	JANSON Louis-Charles	La Douleur	taille ; marbre	H. : 90 ; L. : 103 ; P : 60	1875	récolé-vu
FNAC 281	JEANNIN Georges	Corbeille de fleurs	aquarelle ; papier marouflé sur toile	H. : 110 ; L. : 170	1884	récolé-vu
FNAC PFH-2378	LAURENT Jean-Antoine	Portrait en pied de Charles X	peinture à l'huile ; toile	H. : 230 ; L. : 150	1829	récolé-vu
FNAC PFH-2374	LAURENT Jules	Claude Gelée ; Claude Lorrain	taille ; marbre	H. : 78 ; L. : 53 ; P : 34	1833	récolé-vu
FNAC PFH-2372	LAURENT Jules	Le Poète Gilbert	taille ; marbre	H. : 80 ; L. : 32 ; P : 30	1838	récolé-vu
FNAC PFH-2132	LAYRAUD Joseph-Fortuné	Marsyas	peinture à l'huile ; toile	H. : 297 ; L. : 200	1874	récolé-vu

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC 345	MEDARD Eugène	Une Retraite (1871)	peinture à l'huile ; toile	H. : 160 ; L. : 210	1880	récolé-vu
FNAC PFH-2375	REMOND Jean-Charles-Joseph	Paysage historique ; Le duc de Lorraine Stanislas à Saint-Dié, après l'incendie de cette ville en 1757	peinture à l'huile ; toile	H. : 247 ; L. : 295	1831	récolé-vu
FNAC 690	ROVEL Henri	Harmonie du soir, Tunis	peinture à l'huile ; toile	H. : 80 ; L. : 110	1898	récolé-vu

Annexe de l'arrêté MCCC1316659A du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 31 juillet 2013).

### Commune de Gray

Service des arts plastiques

Fonds national d'art contemporain

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSION	DEPOT	NOTES
FNAC PFH-7031	Anonyme ; SANZIO Raffaello ; RAPHAEL (dit) (d'après)	La Calomnie d'Apelle	gravure	H. : 33,7 ; L. : 50	1889	récolé-vu
FNAC PFH-5911 (2)	BOUCHER-DESNOYERS Auguste G. Louis ; PERINO del VAGA (dit) ; BUONACCORSI Perino (d'après)	Les Muses et les Piérides	Burin ; eau-forte ; papier	H. : 34,5 ; L. : 59,2	1884	récolé-vu
FNAC PFH-7032	BOUCHER-DESNOYERS Auguste G. Louis ; SANZIO Raffaello ; RAPHAEL (dit) (d'après)	La Vierge de Dresde dite de Saint Sixte ; après 1841	burin ; eau-forte ; papier	H. : 60 ; L. : 43,5	1884	récolé-vu
FNAC 825	DESMAREST Albert	Retour d'Islande	peinture à l'huile ; toile	H. : 169 ; L. : 241,5	1901	récolé-vu
FNAC PFH-5843 (3)	DESVACHEZ David-Joseph ; VAN DYCK Antoon (d'après)	Charles I <sup>er</sup> roi d'Angleterre ; 1881	burin ; eau-forte ; papier	H. : 58,5 ; L. : 45,5	1884	récolé-vu
FNAC 173	GIRARDOT Louis-Auguste	Fortunata ; v.1893	peinture à l'huile ; toile	H. : 39,5 ; L. : 23,3	1894	récolé-vu
FNAC 1284	LANGRAND Jean-Anatole	Le Tournant des meules ; v.1903	peinture à l'huile ; toile	H. : 46 ; L. : 38	1904	récolé-vu
FNAC PFH-7033	LEROY Alphonse Alexandre ; MANTEGNA (d'après)	Judith	gravure ; fac-similé	H. : 30,5 ; L. : 59,3	1889	récolé-vu
FNAC 521	MATIFAS Louis-Rémy	Les Carrières d'Amérique à Romainville ; v. 1880	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 300	1880	récolé-vu

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSION	DEPOT	NOTES
FNAC 164	RONOT Charles	L'Homme de Platon ; 1883	peinture à l'huile ; toile	H. : 231 ; L. : 266	1885	récolé-vu
FNAC 164	SINIBALDI Jean-Paul	Le Défilé ; v.1881	peinture à l'huile ; toile	H. : 252 ; L. : 175	1881	récolé-vu
FNAC 545	ZIER François-Edouard	Charles VI et Odette ; v.1880	peinture à l'huile ; toile	H. : 211 ; L. : 157,5	1880	récolé-vu

Annexe de l'arrêté MCCC1300630A du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 31 juillet 2013).

Commune de Menton

Service des arts plastiques

Fonds national d'art contemporain

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSION	DÉPOT	NOTES
FNAC 169	ALLEGRE Raymond	Marseille ; matinée d'été ; 1893	peinture à l'huile ; toile	H. : 160 ; L. : 250	1894	récolé-vu
FNAC 2264 (1à3)	CHARAVEL Paul-Frédéric-Antoine	Avila , triptyque ; 1906	peinture à l'huile ; toile	H. : 180 ; L. : 130	1910	récolé-vu
FNAC 2296	LEMEUNIER Basile	Charité ; 1907	peinture à l'huile ; toile	H. : 205 ; L. : 250	1909	récolé-vu
FNAC 2491	LEPINE Joseph-Louis-François	Vieille boutique	peinture à l'huile ; carton marouflé ; panneau	H. : 78 ; L. : 89	1909	récolé-vu
FNAC 1971	PAILLARD Henri	Rue ensoleillée	peinture à l'huile ; toile	H. : 60 ; L. : 47	1909	récolé-vu

Annexe de l'arrêté MCCC1316152A du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 31 juillet 2013).

Commune de Morlaix

Service des musées de France

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPOT	NOTES
INV 580 ; MR 453	ROMANELLI Giovanni Francesco	Vénus et Adonis	Peinture à l'huile ; toile	H. : 52 ; L. : 69	1895	Récolé-vu



Annexe de l'arrêté MCCC1315935A du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 31 juillet 2013).

#### Commune de Mulhouse

Service des arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC FH 865-9	APPIAN Adolphe, APPIAN Jacques, Barthélémy (dit)	Un Rocher dans les communaux de Rix (Ain)	peinture à l'huile, toile	H. : 67 ; L. : 120	1866	récolé-vu
FNAC FH 868-138	GLAIZE Pierre, Paul, Léon	Samson rompant ses liens	peinture à l'huile, toile	H. : 104 ; L. : 194	1868	récolé-vu
FNAC FH 867-176	LA ROCHENOIRE Emile-Charles-Julien de	Vache et jeune taureau (Normandie)	peinture à l'huile, toile	H. : 200 ; L. : 250	1868	récolé-vu
FNAC PFH-4334	WACHSMUTH Ferdinand	Un Episode de l'Histoire de Mulhouse	peinture à l'huile, toile	H. : 256 ; L. : 325	1870	récolé-vu

Annexe de l'arrêté MCCC1316658A du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 31 juillet 2013).

#### Commune de Nérac

Service des arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSION	DÉPÔT	NOTES
FNAC 607	Bompard Maurice	Boucher tunisien ; Le boucher de Tunis	peinture à l'huile ; toile	H. : 325 ; L. : 227	1885	récolé-vu
FNAC 2215	Bonhot Paul	L'Allée de la Garenne et la fontaine du Dauphin à Nérac	peinture à l'huile ; toile	H. : 70 ; L. : 90	1909	récolé-vu
FNAC PFH-3288	Bourieres Jean-Baptiste-Emile ; Deveria Eugène (d'après)	La Naissance d'Henri IV	peinture à l'huile ; toile	H. : 129 ; L. : 96	1842	récolé-vu
FNAC 1863	Dastugue Maxime	La Fuite en Égypte	peinture à l'huile ; toile	H. : 140 ; L. : 211	1892	récolé-vu
FNAC 1558	Duval-Gozlan Léon	Fin du jour	peinture à l'huile ; toile	H. : 63 ; L. : 79	1907	récolé-vu
FNAC 957	Faure Marie (Mme)	Étude de fleurs	aquarelle	H. : 65 ; L. : 50	1887	récolé-vu
FNAC 1620	Gubbo-Boyer Marie-Louise	Fruits d'été	peinture à l'huile ; toile	H. : 101,5 ; L. : 135	1906	récolé-vu
FNAC 988	Hamman Alice (Mme)	Fleurs	aquarelle	H. : 105 ; L. : 125	1887	récolé-vu

## Service des arts plastiques

Fonds national d'art contemporain

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPOT	NOTES
FNAC 1589	ALIZARD Joseph-Paul	Dans le passé ; 1902	peinture à l'huile; toile	H. : 130 ; L. : 97	1903	récolé-vu
FNAC 1961	BAILLET Ernest	Matinée d'août en Seine ; 1890	peinture à l'huile ; toile	H. : 104 ; L. : 151	1892	récolé-vu
FNAC 1880	BERTON Armand	La Toilette après le bain ; 1906	peinture à l'huile ; toile	H. : 154 ; L. : 149	1908	récolé-vu
FNAC 906	BOUDIN Eugène-Louis	Un grain ; 1886	peinture à l'huile; toile	H. 117; L. 160	1886	récolé-vu
FNAC 1434	COIGNET Marie	Pour le déjeuner	peinture à l'huile	H. : 50,5 ; L. : 73,5	1903	récolé-vu
FNAC 309	DESHAYES Charles-Félix-Edouard	Effet de soleil, sous-bois, aux environs de Paris	peinture à l'huile ; toile	H. : 170,5 ; L. : 210,5	1880	récolé-vu
FNAC PFH-4724	DUPIN Etienne Octavie ; PALMA VECCHIO (d'après)	L'Adoration des bergers avec une donatrice	peinture à l'huile ; toile	H. : 140,5 ; L. : 211	1871	récolé-vu
FNAC 1141	FOURNIER Louis-Edouard-Paul	Velleda, prophétesse des Gaules ; 1887	peinture à l'huile ; toile	H. : 950 ; L. : 510	1889	récolé-vu
FNAC 991	GRATEYROLLE Sylvain-Paul-Frédéric	Ambulance dans une ferme	peinture à l'huile ; toile	H. : 175 ; L. : 215	1886	récolé-vu
FNAC 1393	GUAY Julien Gabriel	Un Vieillard assis dans un jardin ; 1899	peinture à l'huile; toile	H. : 91,5 ; L. : 115	1901	récolé-vu
FNAC 1222	LEBAS Hippolyte	Paysage avec cascade ; 1847	peinture à l'huile ; toile	H. : 61 ; L. : 50,5	1898	récolé-vu
FNAC 948	PERRET Aimé	La Fiancée du berger ; 1886	peinture à l'huile ; toile	H. : 205 ; L. : 165	1886	récolé-vu
FNAC 1634	SCHULLER Joseph Charles	Soleils, fin d'été ; 1890	peinture à l'huile, toile	H. : 260 ; L. : 160	1890	récolé-vu
FNAC 293	TATTEGRAIN Francis	Débarquement de harengs	peinture à l'huile ; toile	H. : 375 ; L. : 285	1886	récolé-vu
FNAC 1872	VALLET-BISSON Frédéric	Dans l'herbage	pastel ; papier	H. : 38 ; L. : 50	1896	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSION	DÉPÔT	NOTES
FNAC 774	Laurent Ernest-Joseph	L'Annonciation	peinture à l'huile ; toile	H. : 270 ; L. : 248	1885	récolé-vu
FNAC 1533	Ranft Richard	Le Printemps au hameau	peinture à l'huile ; toile	H. : 59 ; L. : 65	1906	récolé-vu
FNAC PFH-3290	Sabatier Etienne	La Garenne de Nérac	peinture à l'huile ; toile	H. : 74 ; L. : 108	1854	récolé-vu
FNAC PFH-977	Salmson Jean-Jules	Henri IV	plâtre	H. : 200 ; L. : 80 ; P. : 90	1876	récolé-vu
FNAC PFH-978	Stigand Helen (M <sup>lle</sup> ) ; Turner William (d'après)	The Approach to Venice	peinture à l'huile ; toile	H. : 41 ; L. : 61	1873	récolé-vu
FNAC PFH-979	Stigand Helen (M <sup>lle</sup> ) ; Turner William (d'après)	The Sun of Venice	peinture à l'huile ; toile	H. : 41 ; L. : 61	1873	récolé-vu
FNAC 395 ; FNAC 1018	Suchetet Auguste	Aux vendanges ; Jeune faune jouant avec un masque ; Jeune faune écrasant une grappe	moulage ; plâtre	H. : 100 ; L. : 55 ; P. : 95	1886	récolé-vu

Annexe de l'arrêté MCCC1315998A du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 31 juillet 2013).

#### Commune de Nice

Service des musées de France :

*Collection Campana, antiques, envoi de 1863*

INV. ÉTAT	INV. MUSEE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
1,2,3,4 ou 5 (liste d'envoi)	D 04 M1 2 1 ; 1309	Énochoé	buccherò	H. : 21,8 ; D. : 15,5	1863	récolé-vu
1,2,3,4 ou 5 (liste d'envoi)	CIM D04 M1 2 2	Énochoé	buccherò	H. : 21,6 ; D. : 14,8	1863	récolé-vu
1,2,3,4 ou 5 (liste d'envoi)	CIM D60.M1.2.53 ; 7020 ; 1309	Énochoé	buccherò	H. : 28,2 ; D. : 18,2	1863	récolé-vu
1,2,3,4 ou 5 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 52 ; 7078 ; 1309	Énochoé	buccherò	H. : 19,9 ; L. : 13,7	1863	récolé-vu
1,2,3,4 ou 5 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 45 ; 7076 ; 1309	Énochoé	buccherò	H. : 13,6 ; D. : 10,4	1863	récolé-vu
6 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 43 ; 7077 ; 1310	Amphore	buccherò	H. : 10,8 ; L. : 10,2	1863	récolé-vu
7 ou 8 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 44 ; 7056 ; 1310	Olpé	buccherò	H. : 14,7 ; L. : 10,9 ; D. : 8	1863	récolé-vu
7 ou 8 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 41 ; 7057 ; 1311	Olpé	buccherò	H. : 15 ; D. : 11,5	1863	récolé-vu
9 ou 10 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 50 ; 7059 ; 1312	Canthare	buccherò	H. : 12,4 ; D. : 19,2	1863	récolé-vu
9 ou 10 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 48 ; 7060 ; 1310	Canthare	buccherò	H. : 10,6 ; La : 16,9 ; D. : 10,4	1863	écolé-vu

INV. ÉTAT	INV. MUSEE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT NOTES
11 ou 12 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 42 ; 7075 ; 1313	Calice	bucchero	H. : 13,4 ; D. : 15,6	1863 récolé-vu
11 ou 12 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 51 ; 7074 ; 1313	Calice	bucchero	H. : 15,1 ; L. : 15,5	1863 récolé-vu
13 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 47 ; 7058 ; 1314	Kyathos	bucchero	H. : 14,8 ; La. : 16,7 ; D. : 13	1863 récolé-vu
14 ou 15 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 46 ; 7062 ; 1315	Coupe	bucchero	H. : 5,8 ; La. : 15,5 ; D. : 11,6	1863 récolé-vu
14 ou 15 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 49 ; 7061 ; 1315	Coupe	bucchero	H. : 4,1 ; La. : 15,1 ; D. : 11,6	1863 récolé-vu
16,17,18,19 ou 20 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 40 ; 7048 ; 1326	Énochoé	terre cuite beige orangé	H. : 18 ; D. : 9,8	1863 récolé-vu
16,17,18,19 ou 20 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 36 ; 7051 ; 1316	Énochoé	terre cuite beige orangé	H. : 21,8 ; D. : 11,6	1863 récolé-vu
16,17,18,19 ou 20 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 35 ; 7052 ; 1316	Énochoé	terre cuite beige	H. : 21,4 ; D. : 12,7	1863 récolé-vu
16,17,18,19 ou 20 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 37 ; 7019 ; 1316	Énochoé	terre cuite beige orangé	H. : 26,9 ; D. : 13,8	1863 récolé-vu
16,17,18,19 ou 20 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 33 ; 7053 ; 1316	Énochoé	terre cuite beige rosé	H. : 18,2 ; D. : 11,2	1863 récolé-vu
21 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 30 ; 7044 ; 1317	Lécythe	terre cuite beige rosé	H. : 11,8 ; D. : 7,8	1863 récolé-vu
22 ou 23 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 34 ; 7046	Plat	terre cuite beige rosé	H. : 4,8 ; D. : 14,1	1863 récolé-vu
22 ou 23 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 31 ; 7047 ; 1318	Plat	terre cuite beige orangé	H. : 4,8 ; D. : 14,1	1863 récolé-vu
24,25,26,27,28,29,30,31 ou 32 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 11 ; 7028 ; 1319	Alabastre	terre cuite beige clair	H. : 5,5 ; D. : 3,4	1863 récolé-vu
24,25,26,27,28,29,30,31 ou 32 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 10 ; 7025 ; 1319	Alabastre	terre cuite beige clair	H. : 5,9 ; D. : 3,4	1863 récolé-vu
24,25,26,27,28,29,30,31 ou 32 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 8 ; 7047 ; 1318	Alabastre	terre cuite beige clair	H. : 10 ; D. : 5,2	1863 récolé-vu
24,25,26,27,28,29,30,31 ou 32 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 19 ; 7035 ; 1319	Alabastre	terre cuite beige	H. : 9,1 ; D. 4,9	1863 récolé-vu
24,25,26,27,28,29,30,31 ou 32 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 16 ; 7026 ; 1319	Alabastre	terre cuite beige	H. : 9 ; D. : 4,3	1863 récolé-vu
24,25,26,27,28,29,30,31 ou 32 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 15 ; 7027 ; 1319	Alabastre	terre cuite beige clair	H. : 8	1863 récolé-vu
24,25,26,27,28,29,30,31 ou 32 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 7 ; 7034 ; 1319	Alabastre	terre cuite beige clair	H. : 8,7 ; D. : 4,4	1863 récolé-vu
24,25,26,27,28,29,30,31 ou 32 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 3 ; 7036 ; 1319	Alabastre	terre cuite beige foncé	H. : 12,3 ; D. 6,6	1863 récolé-vu
24,25,26,27,28,29,30,31 ou 32 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 4 ; 7035 ; 1319	Alabastre	terre cuite beige foncé	H. : 12,6 ; D. : 6,8	1863 récolé-vu
33,34,35,36,37 ou 38 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 18 ; 7041 ; 1320	Aryballe	terre cuite beige	H. : 6,8 ; D. 4,6	1863 récolé-vu
33,34,35,36,37 ou 38 (liste d'envoi) ?	CIM D60 M1 2 6 ; 7029 ; 1320	Aryballe	terre cuite beige	H. : 7,3 ; D. : 6,3	1863 récolé-vu
33,34,35,36,37 ou 38 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 22 ; 7030 ; 1320	Aryballe	terre cuite beige	H. : 9,2 ; D. : 4,9	1863 récolé-vu
33,34,35,36,37 ou 38 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 20 ; 7040 ; 1320	Aryballe	terre cuite	H. : 8,1 ; D. : 4	1863 récolé-vu
33,34,35,36,37 ou 38 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 17 ; 7028 ; 1320	Aryballe	terre cuite beige clair	H. : 8,8 ; D. : 4,6	1863 récolé-vu
33,34,35,36,37 ou 38 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 12 ; 7093	Aryballe	terre cuite beige clair	H. : 9,7 ; D. : 5,3	1863 récolé-vu
33,34,35,36,37 ou 38 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 9 ; 7039 ; 1320	Aryballe	terre cuite beige	H. : 8,6 ; D. : 4,7	1863 récolé-vu

INV. ÉTAT	INV. MUSEE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT NOTES
39,40,41 ou 42 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 21 ; 7031 ; 1321	Aryballe	terre cuite beige	H. : 6,4 ; D. : 5	1863 récolé-vu
39,40,41 ou 42 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 14 ; 7024 ; 1321	Aryballe	terre cuite beige	H. : 4,9 ; D. : 5,1	1863 récolé-vu
39,40,41 ou 42 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 13 ; 7024 ; 1321	Aryballe	terre cuite beige	H. : 5,5 ; D. : 4,9	1863 récolé-vu
39,40,41 ou 42 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 5 ; 7043 ; 1321	Aryballe	terre cuite beige	H. : 7,3 ; D. : 6,3	1863 récolé-vu
43 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 75	Amphore	terre cuite orangée	H. : 41 ; D. : 18	1863 récolé-vu
44 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 24 ; 7045 ; 1323	Lécythé	terre cuite beige orangé	H. : 19,5 ; L. : 9,5	1863 récolé-vu
45 ou 46 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 26 ; 7017 ; 1341	Lécythé	terre cuite beige orangé	H. : 14,8 ; D. : 6	1863 récolé-vu
46 ou 45 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 27 ; 7022 ; 1328	Lécythé	terre cuite orangée	H. : 13,5 ; D. 6,8	1863 récolé-vu
48 (liste envoi) 1325	(ancien n° du musée Chéret) ; M 76 (ancien n° musée)	Amphore	décor en figures rouges		1863 récolé-vu
49 ou 50 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 39 ; 7049 ; 1326	Ēnochoé	terre cuite rouge brun	H. : 12,5 ; D. : 7,7 (sans anse)	1863 récolé-vu
50 ou 49 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 38 ; 7050 ; 1326	Ēnochoé	terre cuite rouge	H. : 14,9 ; D. : 7,3	1863 récolé-vu
51,52 ou 53 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 32 ; 7054 ; 1327	Skypfos	terre cuite beige orangé	H. : 9,3 ; La. : 14,3 ; D. : 8	1863 récolé-vu
51,52 ou 53 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 58 ; 7055	Coupe-Skypfos	terre cuite orangée	H. : 8,2 ; La. : 13 ; D. : 10	1863 récolé-vu
51,52 ou 53 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 65 ; 7079 ; 1327	Skypfos(ou pixede?)	terre cuite beige orangé	H. : 11,1 ; La. : 14,2 ; D. : 9	1863 récolé-vu
54,55,56,57,58,59,60,61,62,63 ou 64 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 28 ; 7065 ; 1327	Coupe	terre cuite beige orangé	H. : 4,3 ; D. : 10,6	1863 récolé-vu
54,55,56,57,58,59,60,61,62,63 ou 64 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 64 ; 7073 ; 1327	Coupe	terre cuite beige orangé	H. : 4,7 ; La. : 20,5 ; D. : 15,9	1863 récolé-vu
54,55,56,57,58,59,60,61,62,63 ou 64 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 56 ; 7066 ; 1327	Coupe	terre cuite beige rosé	H. : 5 ; D. : 10,7	1863 récolé-vu
54,55,56,57,58,59,60,61,62,63 ou 64 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 55 ; 7067 ; 1327	Assiette	terre cuite beige orangé	H. : 3,2 ; D. : 17,3	1863 récolé-vu
54,55,56,57,58,59,60,61,62,63 ou 64 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 63 ; 7072 ; 1327	Plat	terre cuite beige rosé	H. : 4 ; D. : 20,9	1863 récolé-vu
54,55,56,57,58,59,60,61,62,63 ou 64 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 54 ; 7063 ; 1327	Assiette	terre cuite beige orangé	H. : 4,3 ; D. : 18,1	1863 récolé-vu
54,55,56,57,58,59,60,61,62,63 ou 64 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 57 ; 7022 ; 1328	Coupe	terre cuite beige orangé	H. : 5,4 ; D. : 16,8	1863 récolé-vu
54,55,56,57,58,59,60,61,62,63 ou 64 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 62 ; 7070 ; 1328	Assiette	terre cuite beige rosé	H. : 3,5 ; D. : 17,5	1863 récolé-vu



INV. ÉTAT	INV. MUSEE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
54,55,56,57,58,59,60,61, 62,63 ou 64 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 61 ; 7068 ; 1351	Assiette	terre cuite beige orangé	H. : 3 ; D. : 14,4	1863	récolé-vu
54,55,56,57,58,59,60,61, 62,63 ou 64 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 59 ; 7063 ; 1327	Coupe	terre cuite beige orangé clair	H. : 4,6 ; La. : 20 ; D. 13,8	1863	récolé-vu
54,55,56,57,58,59,60,61, 62,63 ou 64 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 60 ; 7064 ; 1327	Coupe	terre cuite beige rosé	H. : 5 ; La. : 17,9 ; D. : 12,4	1863	récolé-vu
65 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 29 ; 7033 ; 1328	Coupe	terre cuite rouge	H. : 6,1 ; L. : 13,3 ; D. : 9,4	1863	récolé-vu
66 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 25 ; 7032 ; 1323	Lécythe	terre cuite beige orangé	H. : 12,9 ; D. : 6,2	1863	récolé-vu
67 (liste d'envoi)	CIM D04 M1 3 1 ; 7081	Lampe	terre cuite orangée	H. : 3 ; Lo. : 13,7 ; D. : 8	1863	récolé-vu
68 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 67 ; 7081 ; 1328 ; 2914	Lampe	terre cuite beige	H. : 2,1 ; Lo. : 8 ; La. : 5	1863	récolé-vu
69 (liste d'envoi)	1374	Urne cinéraire	terre cuite beige rosé	Cuve: H.: 21,7 ; Lo.: 34 ; P.: 15,5 Couvercle: H.: 13,8 ; Lo.: 37 ; Prof.: 19,5	1863	récolé-vu
71 (liste d'envoi)	CIM D60 M1 2 74 ; 7085 ; 1330	Antéfixe	terre cuite beige rosé	H. : 18,7 ; La. : 15,9 ; Ep.: 2,9	1863	récolé-vu
72 (liste d'envoi)	CIM D04 M1 2 4 ; 7015 ; 1331	Figurine	terre cuite beige orangé	H. : 22,8 ; L. : 9,1	1863	récolé-vu
73 (liste d'envoi)	CIM D77 M1 73 ; 7084 ; 1332	Kernos, fragment	terre cuite beige rosé	H. : 8,8 ; La. : 6,5 ; Prof.: 7,5	1863	récolé-vu
74 ou 75 (liste d'envoi)	CIM D77 M1 71 ; 7082 ; 1333	Ex-Voto	terre cuite beige rosé micacée	H. : 12,5 ; La. : 8,9 ; Prof.: 6,2	1863	récolé-vu
75 ou 74 (liste d'envoi)	CIM D77 M1 72 ; 7083 ; 1327	Ex-voto	terre cuite brun rose micacée	H. : 11,5 ; La. : 7,7 ; Ep.: 6,4	1863	récolé-vu
76 (liste d'envoi)	D60 M1 9 68 ; 12 ; 23	Statue	marbre	H. : 107 ; La. : 37	1863	récolé-vu
77 (liste d'envoi)	D60.M1.9.69 ; 13 ; 24	Buste d'homme	marbre	H. (avec piedouche) : 71,5 ; La. : 49	1863	récolé-vu
78 (liste d'envoi)	D60.M1.9.70 ; 14 ; 25	Buste de femme	marbre	H. (avec piedouche) : 66 ; La. : 45,5	1863	récolé-vu
	CIM D60 M1 2 66 ; 7080 ; 1329	Lampe	terre cuite beige orangé	L. : 11,5 ; D. : 8,3	1863	récolé-vu
	CIM D60 M1 2 1 ; 7018 ; 1337	Énochoé	terre cuite beige	H. : 15 ; D. : 13,6	1863	récolé-vu
	CIM D60 M1 2 23	Lécythe	terre cuite beige clair	H. : (avec anse) : 12,2 ; D. : 8,1	1863	récolé-vu

Service des musées de France :

*Musée du Louvre, département des peintures*

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 3986 ; B 1118	Boel Pieter	Cinq chameaux	peinture à l'huile ; toile	H. : 68 ; L. : 68	1892	récolé-vu
INV 3989 ; B 1123	Boel Pieter	Cinq chats sauvages	peinture à l'huile ; toile	H. : 68 ; L. : 68	1892	récolé-vu
RF 28	Chaudet Antoine-Denis	Énée fuyant avec sa famille	peinture à l'huile ; toile	H. : 275 ; L. : 195	1876	récolé-vu
INV 5616 ; C 29	Landon Charles-Paul	Vénus et l'amour	peinture à l'huile ; toile	H. : 145 ; L. : 200	1872	récolé vu
Cornu 482	Polzone (ou Pulzone) Scipio ou Scipione, Il Gaetano (dit)	Portrait présumé du Tasse	peinture à l'huile ; bois	H. : 80 ; L. : 69	1863	récolé-vu
INV 1814 ; B 1343	Rubens Pierre, Paul (école de)	Saint-Georges terrassant le monstre	peinture à l'huile ; toile	H. : 93 ; L. : 109	1876	récolé-vu
INV 8091 ; L 3614	Tardieu Jean-Charles	Une Famille de centaures	peinture à l'huile ; toile	H. : 344 ; L. : 370	1872	récolé-vu
INV 6277 ; MR 2569	Van Loo Carle	Thésée vainqueur du taureau de Marathon l'amène au temple d'Apollon pour le faire sacrifier	peinture à l'huile ; toile	H. : 358 ; L. : 707	1872	récolé-vu
INV 6263 ; B 2083	Vanloo Jean-Baptiste (d'après)	Portrait en pied de Louis XV, dans sa jeunesse	peinture à l'huile ; toile	H. : 204 ; L. : 146	1872	récolé-vu
INV 6270 ; B 2257	Vanloo Jean-Baptiste (d'après)	Portrait en pied de Marie Leczinska	peinture à l'huile ; toile	H. : 195 ; L. : 140	1872	récolé-vu

**Service des arts plastiques :**

*Fonds national d'art contemporain*

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 606	Benner Jean	Pavots	peinture à l'huile, toile	H. : 198 ; L. : 136	1886	récolé-vu
FNAC 175 ; FNAC 384 ; FNAC 407	Blanchard Jules	Diane surprise	plâtre	H. : 195 ; L. : 75 ; P. : 75	1886	récolé-vu
FNAC 1334	Bonnefoy Henri, Arthur	La Bonne place	peinture à l'huile, toile	H. : 82 ; L. : 113	1889	récolé-vu
FNAC 173	Busson Charles	Une Vieille ferme normande	peinture à l'huile, toile	H. : 147 ; L. : 203	1880	récolé-vu
FNAC FH 866-35	Buttura Ernest	L'Automne aux environs de Cannes	peinture à l'huile, toile		1866	récolé-vu
FNAC 2405	Calmettes Pierre	Intérieur de bibliothèque, Hamilcar, jardin de la cité des livres, chez Anatole France	peinture à l'huile, toile	H. : 54 ; L. : 45 H. : 80 ; L. : 72 (avec cadre)	1909	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 2071	Cardona Juan	La Paquita	peinture à l'huile, toile	H. : 85 ; L. : 55	1906	récolé-vu
FNAC PFH-415	Clement Félix-Auguste	Marchande d'eau et d'oranges	peinture à l'huile, toile	H. : 187 ; L. : 122	1874	récolé-vu
FNAC 234 ; FNAC 1222	Coulon Jean Hebe	Coelstis	marbre	H. : 265 ; L. : 120 ; P. : 120	1889	récolé-vu
FNAC FH 869-84	Courdouan Vincent	Côtes de Provence, effet du matin	peinture à l'huile, toile	H. : 80 ; L. : 150	1869	récolé-vu
FNAC PFH-418	D'Alheim Jean	Vue de Vintimiglia	peinture à l'huile, toile	H. : 70 ; L. : 146	1871	récolé-vu
FNAC FH 867-86	Dauzats Adrien	Vue extérieure de la cathédrale de Tolède	peinture à l'huile, toile		1867	récolé-vu
FNAC PFH-410	De Mortemart-Boisse Enguerrand	Le Ruisseau de la Merlette	peinture à l'huile, bois	H. : 47 ; L. : 54	1874	récolé-vu
FNAC FH 860-6 5	Desnos Louise-Adélaïde	Impératrice Eugénie	peinture à l'huile, toile	H. : 240 ; L. : 155	1861	récolé-vu
FNAC 87	De Souza Pinto Julio	Le Coin du feu	peinture à l'huile, toile	H. : 75 ; L. : 62	1896	récolé-vu
FNAC 2002	Dinet Etienne	Le Golgotha	peinture à l'huile, toile	H. : 145 ; L. : 145	1894	récolé-vu
FNAC PFH-414	Dubois Maria	Fleurs de mai	pastel sur papier		1874	récolé-vu
FNAC 2072	Flandrin Paul-Hippolyte	La Statuette	peinture à l'huile, toile	H. : 52 ; L. : 62	1906	récolé-vu
FNAC 1177	Garaud Gustave	[sans titre]	peinture à l'huile, toile	H. : 38 ; L. : 61	1903	récolé-vu
FNAC 2238	Garaud Gustave	Les Bugadières niçoises	peinture à l'huile, toile	H. : 60 ; L. : 92	1909	récolé-vu
FNAC FH 865-133	Hugrel Pierre, Honoré	Pastorale	peinture à l'huile, toile	H. : 245 ; L. : 178	1865	récolé-vu
FNAC PFH-409	Induno Girolamo	Le Forum de Nerva à Rome	peinture à l'huile, toile	H. : 45 ; L. : 31	1878	récolé-vu
FNAC PFH-508	Lanzirotti Antonio, Giovanni	L'Esclave	bronze, patine noire	H. : 93 ; D. : 100	1860	récolé-vu
FNAC 525	Le Veel Armand, Jules	Adolphe Blanqui, membre de l'Institut	marbre	H. : 69 ; L. : 38 ; P. : 34	1895	récolé-vu
FNAC PFH-416	Lematte Fernand	Enlèvement de Déjanire	peinture à l'huile, toile		1874	récolé-vu
FNAC 340	Lerolle Henry	Jacob chez Laban	peinture à l'huile, toile	H. : 325 ; L. : 425	1880	récolé-vu
FNAC 52 ; FNAC 149	Mathieu Justin	Fondation de la ville de Marseille	plâtre H. : 43 ; L. : 115		1879	récolé-vu
FNAC 2870	Matisse Auguste	Sur la côte de l'île de Bréhat	peinture à l'huile, toile	H. : 57,5 ; L. : 81	1909	récolé-vu
FNAC PFH-413	Monginot Charles	Le Déjeuner	peinture à l'huile, toile		1879	récolé-vu
FNAC 2070	Roger Louis, Francois	Vénitienne	peinture à l'huile, toile	H. : 102 ; L. : 60,5	1906	récolé-vu
FNAC 3056	Roque Jean, Jacques	Chevaux à l'abreuvoir	peinture à l'huile, toile	H. : 250 ; L. : 350	1909	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC PFH-412	Roubaudi Alcide, Théophile Roubaudi Alcide, Théophile (dit)	Le Piloni	peinture à l'huile, toile	H. : 153 ; L. : 207,5	1878	récolé-vu
FNAC 1308	Tournes Étienne	Femme faisant chauffer un fer à friser	peinture à l'huile, toile	H. : 220 ; L. : 150	1889	récolé-vu
FNAC PFH-16	Trouillebert Paul, Désiré	La Servante de harem	peinture à l'huile, toile	H. : 130 ; L. : 97	1875	récolé-vu
FNAC PFH-411	Viollet-Le-Duc Adolphe, Étienne	Les Îles d'Hyères	peinture à l'huile, toile	H. : 80 ; L. : 120	1874	récolé-vu

Annexe de l'arrêté MCC1316660A du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 31 juillet 2013).

### Commune de Quimper

Service des musées de France

*Musée du Louvre, département des peintures*

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 2220 ; C 232	Alaux Jean	La Justice amène l'abondance et l'industrie sur la terre	peinture à l'huile ; toile	H. : 365 ; L. : 265	1872	récolé-vu
INV 2221 ; C233	Alaux Jean ; Franque Pierre	La Justice veille sur le repos du monde	peinture à l'huile ; toile	H. : 365 ; L. : 265	1872	récolé-vu
INV 261	Bilivert Giovanni (suite de)	L'Invention de la Croix	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 140	1897	récolé-vu
INV 205 ; MR 133	Cararraci Annibale (entourage de)	Saint-Sébastien	peinture à l'huile ; toile ;	H. : 131 ; L. 96	1897	récolé-vu
*INV 3320 ; C 234	Colson Guillaume, François	La Sagesse sous la figure de Minerve indique l'avenir aux législateurs	peinture à l'huile ; toile	H. : 450 ; L. : 140	1875	récolé-vu
INV 8021 ; MR 2061	Le Sueur Eustache (d'après)	Martyre de Saint Laurent	peinture à l'huile ; toile	H. : 166 ; L. : 96	1897	récolé-vu
RF 694	Leleux Adolphe	Une Noce en Bretagne	peinture à l'huile ; toile	H. : 138 ; L. : 203	1892	récolé-vu
INV 6643 ; MR 2140	Mignard Pierre	L'Espérance	peinture à l'huile ; toile	H. : 49 ; L. : 62	1897	récolé-vu
INV 6642	Mignard Pierre	La Foi	peinture à l'huile ; toil	H. : 49 ; L. : 62	1897	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 530 ; MR 283	Reni Guido, Le Guide (dit)	Madeleine pénitent	peinture à l'huile ; toile	H. : 112 ; L. : 95	1897	récolé-vu
INV 7733 ; L 3637	Rouget Georges	Saint-Louis prisonnier en Egypte	peinture à l'huile ; toile	H. : 65 ; L. : 162	1876	récolé-vu
INV 7731 ; L 363	Rouget Georges	Saint-Louis pardonnant à Pierre de Bretagne, dit Maclerc duc de Bretagne, et reçoit son hommage (1234)	peinture à l'huile ; toile	H. : 65 ; L. : 162	1876	récolé-vu
MI 631	Salvi Giovanni Battista (d'après), Sassoferrato IL (dit)	La Vierge adorant l'Enfant Jésus	peinture à l'huile ; toile	H. : 87 ; L. : 73	1872	récolé-vu
INV 7973	Steuben Charles von	L'Innocence se réfugiant dans les bras de la Justice	peinture à l'huile ; toile	H. : 450 ; L. : 135	1872	récolé-vu

## Musée du Louvre, département des objets d'art

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
MR 2210	Rimini, xvi <sup>e</sup> s.	Coupe godronnée et festonnée	faïence	D. : 29	1896	récolé-vu
MR 2224	Rimini, xvi <sup>e</sup> s.	Assiette à large bord : Jupiter et Leda	majolique	D. : 26	1902	récolé-vu
MR 2305	Palissy Bernard	Plat ovale, à pied, dit rustique	terre vernissée	L. : 32 ; L. : 25	1902	récolé-vu
MR 2353		Vase à anse, forme de canette	terre vernissée	H. : 20 ; L. : 18	1902	récolé-vu
OA 1426	Deruta, xvi <sup>e</sup> s.	Plat : sainte Lucie	majolique	D. : 38	1896	récolé-vu
OA 1527	Rimini, xvi <sup>e</sup> s.	Coupe à bords renversés : Moïse devant Pharaon	faïence	D. : 27	1896	récolé-vu
OA 1588	Urbino, xvi <sup>e</sup> s.	Assiette : Dieu créant la femme	faïence	D. : 27	1896	récolé-vu
OA 1590	Caffagiolo, xvi <sup>e</sup> s.	Coupe : Jésus en croix entre Saint Jean-Baptiste et la Vierge	majolique	D. : 25	1896	récolé-vu
OA 1593	Rimini, xvi <sup>e</sup> s.	Coupe à bords renversés : Dieu apparaît à Noé	faïence	D. : 26	1896	récolé-vu
OA 1599	Gubbio, xvi <sup>e</sup> s.	Coupe : buste de femme	majolique	D. : 22	1896	récolé-vu
OA 1747	Gubbio, xvi <sup>e</sup> s.	Coupe : buste de femme	majolique	D. : 22	1896	récolé-vu
OA 1766	Urbino, xvii <sup>e</sup> s.	Bouteille à anses	faïence	H. : 23	1902	récolé-vu
OA 1860	Patanazzi (attribuée à)	Tasse d'accouchée et son couvercle	majolique	D. : 22	1896	récolé-vu
OA 1897	Urbino, xvii <sup>e</sup> s.	Vase d'ornement	majolique	H. : 60	1896	récolé-vu



INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
RF 158	Aizelin Eugène	Psyché	taille ; marbre	H. : 130 ; L. : 52 ; P. : 68	1900	récolé-vu
RF 851	Harrisson Alexandre	Marine	peinture à l'huile ; toile	H. : 95 ; L. : 130	1894	écolé-vu
Sans numéro	Trayer Jules Jean-Baptiste	La Marchande de crêpes ; Jour de grand marché à Quimperlé	huile sur toile	H. : 81 ; L. : 102	1909	récolé-vu

## Château de Versailles

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
RF 348 ; MV 1933	Penguilly L'haridon Octave	Le combat des Trente	huile sur toile	H. : 140 ; L. : 260	1894	récolé-vu

## Service des arts plastiques

## Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 644	Allonge Auguste	L'Étang de Huelgoat ; v. 1884	fusain	H. : 88,8 ; L. : 119,6	1885	récolé-vu
FNAC PFH-1984	Anastasi Auguste-Paul-Charles	L'Escalier du bac ; 1870	peinture à l'huile ; toile	H. 88; L. 130,5	1871	récolé-vu
FNAC PFH-4661	Bauderon De Vermeron Louis	Les Saturnales	peinture à l'huile ; toile	H. : 127 ; L. : 261	1877	récolé-vu
FNAC 1731	Bernier Camille	Le Soir en Bretagne ; v. 1891	peinture à l'huile ; toile	H. : 125,5 ; L. : 166	1891	récolé-vu
FNAC 909	Bloch Alexandre	La Chapelle de la Madeleine à 1886 Malestroït 15 nivose an III ;	peinture à l'huile ; toile	H. : 206 ; L. : 249	1886	récolé-vu
FNAC 2483	Brunet Jean-Baptiste	La Bretagne ; 1908	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 190	1908	récolé-vu
FNAC FH 868-50	Cossmann Herman-Maurice ; Winterhalter Franz-Xaver (d'après)	Empereur Napoléon III	peinture à l'huile ; toile	H. : 242,5 ; L. : 157	1868	récolé-vu
FNAC 825	Daillion Horace	La Science	plâtre	H. : 170 ; L. : 60 ; P. : 54	1892	récolé-vu
FNAC 183	Dameron Emile	Les Bords de l'Aven ; v. 1878	peinture à l'huile ; toile	H. : 153 ; L. : 293	1879	récolé-vu
FNAC PFH-4659	Dargent Yan'	L'Intempérance ; v. 1870	peinture à l'huile ; toile	H. : 123 ; L. : 245	1874	récolé-vu
FNAC PFH-4658	Dargent Yan'	Le Travail	peinture à l'huile ; toile	H. : 126 ; L. : 250	1875	récolé-vu
FNAC 2977	Desire-LUCAS Louis-Marie	Procession en Bretagne ; v. 1909	peinture à l'huile ; toile	H. : 204,5 ; L. : 311	1909	récolé-vu
FNAC 727	Detaille Edouard	Deux mobiles tués	peinture à l'huile ; toile	H. : 138 ; L. : 252	1895	récolé-vu
FNAC 540(1)	Deyrolle Théophile-Louis	Vallée de l'Odet ; 1883		H. : 250 ; L. : 200	1883	récolé-vu
FNAC 540 (2)	Deyrolle Théophile-Louis	Le Manoir de Locamand	peinture à l'huile ; toile	H. : 250 ; L. : 200	1882	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 1507	Dezarrois Antoine-François ; Dagnan-Bouveret Pascal-Adolphe-Jean (d'après)	Le Pardon	dessin	H.: 64 ; L.: 69	1905	récolé-vu
FNAC PFH-4660	Duveau Louis-Jean-Noël	La Peste d'Elliant ; 1849	peinture à l'huile ; toile	H.: 266 ; L.: 152	1894	récolé-vu
FNAC 650	Feyen-Perrin Augustin	Armorica ; v. 1884	peinture à l'huile ; toile	H.: 103 ; L.: 203	1902	récolé-vu
FNAC 950	Fouqueray Dominique Charles	Le Vengeur du Peuple à la journée du 13 prairial, an II ; 1900	peinture à l'huile ; toile	H. : 280 ; L. : 360	1900	récolé-vu
FNAC 181	Fourquet Léon-Charles	Cupidon	marbre ; ronde bosse	H. 160; l. 180; P. 75	1883	récolé-vu
FNAC 474	Gallard-Lepinay Paul- Charles-Emmanuel	Le Combat du 13 prairial, an II (1794) 1880	;peinture à l'huile ; toile	H. : 211 ; L. : 300	1881	récolé-vu
FNAC 1873	Godebski Cyprian	Vice amiral Joseph-François Dupleix	plâtre; ronde bosse	H.: 80 ; L.: 58 ; P.: 34	1906	récolé-vu
INV 207	Gudin Théodore	Tempête sur les côtes de Belle-Île	peinture à l'huile ; toile	H. : 131,5 ; L. : 202,5	1896	récolé-vu
FNAC 1973	Guillou Alfred	Adieu ! v. 1892	peinture à l'huile ; toile	H. : 170 ; L. : 245	1892	récolé-vu
FNAC 1245	Guillou Alfred	C'est mon père qui l'a pêché! v. 1903	peinture à l'huile ; toile	H. : 92 ; L. : 62,5	1904	récolé-vu
FNAC 145	Guillou Alfred	Le dernier marin du vaisseau "Le Vengeur", Torec, mort à Concarneau ; 1881	peinture à l'huile ; toile	H. : 125 ; L. : 156	1881	récolé-vu
FNAC 663	Guillou Alfred	Les Sardinières à Concarneau ; v. 1896	peinture à l'huile ; toile	H. : 148 ; L. : 218	1897	récolé-vu
FNAC 835	Hugues Jean-Baptiste	La Gravure	plâtre ; ronde bosse	H.: 183 ; L.: 64 ; P.: 57	1892	récolé-vu
FNAC 1606	Icard Honoré	L'Araignée ; 1890	marbre ; ronde bosse	H. : 60 ; L. : 68 ; P. : 52	1892	récolé-vu
FNAC 1429	Joubert Léon	Vallée Saint-Jean ; Finistère	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 163	1889	récolé-vu
FNAC 336	Lansyer Emmanuel	La Baie de Douarnenez ; 1879	peinture à l'huile ; toile	H. 127; L. 175,5	1879	récolé-vu
FNAC 381 ; FNAC 406	Lansyer Emmanuel	Cloître de l'abbaye du Mont- Saint-Michel ; 1881	peinture à l'huile ; toile	H.: 58 ; L.: 78	1896	récolé-vu
FNAC FH 865-176	Lazerges Hippolyte	Le Christ priant pour l'humanité ; 1865	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 387	1867	récolé-vu
FNAC 409	Lemaire Hector	Amour maternel ; v. 1879	marbre ; ronde bosse	H. : 85 ; L. : 55 ; P. : 170	1880	récolé-vu
FNAC 712	Lemaire Hector	Dugueslin	plâtre ; ronde bosse	H. : 75 ; L. : 50 ; P. : 50	1909	récolé-vu
FNAC 665	Luminais Evariste-Vital	Fuite de Gradlon ; v. 1884	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 300	1884	récolé-vu
FNAC 1301	Luminais Evariste-Vital	Braconniers bretons ; v. 1861	peinture à l'huile ; toile	H.: 117 ; L.: 90	1896	récolé-vu
FNAC 735	Marquet De Vasselot Anatole	Fillette	marbre ; ronde bosse	H. : 143 ; L. : 35 ; P. : 35	1889	récolé-vu
FNAC PFH-4662	Masse Emmanuel-Auguste	Dieu et Patrie ; 1875	peinture à l'huile ; toile	H.: 68 ; L.: 83	1876	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 240 ; FNAC 989	Miserey Ernest-Albert	La Tour d'Auvergne	plâtre ; ronde bosse	H. : 87 ; L. : 65 ; P. : 42	1895	récolé-vu
FNAC PFH-7751(1)	Mordant Daniel ; Cottet Charles (d'après)	Au pays de la mer	gravure, eau-forte	H. : 70,3 ; L. : 121,5	1904	récolé-vu
FNAC 524	Moreau De Tours Georges	La Tour d'Auvergne, premier grenadier de France, mort au champ d'honneur ; 1880	peinture à l'huile ; toile	H. : 285 ; L. : 380	1880	récolé-vu
FNAC 362	Noël Jules	Une rue de Morlaix en 1830 ; 1870	peinture à l'huile ; toile	H. : 120 ; L. : 90	1895	récolé-vu
FNAC PFH-457	Noël Jules	Port de Brest	peinture à l'huile ; toile	H. : 116 ; L. : 147	1902	récolé-vu
FNAC 708	Oge Pierre Marie F.	La Bretagne	plâtre ; ronde bosse	H. : 96 ; L. : 68 ; P. : 40	1886	récolé-vu
FNAC PFH-4668	Pellegrin Louis-Antonin ; Dyck Antoon van (d'après)	Portrait d'homme et d'enfant	peinture à l'huile ; toile	H. : 238,5 ; L. : 169,5	1877	récolé-vu
FNAC 3217	Quillivic René	Petite bretonne	marbre		1910	récolé-vu
FNAC 732	Royer Henri-Paul	L'Ex-Voto ; v.1898	peinture à l'huile ; toile	H. : 219 ; L. : 181	1901	récolé-vu
FNAC 468	Sege Alexandre	Vallée de Ploukermeur, montagnes d'Arrée ; v.1883	peinture à l'huile ; toile	H. : 137 ; L. : 204,5	1884	récolé-vu
FNAC PFH-4664	Talec Jean-François -Marie	Épisode d'une invasion des Romains dans l'Armorique ; 1845	peinture à l'huile ; toile	H. : 152 ; L. : 208	1846	récolé-vu
FNAC 514	Vernier Emile-Louis	Attelage breton à Concarneau ; v. 1883	peinture à l'huile ; toile	H. : 112 ; L. : 153	1884	récolé-vu

**Annexe de l'arrêté MCCC1316369A du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 31 juillet 2013).**

### **Commune de Saint-Brieuc**

Service des musées de France

*Musée du Louvre, département des peintures*

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
INV 2643 ; C 216	BLONDEL Merry-Joseph	Numa	peinture à l'huile ; toile	H. : 168 ; L. : 160	1872	récolé-vu
INV 2640; C 217	BLONDEL Merry-Joseph	Moïse	peinture à l'huile ; toile	H. : 168 ; L. : 160	1872	récolé-vu
INV 9936 ; B 1942	CALIARI Paolo (d'après), VERONESE (dit)	Sainte Hélène	peinture à l'huile ; toile	H. : 195 ; L. : 135	1872	récolé-vu

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
INV 804 bis ; B 2479	DOYEN Gabriel François ; BARBIERI Giovanni (d'après) LE DOMINIQUE (dit)	Sainte Cécile et saint Valérien couronnés par un ange	peinture à l'huile, toile	H. : 157 ; L. : 255	1899	récolé-vu
INV 802 ; B 38	DOYEN Gabriel François ; BARBIERI Giovanni (d'après) LE DOMINIQUE (dit)	David jouant de la harpe	peinture à l'huile, toile	H. : 235 ; L. : 170	1872	récolé-vu
INV 1362 ; MR 3483	HONDECOETER Melchior de	Des oiseaux dans un parc	peinture à l'huile ; toile	H. : 133 ; L. : 162	1895	récolé-vu
INV 5405 ; MR 1843	HUE Jean-François...	Un naufrage	peinture à l'huile ; toile	H. 64; L. 80	1891	récolé-vu

Service des arts plastiques

*Fonds national d'art contemporain*

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC PFH-4903	Anonyme ; CHAUDET (d'après)	Napoléon Ier ; v.1856	marbre ; buste	H.: 60 ; L.: 30 ; P.: 30	1856	récolé-vu
FNAC PFH-507	AUTEROCHÉ Alfred-Eloi	A nimaux au pâturage ; 1871	peinture à l'huile ; toile	H. : 82 ; L. : 112	1874	récolé-vu
FNAC 668	BRUNET Eugène-Cyrille	Messaline	marbre ; ronde-bosse	H.: 60 ; L.: 177 ; P.: 65	1886	récolé-vu
FNAC 2119	CADEL Eugène	Eglise de Carnac ; 1900	peinture à l'huile ; toile	H. : 46 ; L. : 55	1909	récolé-vu
FNAC FH 867-43	CAMATTE ; WINTERHALTER Franz-Xaver (d'après)	Empereur Napoléon III	peinture à l'huile ; toile	H. : 145 ; L. : 157	1867	récolé-vu
FNAC 459 ; FNAC 533	CARAVANNIEZ Alfred	Anne de Bretagne	plâtre	H.: 190 ; L.: 65 ; P.: 70	1897	récolé-vu
FNAC 23	CHENILLION Jean-Louis	Chien pleurant son maître	plâtre ; ronde-bosse	H.: 103 ; L.: 52 ; P.: 86	1879	récolé-vu
FNAC 2026	DABADIE Henri	Ile de Brehat ; 1906	peinture à l'huile ; toile	H. : 138 ; L. : 188	1907	récolé-vu
FNAC 456	DESLIENS Cécile	Nature morte	peinture à l'huile ; toile	H. 65; L. 91,5	1884	récolé-vu
FNAC PFH 3991	DEVERIA Achille	L'Archange Saint-Michel	peinture à l'huile ; toile	H. : 490 ; L. : 310	1844	récolé-vu
FNAC 1003	FOULONNEAU Charles	Glais-Bizoin ; 1893	marbre	H.: 60 ; L.: 65 ; P.: 34	1893	récolé-vu
FNAC 1251	FOURNIER Louis-Edouard- Paul	Le Maraudeur	peinture à l'huile ; toile	H. : 110 ; L. : 103	1904	récolé-vu
PFH 3940	GENDRON Auguste-Ernest	L'Ile de Cythère	peinture à l'huile ; toile	H. : 87 ; L. : 145	1884	récolé-vu
FNAC 1097	JOUE Georges ; DELACROIX Eugène (d'après)	Femmes d'Alger dans leurs appartements	peinture à l'huile ; toile	H. : 177 ; L. : 228	1897	récolé-vu

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC 1429	LE PAN DE LIGNY Joseph	Coteaux de Suresnes, arbres en fleurs ; 1903	peinture à l'huile ; toile	H. : 39 ; L. : 46	1906	récolé-vu
FNAC 746	MITRECEY Maurice	Job et ses amis	peinture à l'huile ; toile	H. : 117 ; L. : 148	1893	récolé-vu
FNAC PFH-3951	MURATON Alphonse	L'Ange des oliviers ; 1870	peinture à l'huile ; toile	H. : 104 ; L. : 188	1872	récolé-vu
FNAC 719	OGE Pierre	Marie Virginie ; 1883	plâtre	H.: 61 ; L.: 180 ; P.: 66	1884	récolé-vu
FNAC 56	PASCAL François-Michel, MICHEL-PASCAL (dit)	Religieux instruisant des enfants ; 1848	plâtre ; moulage	H. 65 ; L.: 45 ; P.: 50	1889	récolé-vu
FNAC 1458	PICARD Edmond	La Vache malade ; 1889	peinture à l'huile ; toile	H. : 118 ; L. : 151	1890	récolé-vu
FNAC 24	PINEL Anna ; GUERSANT ; (née) INGRES Jean Auguste Dominique (d'après)	La Source	peinture à l'huile ; toile	H. : 162 ; L. : 85	1886	récolé-vu
FNAC 315 ; FNAC 1034	PORION Charles	La Délivrance de Médine au Sénégal le 18 juillet 1857	peinture à l'huile ; toile	H. : 140 ; L. : 212	1891	écolé-vu
FNAC 507	SAINTIN Louis-Henri	Après l'orage, baie de Saint-Brieuc ; 1894	peinture à l'huile ; toile	H. : 136 ; L. : 200	1902	récolé-vu
FNAC 371	SCHMIDT Lucien Louis Jean	Prêts à partir pour le labour ; 1879	peinture à l'huile ; toile	H. : 160 ; L. : 250	1880	récolé-vu





# Bulletin officiel



## Coupon d'abonnement (1)

**Nom, prénom :** .....  
(ou service destinataire)

**Pour un renouvellement, n° d'abonné :** .....

**Adresse complète :** .....

**Adresse de livraison (si différente) :** .....

**Téléphone :** .....

**Profession (2) :** .....

**Nombre d'abonnements souhaités :** ..... x 50€ = ..... pour l'année .....

**Date et signature (3).**

(1) Le coupon et le règlement, établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication, sont à retourner au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Bureau du fonctionnement des services, M<sup>me</sup> Christine Sosson, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.